

Guérilleros, France 1944
Une contre-enquête

SPARTACUS

Carte de la haute vallée de l'Aude : © les contributeurs d'OpenStreetMap. CC-BY-SA 2.0

Photo d'Alfonso Sanmiquel : *La Battala*, 8 novembre 1945.

Photos de Luis García et de sa femme et de Juan Pujadas : *Déetective* n° 375 du 16 novembre 1953.

Photos de Ramon Fontarnau, d'Enrique Georgacopulos, de Ramon Mialet, d'Eduardo Pardo avec l'aimable autorisation de leur famille.

Photo d'Henri Melich et Eduardo Pardo : collection des auteurs.

Couverture : Cicero. En fond, les couleurs de la deuxième république espagnole telles qu'elles figurent sur la carte d'adhésion à la UNE. Au premier plan, stèle de la tombe du cimetière de Montfort-sur-Boulzane. En bas de celle-ci, en abrégé, mention Fusilados por un piquete de fascistas : fusillés par un peloton de fascistes.

© Les Amis de Spartacus 2020.

Christophe Castellano
Henri Melich

Guérilleros, France 1944
Une contre-enquête

SPARTACUS

Sommaire

Liste des sigles utilisés	7
Avant-propos de Geneviève Dreyfus-Armand	9
Prologue : Henri Melich	15
Introduction.....	31
Première partie : Le PCE en Espagne et en France	
I. Le PCE et la guerre d'Espagne	39
Le soutien de l'URSS.....	41
La répression continue	52
La militarisation : Mando Unico y Disciplina	54
Les exactions au sein de l'Armée populaire	57
La fin de la guerre	61
II. L'exil de 1939.....	63
Libérer la France pour libérer l'Espagne.....	71
Clivage	73
L'Agrupación de Guerrilleros de Unión Nacional	75
III. L'Operación Reconquista de España	78
Les objectifs de l'invasion	79
Le 19 octobre 1944	80
Bilan et conséquences de l'opération.....	83
Au sujet des infiltrations en Navarre et en Catalogne	85
Du côté franquiste	87
Les absents de l'opération.....	88
Les suites de l'opération	91

Deuxième partie : L'enquête	95
De l'affaire du col de Tosas... ..	96
...aux crimes de la haute vallée de l'Aude.....	102
Le contexte de l'enquête.....	104
France et Espagne.....	107
Les affaires de l'Aude	114
Maruja Abriol – Enrique Georgacopulos Teja – Luis García Martínez	
Ramon Malet Guiteras – Ramon Fontarnau Presseguer	
Juan Pujadas Roger – Alfonso Sanmiquel Alejandro – Avelino Martínez	
Miguel Gonzalez Espada – Pedro Perez Ruiz – José Yvañez Torres –	
Victorino Rodriguez Bonilla – « Le Petit »	
Le verdict	156
Une enquête inachevée	159
Annexes	165
Témoignage de Raymonde Rousselet	167
Biographies	
Lluís Buxeda Saló	170
Ramon Fontarnau Preseguer.....	175
Enrique Georgacopulos Teja.....	177
Miguel Gonzalez.....	179
Henri Melich Guttierrez.....	182
Ramon Mialet Guiteras.....	189
Eduardo Pardo Gomez	193
Juan Pujadas et Alfonso Sanmiquel	198
Carte de la haute vallée de l'Aude	14
L'invasion du Val d'Aran.....	81
Des visages	164 et 166

Liste des sigles

- ACUNE** : Agrupación Cenetista de Unión Nacional, groupe cénétiste de l'Union nationale; regroupement de membres de la CNT, composante de l'Union nationale espagnole (UNE).
- AGE** : Agrupación de Guerrilleros Españoles, groupement des guérilleros espagnols; nom donné par l'Union nationale espagnole aux groupes de résistants armés qu'elle constitua en France sous l'Occupation.
- CNT** : Confederación Nacional del Trabajo, confédération nationale du travail; fédération syndicale espagnole créée en 1910, se réclamant de l'anarcho-syndicalisme.
- FAI** : Federación Anarquista Iberica, fédération anarchiste ibérique; principal regroupement de militants anarchistes ibériques, créé en 1927.
- FET y de la JONS** : Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista, phalange espagnole traditionaliste et juntes d'offensive nationale syndicaliste, généralement désignée sous le nom de Phalange; parti unique franquiste créé en 1937.
- FFI** : Forces françaises de l'intérieur, regroupement des organisations armées de la Résistance mis en place le 1^{er} février 1944.
- FIJL** : Federación Ibérica de Juventudes Libertarias, fédération ibérique des jeunesses libertaires, mouvement de jeunesse créé par la CNT en 1932.
- FTP** : Francs-tireurs et partisans; mouvement de résistance armée créé par le parti communiste français à la fin de 1941.
- FTP-MOI** : Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre étrangère; formations spécifiques des FTP regroupant des résistants étrangers.
- GPRF** : Gouvernement provisoire de la république française, créé le 3 juin 1944 par transformation du Comité français de libération nationale et qui prit fin lors de l'entrée en vigueur de la constitution de la IV^e république le 27 octobre 1946.
- GTE** : Groupement de travailleurs étrangers, instrument de mobilisation de la main d'œuvre étrangère par le gouvernement de Vichy.
- JEL** : Junta Española de Liberación, junte espagnole de libération; rassemblement de partis républicains et régionalistes espagnols et de l'aile du parti socialiste conduite par Indelacio Prieto fondé en novembre 1943 à Mexico et qui voulait parler au nom de la république espagnole, s'opposant aux prétentions de la UNE de représenter tous les opposants au régime de Franco.
- JSU** : Juventud Socialista Unificada, jeunesse socialiste unifiée; organisation issue de la fusion en avril 1936 des organisations de jeunesse du PCE et du PSOE.
- JSUC** : en catalan Joventut Socialista Unificada de Catalunya, jeunesse socialiste unifiée de Catalogne; organisation résultant de la fusion dès avril 1936 des organisations de jeunesse des 4 partis catalans qui constitueront le PSUC.
- MLE** : Movimiento Libertario Español, mouvement libertaire espagnol; regroupement des 3 organisations libertaires en exil : CNT, FAI et FIJL.

NKVD : initiales de « commissariat du peuple aux affaires intérieures ». Propre à l'origine à chaque république soviétique, il fut recréé en 1934 à l'échelle de l'Union soviétique et absorba la police politique, le Guépéou, elle-même héritière de la Tcheka créée en décembre 1917.

PCE : Partido Comunista de España, parti communiste d'Espagne, né de la fusion en novembre 1921 du Partido Comunista Español, créé en avril 1920 par une majorité des membres des jeunesses socialistes, et du Partido Comunista Obrero Español, né un an plus tard d'une scission du parti socialiste, la majorité de celui-ci ayant refusé d'adhérer à l'Internationale communiste.

PCF : Parti communiste français.

POUM : Partido Obrero de Unificación Marxista, parti ouvrier d'unification marxiste; il naît à l'automne de 1935 de la fusion du BOC (Bloc Obrero y campesino, bloc ouvrier et paysan) dirigé par Joaquin Maurin et de l'Izquierda Comunista Española (Gauche communiste espagnole) dirigée par Andreu Nin. Comme ces deux dirigeants, de nombreux membres de ces organisations avaient appartenu au PCE.

PSOE : Partido Socialista Obrero Español, parti socialiste ouvrier d'Espagne, fondé en 1879.

PSUC : en catalan, Partit Socialista Unificat de Catalunya, parti socialiste unifié de Catalogne; il naît en juillet 1936, après l'insurrection militaire, à l'initiative du PCE, du regroupement de deux partis socialistes catalans qui n'avaient pas voulu se joindre au BOC en 1935 et des fédérations catalanes du PCE et du PSOE.

UGT : Unión General de Trabajadores, union générale des travailleurs; confédération syndicale espagnole créée par la direction du PSOE en 1888.

UNE : Unión Nacional Española, union nationale espagnole; organisation créée en France en novembre 1942 par les dirigeants du PCE dans le but de rassembler largement sous sa direction les réfugiés espagnols.

Un témoignage et une enquête pour l'Histoire

La connaissance historique ne progresse pas de façon linéaire. Il faut, bien souvent, la conjonction de recherches et de témoignages mais aussi la conviction qu'un aspect important d'une période est mal connu, voire occulté, et qu'il mérite d'être mis en lumière afin de mieux comprendre la complexité des événements. La volonté de savoir et de comprendre est donc nécessaire. La volonté aussi de reconstituer des itinéraires méconnus et de redonner une identité à des personnes éliminées physiquement par d'autres sous des prétextes plus ou moins obscurs et longtemps restées dans les oubliettes de l'Histoire.

Cette publication réunit ces trois composantes : le témoignage d'un acteur, l'enquête menée par lui-même et son coauteur ainsi que le souci d'éclairer les mystérieuses disparitions – treize – survenues dans le département de l'Aude à l'été et à l'automne 1944. Treize exilés espagnols antifranquistes assassinés par d'autres Espagnols également en exil et se réclamant de la 5^e brigade de guérilleros de l'Aude, mouvement armé de résistance. Comment expliquer de tels actes ? C'est ce à quoi les deux auteurs s'emploient.

Afin d'éviter immédiatement toute fausse interprétation ou tout mauvais procès, les auteurs, Christophe Castellano et Henri Melich, déclarent d'emblée qu'en aucun cas ils ne veulent remettre en question le courage et l'engagement de l'immense majorité des guérilleros espagnols qui ont combattu dans la Résistance en France au sein du XIV^e Corps de guérilleros, organisation armée autonome mais étroitement connectée aux mouvements français de la Résistance. En effet, les unités de guérilleros ont été particulièrement actives dans tout le Sud-Ouest, des Pyrénées à la Dordogne et, à l'été 1944, les Espagnols ont joué un rôle important dans les combats menés pour retarder la retraite allemande et ont pris une part active à la libération de nombreux départements. Ils ne veulent pas non plus stigmatiser tous les guérilleros de la 5^e brigade de l'Aude, dont l'enga-

gement résistant, les souffrances et l'héroïsme ne sont pas en cause, mais seulement tenter de comprendre pourquoi et comment certains membres de cette formation – ou supposés tels – ont pu commettre ces méfaits. De même, les deux auteurs préviennent qu'ils ne comparent en aucune manière des crimes commis dans cette période avec la politique de terreur systématique et la volonté exterminatrice du franquisme vis-à-vis de ses opposants. Les intentions des auteurs sont claires et affirmées. Mais des hommes ont péri dans des conditions inexplicables, voire mystérieuses, et on devrait ne pas en parler, passer ces faits sous silence ? Aucun crime ne peut être justifié par un plus grand, disent-ils à juste titre.

Ces faits ne surgissent pas du néant au tout début de cette troisième décennie du XXI^e siècle, plus de soixante-quinze ans après. Henri Melich, acteur et témoin, résistant dans les maquis audois à 17 ans, militant antifranquiste durant de longues années, a déjà apporté son témoignage sur ces exécutions au début des années 1980¹ et les a évoquées dans une autobiographie récente². Mes propres travaux faisaient état de cas analogues il y a plus de vingt ans³. Henri Melich se rappelle particulièrement de Ramon Mialet, l'une des premières victimes, militant de la Confédération nationale du travail (CNT) comme lui ; il a encore présent à l'esprit le rendez-vous manqué avec celui-ci alors que lui-même partait dans une opération *Reconquista de España* impulsée par l'Union nationale espagnole (UNE), direction politique des guérilleros. C'est que les antagonismes entre l'UNE, où les communistes étaient prépondérants, et les mouvements espagnols non communistes sont apparus au grand jour à la libération de la France ; il ne s'agissait plus seulement de divergences politiques et il fut imputé à l'UNE la disparition et l'assassinat de récalcitrants et d'opposants.

1. *Les Dossiers noirs d'une certaine Résistance : trajectoire du fascisme rouge*, Perpignan, éd. du CES, 1984, p. 130-141.

2. Henri Melich, *À chacun son exil. Itinéraire d'un militant libertaire espagnol*, La Bussière, éditions Acratie, 2014.

3. Cf. *L'Exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 162-178.

Il est exact d'affirmer que l'UNE a acquis une prépondérance incontestable dans la structuration politique de l'exil espagnol pendant la clandestinité, qu'elle a rassemblé à titre individuel des Espagnols exilés de toutes tendances – communistes, socialistes, républicains ou anarchistes – et que le Parti communiste espagnol (PCE) était le seul mouvement organisé en son sein. Et, encore une fois, le rôle des guérilleros a été important dans la libération du grand Sud-Ouest. Mais il ne faut pas oublier non plus que des républicains espagnols ont combattu aussi dans des mouvements français de Résistance, que les réseaux de passage clandestin des Pyrénées ont été organisés par des militants de la CNT et du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM, parti communiste non stalinien) et que des formations espagnoles de résistance ont existé en dehors de l'UNE tel le groupe anarchiste du barrage de l'Aigle, aux confins du Cantal et de la Corrèze. La réalité historique est toujours beaucoup plus complexe que certains veulent parfois le faire croire ; il est nécessaire de l'appréhender dans sa globalité⁴.

La situation d'hégémonie politique de l'UNE, et par voie de conséquence celle du PCE, qui a prévalu au sein de l'exil espagnol pendant la clandestinité était en voie d'éclatement rapide après la libération de nombreuses régions. Les organisations politiques et syndicales espagnoles non communistes remettaient en cause la prétention de l'UNE à une représentation exclusive de l'exil républicain et se regroupèrent dans une Alliance démocratique espagnole (ADE), devenue Junte espagnole de libération (JEL). Il est vraisemblable que l'UNE a voulu alors engager une épreuve de force et une course de vitesse non seulement contre le franquisme mais aussi face aux Alliés – afin de les mettre devant le fait accompli – et aux autres courants politiques de l'exil, de manière à conserver sa prééminence. Mais la tentative d'invasion du val d'Aran, à l'automne 1944, s'est soldée par un double échec, militaire et politique, pour l'UNE. Henri Melich qui, dans l'euphorie de la Libération, a participé à cette opération porte témoignage de ses conditions de réalisation.

4. Depuis des décennies, je m'efforce à cela, même si certains lisent une page qui leur convient en rejetant ce qui ne convient pas à leur schéma de pensée

D'où, avant l'opération et juste après, dans la suite des combats de la Libération, la survenue de règlements de comptes politiques ou d'assassinats sordides aux motifs troubles, faisant que des groupes plus ou moins contrôlés par l'UNE – du moins se réclamant d'elle – aient pu mettre à profit leur toute-puissance du moment pour se débarrasser d'opposants ou régler des différends. L'Aude ne fut pas le seul département touché. Les journaux de la JEL firent état de nombreux meetings perturbés du fait de l'intervention de sympathisants de l'UNE et même d'assassinats ; ce fut le cas à Toulouse, dans l'Ariège, l'Aveyron, le Lot ou la Haute-Garonne, avec détentions, menaces de mort, disparitions voire exécutions. Les auteurs analysent la genèse, depuis la guerre d'Espagne, des pratiques des tenants du stalinisme. Pour ne citer qu'un exemple récemment réexploré, celui de Decazeville, dans l'Aveyron, où se produisirent des manœuvres d'intimidations, des menaces, des arrestations de militants libertaires ou socialistes et même l'exécution de certains⁵. Il faut prendre en compte que cette période d'après la Libération a été extrêmement troublée en France, avec les excès de l'épuration extra-judiciaire ou les actes crapuleux masqués derrière des « assassinats politiques » de pseudo-traitres par des résistants de la 25^e heure.

Que quelques exilés espagnols qui avaient connu huit ans de guerre aient pu se livrer à des exactions semblables à celles de Français de leur époque n'enlève rien, au contraire, au courage et à l'abnégation de l'immense majorité d'entre eux. Toutefois, dans ce cas comme dans bien d'autres, la phrase bien connue de George Orwell trouve son sens : « *En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire.* »

Geneviève DREYFUS-ARMAND
Historienne

5. Jean Vaz Aransáez, « Les réfugiés espagnols en Aveyron », in *Espagne, un exil républicain*, Toulouse/Cammar et Nérac/les éditions d'Albret, à paraître en 2020.

La haute vallée de l'Aude



10 km

Prologue

Arrivé en France en 1939, Henri Melich vit avec sa famille près de Quillan, dans l'Aude. En 1943, à 18 ans, il se joint à une filière de passeurs vers l'Espagne et en mai 1944 il gagne le maquis Jean-Robert et Faïta, à Salvezines. Il participe aux combats de celui-ci jusqu'à la libération de Limoux; après le rassemblement des maquis du département à Carcassonne le 24 août, il gagne Narbonne. Voici son témoignage, à l'origine de cette enquête.

J'étais à Narbonne depuis quelques jours. L'effervescence des combats de libération commençait à diminuer et nous commencions à nous accorder un peu de temps libre. C'est dans ce contexte, alors que je rentrais avec «Tambor¹», que nous avons décidé d'assister au meeting d'une organisation espagnole dont nous ignorions tout, la Unión Nacional Española (UNE), qui se tenait le soir même. Nous avions remarqué des affiches tricolores (aux couleurs du drapeau de la République) qui annonçaient un grand meeting pour la libération de l'Espagne au cinéma Familia.

Une fois de retour à la caserne nous avons commencé à nous poser des questions. Notre enthousiasme était fort, mais nous ignorions tout de l'UNE. Nous n'avions pas la moindre idée de ce qu'elle représentait ni de qui la dirigeait. Mais le plus difficile pour les deux jeunes hommes que nous étions était de nous retrouver coupés de nos réseaux relationnels espagnols et nous n'avions personne à qui demander conseil. J'avais jusqu'à présent toujours été entouré par mon père et ses amis. Chaque décision que je prenais se faisait à l'issue de longs échanges et j'avoue, une fois encore, que les conseils de mon père me manquaient.

J'en ai néanmoins parlé au lieutenant Michel, qui sans chercher à m'en dissuader, se montra assez réservé.

1. Tambor, de son vrai nom se nommait Font. Il a probablement disparu en Espagne en 1944.

«Attention, Sans, (mon nom d'emprunt dans la résistance) réfléchissez bien avant de vous embarquer dans cette aventure. Je ne sais pas de quelles forces vous disposez et, pour ne rien arranger, je doute que la situation actuelle vous soit très favorable. Il vaudrait mieux que vous attendiez que la France soit complètement libérée. Certainement qu'à partir de là, même nous les Français, nous pourrions vous aider. Enfin, je serais à votre place, j'y réfléchirais à deux fois avant de m'engager...»

J'étais plein de doutes et une intuition me conseillait de réfléchir avant d'assister à ce meeting.

En définitive, c'est l'enthousiasme de Tambor et je dois l'avouer la peur de passer pour un dégonflé qui m'ont fait pencher vers la décision d'y aller.

Dès notre arrivée, nous avons été surpris par l'accueil qui nous fut réservé par les organisateurs. Un civil à l'entrée, après nous avoir à peine questionnés, s'est dirigé vers la tribune, puis revint nous chercher pour nous y accompagner. Là, l'orateur nous qualifia de combattant héroïques. Nous fûmes traités en héros et presque aussitôt conduits à la tribune sous les ovations du public. L'orateur, un dénommé Figueras, nous présenta comme d'authentiques combattants républicains, exhortant les participants à poursuivre le combat entrepris pour la libération de la France en Espagne et à suivre notre exemple, nous qui allions maintenant partir pour libérer l'Espagne.

La salle, qui était aux trois-quarts pleine, composée de jeunes Espagnols, pour l'essentiel des réfugiés économiques, nous applaudit avec ferveur.

Je ne cache pas que, malgré la manœuvre de Figueras, nous fumes gagnés par un sentiment de fierté. Enthousiastes, nous nous sommes engagés et nous sommes partis deux jours plus tard pour la colonie de Camurac². Nous étions en tout une quinzaine, dont Pepito Jover, dont je venais de faire la connaissance.

2. Colonie de vacances créé en 1936 par la ville de Limoux. Elle est située aux abords immédiats de Camurac. Elle est composée d'un grand bâtiment en forme de H. À l'entrée se trouve un petit bâtiment abritant un transformateur.

L'ambiance commença à changer à Camurac. Nous avons tout d'abord été appelés au commandement. Là nous avons été soumis individuellement à un interrogatoire serré sur nos origines, celle de notre famille. De toute évidence, mon interlocuteur souhaitait connaître mes orientations politiques et, plus surprenant, celles de mon père ou encore ses responsabilités politiques en Espagne.

Je n'ai compris qu'un peu plus tard que c'est à ce moment-là qu'a été déterminée ma fiabilité idéologique pour la UNE et certainement pour l'attribution d'un grade.

Un peu confus, je suis sorti de cet entretien, mais je me suis rasséréené en retrouvant Ramon Mialet, que je n'avais pas revu depuis 1942. Il s'est montré très surpris lui aussi de me retrouver mais m'a accueilli très chaleureusement. Mialet en a profité pour m'informer de la présence de plusieurs amis de Quillan, tout en m'enjoignant de me méfier de certains qui fayotaient avec le commandement.

Je ne peux pas dire que le climat était délétère, mais la méfiance régnait.

Un peu après, j'ai été sélectionné pour une formation avec un groupe de jeunes presque tous issus des Corps francs de la montagne Noire.

Nous avons tous en commun d'avoir été au Maquis, d'avoir une première expérience des combats, ce qui nous dispensait de l'entraînement militaire de base. L'entraînement était sommaire. Je me souviens avoir reçu une démonstration sur instructions sur le manieement des explosifs qui a failli tourner au drame. Le jeune maquisard qui essaya de mettre en pratique les instructions a failli nous faire exploser et ce n'est que grâce au sang-froid de notre instructeur que nous en avons réchappé. La préparation dont nous étions l'objet était sommaire.

Cet entraînement devait durer une dizaine de jours, et au bout d'une semaine, j'ai reçu la visite de mon père. Je l'ai trouvé très inquiet et il a fortement insisté pour que je prenne une permission. Ma mère souhaitait me voir. J'ai donc demandé une permission au comman-

dant Mateo, qui me l'a accordée, mais m'a demandé d'attendre deux jours, le temps de terminer l'instruction.

Je me souviens être sorti du bureau du commandant Mateo et d'être passé par la cour de la colonie. Arrivé au niveau du transformateur qui se trouvait juste à côté de la grille d'entrée, j'ai aperçu quelque chose d'inhabituel. Un couple était retenu prisonnier dans le petit bâtiment du transformateur sous la surveillance de deux gardes. Je me souviens distinctement d'un homme d'une trentaine d'années qui me fit l'impression d'une personne instruite, et une femme sensiblement plus jeune de petite taille et très belle. La porte était entrouverte, mais je n'ai pas vu l'intérieur du transformateur. Tout en observant la scène, j'ai croisé le regard de cet homme. Je ne saurais décrire ce que j'ai ressenti ; il me regardait avec une sorte d'interrogation.

C'est alors que j'ai croisé de nouveau Ramon Mialet à qui j'ai demandé s'il était au courant des raisons de l'arrestation de ce couple. Ramon m'a répondu que sans en être sûr, il pourrait s'agir d'espions de Franco car il avait entendu parler d'« agents de Franco ». Il a même ajouté que le chef des transports de la brigade avait lui aussi été arrêté. Ce n'est que bien plus tard que j'ai appris qu'il s'agissait de Luis García, que je ne me souviens pas avoir croisé.

Le lendemain, tout s'est précipité. Tout d'abord, j'ai été convoqué en urgence au poste de commandement. En m'y rendant, j'ai rencontré Ramon Mialet, qui me tira par le bras pour m'attirer dans un recoin. Discrètement, il me donnait rendez-vous en début d'après-midi à la sortie de Camurac, sur la route de Comus. Nerveux, il insistait pour que je garde le secret sur ce rendez-vous. Je me souviens qu'il avait à la main un article qu'il s'appropriait à accrocher au journal mural de la Brigade.

Juste après je me suis présenté au commandant Mateo qui se trouvait déjà en compagnie de José Abad et d'une troisième personne que je voyais pour la première fois. Le commandant me déclara :

« Un groupe part en mission aujourd'hui même. Nous t'avons choisi parce qu'étant catalan tu seras utile dans la région où vous vous rendez. »

Il me présenta l'autre personne présente lors de l'entretien : *« Voici le capitaine Labela. Tu seras son asesor, et José Abad sera votre agent de liaison. »*

J'ignorais en quoi consistait cette fonction. Les grades étaient en effet réservés aux éléments fidèles à la ligne de la UNE.

Je suis ensuite passé par le local de l'intendance où l'on m'a remis des chaussures neuves, une mitrailleuse Sten, quatre chargeurs, plusieurs boîtes de munitions ainsi qu'une dizaine de paquets de cigarettes. Pour les vivres je pouvais compter sur deux jours de nourriture et une gourde d'eau.

J'ai à peine eu le temps de rassembler mes affaires que nous sommes partis en camion. Nous étions au total 25 hommes tous légèrement armés avec à peine deux jours de nourriture et quelques munitions. Je constatais qu'à peine la moitié d'entre nous avions l'expérience du maquis. Les autres partaient en mission pour la première fois. Je fus rassuré de voir que Pepito Jover était avec moi.

C'est alors que je me suis rappelé de mon rendez-vous avec Miallet, mais tout avait été si rapide que je ne pus l'avertir de mon départ, pas plus d'ailleurs que mes parents qui m'attendaient en permission.

Après une nuit à Formiguères, nous sommes repartis en direction de Valcebollère.

Nous n'avons pas dû être très discrets, car un rapport de gendarmerie a fait état de notre passage à la frontière.

Nous avons emprunté un chemin où nous avons retrouvé un guide qui nous attendait. Je l'ai tout de suite reconnu avec son visage aux traits grossiers et son allure antipathique. Il s'agissait de Juan Fernandez, dit El Chato, que j'avais déjà vu à Camurac. Il nous accompagna à la frontière et nous indiqua le chemin à suivre. Puis il rebroussa chemin. Nous continuâmes seuls à grimper à travers la forêt jusqu'à la ligne de crête. Là nous avons fait une halte, le temps de prendre un repas léger en attendant la nuit pour pénétrer en Espagne.

Le capitaine nous fit passer les consignes. Il ne précisa pas les objectifs, mais il nous indiqua que nous devions éviter tout accrochage avec la Garde civile ou l'armée. Nous devions avancer en territoire espagnol jusqu'à trouver, près de Ripoll, un point d'appui, un berger, qui allait nous fournir ce dont nous avons besoin pour la poursuite de la mission sur laquelle il gardait le secret.

Nous avons traversé de nuit une zone escarpée sans le moindre arbre. Nous avons ensuite longuement marché jusqu'au petit jour. Il faisait presque jour quand nous entreprîmes l'escalade d'une colline. Nous commençons à ressentir la fatigue ainsi qu'une certaine angoisse.

Nous ignorions tout de notre mission, nous avons trop peu de munitions et presque aucun ravitaillement. L'eau n'allait pas tarder à nous manquer. Paradoxalement, ce qui m'inquiétait le plus était de savoir si la population espagnole allait bien nous accueillir.

Je marchais derrière le capitaine. Il se retourna et m'offrit la moitié d'une tablette de chocolat. Derrière moi, le groupe suivait.

Un moment après, nous avons traversé, par petits groupes une route, puis une voie ferrée.

En traversant la forêt de pins, nous surprîmes un homme qui cueillait des champignons. C'était un employé des chemins de fer. Il était de Sans (un quartier de Barcelone). Il répondit aux questions du capitaine. Il lui apprit qu'il était cheminot et qu'il avait fait la guerre sur le front d'Aragon et à Madrid. Il était alors adhérent de la CNT. Il avait cessé toute activité militante depuis la guerre mais maintenait des contacts avec un compagnon de la CNT clandestine. Il nous mit en garde contre la population. Selon lui, il fallait se méfier de tout le monde.

Ce n'est qu'au sortir de la forêt que nous avons fait une pause. Le capitaine Labela étala sa carte. Nous étions passés sur la droite du Puigmal, en évitant les villages de Dorria, Planolas et Fornells de la Muntanya. C'est alors qu'il s'est mis à pleuvoir. Nous n'avions aucun abri et nous sommes resté sous la pluie à avoir froid. Ce n'est que lorsque la nuit est tombée que nous avons repris notre marche.

Au sommet d'une petite colline, nous fûmes attirés par une forte clarté. Un des gars du groupe prétendit que c'étaient les lumières de Ripoll... Quand le jour pointa, nous nous trouvâmes à découvert.

Un peu plus tard, nous rencontrâmes un vieux berger originaire de Capdevenol. Le troupeau ne lui appartenant pas, il refusa de nous vendre un mouton. Mais il nous permit de prendre une bête, en ajoutant qu'il dirait qu'elle s'était perdue. Nous avons emporté la bête tuée que nous avons portée à tour de rôle le temps de trouver un lieu suffisamment sûr pour la faire cuire. Et c'est là que nous avons découvert une grotte. C'était l'occasion de nous réchauffer tout en faisant cuire le mouton. Cette grotte était de petite taille, mais elle nous contenait tous. Elle se terminait par un cul de sac. Nous n'avions pour seul éclairage que le feu de camp. Je me souviens des chauves-souris que notre présence dérangeait. Cette grotte avait été partiellement aménagée.

J'ai demandé à Labela si nous devions continuer encore longtemps à nous enfoncer dans le pays, sachant que nous étions déjà à court de vivres. Il me répondit :

« Tu vois, Sans, il faut que je te dise la vérité. Notre action n'est pas un sabotage. En réalité, nous sommes un groupe d'avant-garde. Nous devons attendre le commandant Mateo, qui doit nous rejoindre avec un groupe plus important que le nôtre. Ensuite, nous formerons des petits groupes de six à huit hommes autour des villages. »

José Abad partit pour ramener Mateo et ses hommes. Nous avons dû rester là deux ou trois jours.

La nourriture commençait à manquer ce qui augmentait notre inquiétude. Dépassé par la situation, le capitaine Labela donnait des signes de nervosité. Il était inexpérimenté et ne savait pas comment diriger son groupe. Pour ne rien arranger, nous étions entassés dans un cul de sac à attendre on ne sait quoi.

L'inaction finit par m'ouvrir les yeux sur cette opération. Différents indicateurs mettaient en évidence le manque de préparation : les instructions de l'état-major étaient floues, et il était évident qu'aucune logistique n'avait, au moins dans notre cas, été prévue. À cela

venaient s'ajouter des carences évidentes en instruction militaire, et plus grave encore, dans le maniement de nos armes.

Notre armement était composé essentiellement de mitraillettes Sten dont le réapprovisionnement des chargeurs nécessite un minimum d'expérience et l'aide d'un petit outil qui permet de forcer le ressort du chargeur afin d'y introduire les balles. À ma grande surprise, je dus constater que je disposais du seul exemplaire de cet outil pour tout le groupe. La majorité des autres guérilleros ne savaient pas l'utiliser et encore moins réapprovisionner un chargeur.

L'ennui n'a jamais été une bonne conseillère : en fouillant mon havresac, je découvris mes paquets de cigarettes... et c'est là que j'ai fumé les premières de ma vie.

De l'autre côté, des sentinelles surveillaient nos arrières. Soudain, l'une d'elles s'écria :

- Ils arrivent, ils ont un drapeau républicain !

Je crus d'abord à une plaisanterie ; je vis le capitaine Vasco ouvrant la marche, drapeau déployé, immédiatement suivi par le commandant Mateo, le capitaine Madriles, José Abad, Lluís Buxeda et toute la troupe. En tout 55 hommes qui avançaient à découvert, sans discrétion.

Ces hommes étaient moins bien équipés que nous. Le retard dans la liaison entre les deux groupes était dû à une erreur d'orientation d'Abad, ce qui avait entraîné une marche de jour et un accrochage avec la Garde civile. Cet accrochage avait eu lieu un peu plus haut, dans les monts de Fornells, à hauteur de Dorria. Ils avaient réussi à s'en extraire, mais il avait occasionné quelques blessés légers et deux égarés : un jeune homme et un vieux pharmacien.

Pour retrouver ces deux hommes, je partis avec un jeune compagnon du premier groupe.

En descendant à travers la forêt, nous entendîmes parler espagnol... Je me retins de répondre juste à temps. À une trentaine de mètres en contrebas, deux gardes civils, l'arme à la bretelle, montaient vers nous lentement. Nous nous postâmes pour les prendre en embuscade lorsqu'au même moment quatre autres apparurent, légè-

rement plus en bas, dans la continuité des deux premiers. Devant le nombre, j'ai préféré éviter l'accrochage et lorsque je me suis retourné pour avertir mon compagnon je me suis rendu compte qu'il avait disparu.

Il me fallut revenir pour alerter les autres, mais un autre guérillero donnait l'alerte en tirant. Malheureusement, d'autres gardes civils arrivaient ; la fusillade éclatait de tous les côtés à la fois. Nous étions encerclés. Heureusement, les plus expérimentés d'entre nous répondaient, ce qui encourageait, le premier moment de surprise passé, les autres guérilleros à réagir. Juste à mes côtés, un jeune homme s'est sauvé en abandonnant son sac et ses munitions.

J'entendis Lluís Buxeda crier :

« *Les grenades ! Les grenades !* »

Il les lançait sans affolement, avec précision. Il se battait avec grand courage. En même temps, il essayait d'encourager les autres guérilleros tout en dirigeant les combats. C'était le seul à résister frontalement.

J'ai tiré dans le tas au travers des buissons, sans viser, afin de les empêcher d'avancer dans notre direction. D'après la configuration du terrain, je devais tirer trop haut, tout comme nos assaillants, puisque les balles sifflaient au-dessus de nos têtes en cisillant des aiguilles de sapin qui nous tombaient dessus. La situation était extrêmement confuse. Il n'y avait pas de ligne de défense à proprement parler, mais des accrochages dispersés et très atomisés entre les groupes de guérilleros et les groupes de gardes civils et de Policia Armada qui convergeaient vers nous. De part et d'autre dominaient la surprise et la désorganisation. Les foyers de combats se déplaçaient continuellement. Les guérilleros semblaient choisir la fuite et la dispersion plutôt que de tenter de repousser les attaques, ce qui permettait aux gardes civils de les poursuivre, sans chercher d'ailleurs l'affrontement.

Avec un ancien du corps franc Pommiès³, nous avons récupéré des munitions dans des sacs abandonnés, et nous nous sommes retranchés derrière un rocher. Le tir faiblissait d'un côté pour reprendre de

3. Formation de l'Organisation de résistance de l'armée opérant dans le Sud-Ouest.

l'autre. Dans la confusion, Labela et Mateo se sont enfuis en abandonnant leurs affaires.

Les balles continuaient à fuser autour de nous. Nous avons essayé de nous dégager à la grenade. Les buissons et la configuration du terrain ne nous permettaient pas de savoir si nous avions fait mouche ou s'ils avaient décroché, mais une chose était certaine, leur tir avait cessé. Les gardes civils avaient continué de poursuivre notre groupe et nous avaient laissés.

À ce moment, une ombre s'est approchée de nous, à contre-jour, j'eus du mal à reconnaître José Abad.

Tous trois, nous reprîmes courage :

« Ne vous faites pas de soucis - nous dit José - je connais le terrain. Nous sortirons d'ici. Il nous faut attendre la nuit... Je crains que le commandant Mateo ne soit tombé aux mains des gardes civils. Il est descendu du mauvais côté. »

Ce n'est qu'à la nuit tombée que nous nous sommes engagés dans un ravin qui se trouvait derrière nous. À la faveur de la nuit, nous avons longuement progressé en direction la frontière. L'obscurité rendait l'orientation difficile. Au petit jour, nous avons trouvé un bosquet où nous reposer. Devant y passer la journée avant de reprendre notre marche, nous avons essayé de dormir. Mais en vain. Trop de questions nous tourmentaient.

C'est José Abad qui le premier a abordé la question.

« Tu vois, Sans, je crois qu'on s'est servi de nous pour des fins de propagande. »

Je me souviens lui avoir répondu que je ne savais plus quoi penser, surtout après la conversation avec Labela. J'avais une certitude, celle d'avoir été dupé. À moins que ceux qui avaient conçu ce plan ne se soient dupés eux-mêmes. Nous avions peut-être aussi été sacrifiés, pour détourner l'attention d'autres incursions.

À la nuit tombée, nous avons repris la marche vers le sommet qui se dressait devant nous. Juste avant le sommet, à la lueur des étoiles, nous avons aperçu une forme humaine adossée à un arbre. Il était

accroupi et nous discernions une carabine posée en travers de ses genoux. Sans bruit, José s'est approché de lui, le doigt sur la détente. Ce n'est qu'arrivés à sa hauteur que nous nous sommes rendus compte qu'il était mort. Certainement exténué, il avait dû s'assoupir et le froid a dû le surprendre. Il était vraisemblablement mort pendant son sommeil car il ne portait aucune blessure. Son visage ne m'était pas inconnu. Je l'avais croisé à Camurac. Il devait probablement faire partie du groupe des 55. José récupéra dans son sac des photographies qui s'y trouvaient. Nous n'avons malheureusement pas retrouvé son identité.

Une fois le sommet atteint, nous avons encore fait un détour, ce qui nous demanda quelques heures de plus jusqu'à enfin apercevoir Valcebollère. Là, nous nous sommes dirigés vers une maison du village qui servait de relais aux groupes de guérilleros qui pénétraient en Espagne. Nous y avons été fraîchement accueillis par un lieutenant entre deux âges flanqué d'un guérillero. Les deux semblaient former une sorte de soutien d'arrière-garde.

Cet officier nous accusa de ne pas avoir accompli notre devoir. Selon lui, nous aurions dû constituer un groupe qui, caché dans les montagnes, aurait accompli des actions de guérilla, en harcelant les troupes franquistes. Ironiquement, je lui ai rappelé la discrétion du groupe du commandant Mateo arrivé avec un drapeau républicain en tête. Mais ce lieutenant était borné et ne voulait rien entendre : « comme le manuel du guérillero l'expliquait clairement... » - « Importuner l'ennemi par de petits coups de main. »

Des fugitifs arrivaient chaque jour. Ramon, un ancien du maquis de Picaussel, s'était perdu au cours du premier accrochage du groupe du commandant Mateo. Il arriva exténué. Suarez, un jeune homme d'un village voisin de Carcassonne, traîna avec lui un blessé qui avait une balle dans un pied.

Nous sommes restés quelques jours à Valcebollère, mais je ne saurais dire combien de temps. Je me souviens être allé avec José à Palau del Vidre où par hasard nous sommes passés devant une réunion de différentes organisations antifascistes non staliniennes au sujet de la Unión Nacional. L'accueil a été froid et tout le monde s'est arrêté de

parler en nous voyant. Je crois que nous avons été aussitôt assimilés à des guérilleros, ce qui a éveillé leur suspicion.

Un matin, alors que j'étais de faction, j'entendis de légers coups à la porte. C'était Mauricio Pascual. Il arrivait coiffé d'un casque allemand, barbe hirsute, et souhaitait avant tout se restaurer. Il m'apprit qu'il avait porté jusqu'à la frontière le vieux pharmacien qui s'était perdu le premier jour, qui était très faible. Lui-même, exténué, n'y arrivait plus et il l'avait laissé dans la forêt, du côté français, car il n'avait pas eu la force de le porter jusqu'à nous. Avec Ramon, nous sommes allés le récupérer, et l'avons ramené à demi-inconscient.

En peu de temps, nous nous sommes retrouvés une dizaine dans cette petite maison. Vues de Valcebollère, les tentatives d'incursions étaient un échec. Avec le peu d'argent que j'avais, j'ai réussi, de Valcebollère, à faire appeler mon père à la cabine de Belvianes. Le plus urgent pour moi était en effet de donner des nouvelles à mes parents qui m'attendaient depuis la visite de mon père à Camurac.

Soulagé, mais inquiet, mon père m'a demandé de rentrer au plus vite. Certains événements s'étaient produits dont la disparition de Ramon Mialet. Il ne savait que très peu de choses sur son assassinat, mais de toute façon, il ne voulait pas m'en parler au téléphone; il savait cependant que c'étaient des guérilleros de Quillan qui l'avaient éliminé. Afin de m'aider à quitter Valcebollère, il allait m'envoyer un billet dans une enveloppe.

J'ai aussitôt informé les autres membres du groupe. Nous étions tous les 4 sidérés par cette nouvelle. José Abad n'en fut pas pour autant étonné.

« Le fait que tous les morts sont de la CNT laissait présager des purges... dans nos rangs... En Aragon, j'en ai connu d'autres, et je constate que ça continue ici. Il va falloir réagir. »

Mauricio Pascual, de son côté, ne trouvait qu'une chose à dire : *« La seule issue, c'est la "sortie", et c'est ce que je vais faire. »*

Quant à moi, je repensais sans cesse à ce rendez-vous manqué avec Mialet, le jour de mon départ.

Le même jour, nous avons reçu la visite d'un des chefs guérilleros, le commandant Delicado, entouré de quelques hommes. Je ne le connaissais alors pas, mais il paraissait avoir une certaine autorité. Il a tout d'abord commencé par nous rudoyer sur les raisons de notre recul. Il nous a exhortés à reprendre courage et à repartir au combat. Selon lui, notre erreur avait été de ne pas avoir suivi les ordres du commandant Mateo, qui étaient d'avancer en toute discrétion pour nous glisser entre les lignes ennemies et surtout d'éviter tout contact avec l'ennemi. Il ajouta qu'il ne fallait pas se décourager, car les camarades s'étaient rendus maîtres de l'autre côté de la frontière. Il a même ajouté qu'une autre incursion allait avoir lieu, mais sur un autre secteur, et qu'elle serait appuyée par du nouveau matériel. À l'entendre, la victoire était à notre portée. Évidemment, il n'en était rien et nous n'avons heureusement pas accordé de crédit à ses propos.

Un peu plus tard, nous avons organisé notre évasion. Afin de ne pas éveiller les soupçons, nous avons fait deux groupes. Mauricio et José partirent vers minuit, et deux heures après, ce fut notre tour à Ramon et moi. Nous avons pris le train, mais un peu avant d'arriver à Prades, nous avons été contrôlés par des gendarmes qui nous ont demandé nos pièces d'identité. Comme nous n'en avions pas et qu'il n'était surtout pas question de leur expliquer d'où nous venions, je leur ai raconté que nous étions des réfugiés et que nous venions juste de traverser la frontière. Leur réponse nous a surpris. Plutôt que de nous conduire au poste, ils ont prétexté devoir nous remettre aux autorités espagnoles de Prades. Il ne s'agissait pas des autorités franquistes auxquelles ils faisaient référence, mais d'un poste de commandement des guérilleros. Nous avons donc été conduits à la villa Marguerite de Prades. Les « autorités » espagnoles s'étaient installées dans l'ancien siège de la Gestapo. À peine arrivés, nous avons été soumis à un interrogatoire assez rude. Il paraissait évident qu'ils ne croyaient absolument pas à notre histoire. En attendant qu'ils aient une confirmation de nos dires, nous avons été enfermés dans une cellule du sous-sol.

Là, j'ai été surpris de reconnaître notre gardien. Il s'agissait d'Edmundo, un ancien militant de la CNT de Sant Joan Despi. Il était surnommé El Nano, en raison de sa petite taille. À l'époque, El Nano passait tous les jours au Comité pour demander s'il n'y avait aucun *Paseo*⁴ de prévu. Je fis mine de ne pas le reconnaître et lui-même m'a ignoré. Nous devions partager cette cellule avec un autre homme qui devait avoir 35 ans. Il s'appelait lui aussi Edmundo et était membre du POUM⁵. Selon lui, nous ne devions pas nous faire trop d'illusions. Ou bien nous serions renvoyés en Espagne, ou alors nous partirions pour un voyage plus expéditif.

C'était la première fois que je me sentais enfermé avec la peur et l'angoisse mêlées. Pendant ce temps, dans les pièces du haut, se déroulait une fête. Nous entendions de la musique et bien d'autres choses. Nous étions prisonniers, mais c'était sans compter sur un ami d'Edmundo, notre codétenu, qui nous fit évader au beau milieu de la nuit.

Nous étions de nouveau libres et sans tarder nous nous sommes rendus à Perpignan. De là nous avons pris le bus pour Maury et nous sommes partis à pied en direction de Quillan. Il faisait nuit quand nous arrivâmes à Belvianes. Mes parents débordaient de joie. La soupe était chaude... Ensuite, hélas, arrivèrent les nouvelles ! Ramon Mialet et son beau-frère avaient été enlevés à Quillan, à leur arrivée de Camurac, et conduits on ne sait où. Mon père était sans nouvelles d'eux, mais il n'ignorait pas qu'ils avaient été assassinés. Ce n'était pas tout. La veille, ils étaient venus me chercher. Et mon père ajouta : *« Ils étaient quatre, les deux qui sont rentrés l'arme au poing, je ne les connais pas. Mais les deux qui sont restés dehors, l'un était Juan "el cojo"⁶, mécanicien au garage Escudíe de Quillan, en fait l'indicateur. L'autre était le lieutenant Eugène Mora... Ils sont repartis sans un mot d'explication. »*

4. *Paseo*, promenade. Ce terme désignait par euphémisme les exécutions sommaires.

5. POUM : Parti ouvrier d'unification marxiste, né en 1935 de la fusion du Bloc ouvrier et paysan dirigé par Joaquín Maurín et de la Gauche communiste d'Andreu Nin.

6. *El cojo* : le boiteux.

Je ne pouvais pas rester chez mes parents. Les guérilleros pouvaient à tout moment revenir et je ne voulais faire prendre aucun risque à mes parents.

Le lendemain de bonne heure, nous sommes repartis pour Carcassonne. Là, nous vîmes Jean-Louis, le commandant du maquis Jean Robert. Nous lui fîmes le récit de notre odyssée en soulignant la délicate situation dans laquelle nous nous étions fourrés.

« Les camarades espagnols sont insensés. Ils ne comprennent donc pas que c'était un suicide ? Comment voulez-vous à une poignée, sans appui et en terrain hostile, vaincre toute une armée ? Vous ne pouviez donc pas attendre qu'on en ait terminé avec l'Allemagne ? »

Puis il ajouta :

« De toute façon, votre problème n'en est pas un. Je vous fais un sauf-conduit et vous allez directement reprendre votre place à la compagnie à Narbonne. »

Ce que nous avons fait le jour même. Là, un des anciens cadres du maquis m'a remis une carte d'identité FFI, qui mentionnait que j'étais de nationalité française.

« Dans ton cas, me dit-il, si les guérilleros de la U.N.E te contrôlaient, celle-ci te serait utile. »

Il ne croyait pas si bien dire. Quelques semaines plus tard, peu de temps avant de partir en Allemagne, j'avais obtenu une permission pour rendre visite à mes parents. J'étais arrivé à la nuit tombée à la gare de Quillan. La gare était déserte et je n'ai eu aucune difficulté à apercevoir la silhouette de deux hommes armés qui barraient le passage en bout de quai. Je portais un uniforme de l'armée française mais cela ne les empêcha pas, une fois arrivé à leur hauteur, de m'interpeller et de me demander de les suivre jusqu'à la forge de Quillan, qui était leur état-major. À l'évidence, ils avaient été prévenus de mon arrivée et m'attendaient.

Une fois à la forge, un premier officier me fit remettre mes papiers d'identité qu'il présenta à un autre officier, un capitaine du nom d'Eloy Castellanos que j'avais déjà vu à Camurac. Le capitaine

Castellanos me posa beaucoup de questions pour finir par m'accuser pêle-mêle de désertion et d'être l'ami du traître Mialet. J'avoue qu'au début, je craignais pour ma vie. Je m'enhardis néanmoins et pris la défense de Mialet. J'ai relaté au capitaine l'épisode de l'accrochage en Espagne. Il semblait commencer à s'adoucir et ne savait pas trop que faire. Mais tout a complètement basculé lorsque le capitaine a remarqué la mention «Nationalité française» sur ma carte d'identité.

«Mais tu es français?»

Son comportement a changé. Il semblait presque soulagé. Il s'est détendu, m'a proposé une cigarette et m'a demandé ce que nos camarades français pensaient de la situation. Au bout d'un moment, il m'a laissé partir en me recommandant de rester sur mes gardes. Les temps avaient changé selon lui mais il me conseilla de rester prudent.

Je n'ai compris cette situation que bien des années plus tard. Au cours d'une de mes tournées, j'ai rencontré Eloy Castellanos à Carcassonne. Il avait alors réussi dans sa nouvelle vie et s'était éloigné de ses anciens camarades. Il fut très content de me retrouver et éprouva même le besoin de revenir sur notre dernière rencontre. Malgré son grade d'officier, il était en délicatesse avec ses supérieurs. Ce n'était pas pour des motifs politiques, mais bel homme il s'était «commis» dans une relation extraconjugale avec l'épouse d'un notable de Quillan. Par moralisme, jalousie ou peut-être pour s'éviter des désagréments, ses supérieurs l'avaient obligé à renoncer à cette relation et l'avaient placé sous surveillance. Ils attendaient un faux pas pour le sanctionner. Il m'a confié que c'est ma nationalité française qui lui a permis de me relâcher. Sans cet artifice il en aurait été tout autrement.

Introduction

Ce livre est né à la suite d'une rencontre à Fosse, dans le Fenouillès, aux confins des Pyrénées-Orientales et de la haute vallée de l'Aude.

Son but était d'approfondir le témoignage d'Henri Melich paru dans «*1944 : Les dossiers noirs d'une certaine résistance*¹» sur des exécutions qui s'étaient produites alors dans la haute vallée de l'Aude. Ayant retrouvé le dossier d'une enquête sur une autre affaire dans les archives départementales de l'Hérault, nous sommes partis à la recherche du dossier de police de l'affaire des 13 meurtres de l'Aude. Grâce à une heureuse coïncidence, l'archiviste qui était de permanence dans l'ancienne chapelle qui abrite les archives départementales de l'Aude venait tout juste, en faisant du rangement, de manipuler un dossier la concernant; elle en connaissait un autre qu'elle y associa. Ainsi me fut-il facile d'y accéder une fois obtenue l'autorisation du ministère de la Culture.

Le tandem qu'Henri et moi avons formé, lui le témoin, moi l'enquêteur, s'est alors lancé dans une recherche qui fut longue et minutieuse. Nous avons dû consulter des dizaines d'ouvrages et de périodiques sur une période allant de 1936 à 2017. Peu de témoins étaient encore en vie, et nous avons patiemment constitué un réseau de collaborateurs en France et en Espagne qui nous a permis de sortir certaines des victimes – malheureusement pas toutes – de l'opprobre ou de l'oubli auquel les circonstances de leur disparition les avaient condamnées.

Mais cette histoire n'est pas que cela, elle est aussi l'aboutissement d'une amitié, entre Henri Melich, qui est le dernier témoin de ces faits, et Ramon Mialet, une des victimes. Leur amitié est née dans les forêts de la haute vallée de l'Aude. Mialet a initié Melich à

1. *1944 : les dossiers noirs d'une certaine résistance - trajectoires du fascisme rouge*, Groupe Puig Antich de la Fédération anarchiste, éditions du CES, Perpignan, 1984.

la lecture et à l'effort intellectuel. Henri n'a jamais cessé depuis de défendre sa mémoire, même lorsque les guérilleros l'ont arrêté à la gare de Quillan à l'automne 1944, juste avant son départ pour le front allemand.

Cet ouvrage a donc pour but de remettre dans leur contexte des exécutions qui ont été commises en France, dans la haute vallée de l'Aude, à l'automne 1944 par un même groupe de guérilleros, ces résistants armés dirigés par le Parti communiste espagnol. Il peut donc paraître polémique tant il va à l'encontre du consensus historique sur les guérilleros espagnols qui s'est imposé au fil des décennies, malgré des travaux critiques qui tendent à nuancer les faits².

Cette mémoire militante s'est bâtie sur l'activisme des associations de guérilleros et de leurs descendants autant, il convient de le mentionner, que sur l'absence des autres «secteurs» politiques des réfugiés espagnols qui ont délaissé leur propre travail de mémoire.

Si les guérilleros ont compris l'intérêt de préserver leur mémoire, il n'en fut pas de même pour les autres organisations en exil. Les archives du PCE ont été l'objet d'un travail de conservation minutieux et des amicales ont assuré la collecte des témoignages des guérilleros et leur valorisation. À l'appui d'abondantes publications, ils ont été en mesure de présenter une vision pratiquement uniforme de leur mouvement.

Les libertaires ont pour leur part littéralement négligé la préservation de leur mémoire, déléguant paradoxalement la responsabilité des archives collectives aux individus. S'il y a eu une cause très concrète de cette négligence – la prépondérance donnée à l'action subversive – elle n'explique que très partiellement cette carence. Les organisations libertaires espagnoles en France ne bénéficiaient certes que d'une tolérance très relative³ des autorités françaises. Si elles s'exprimaient au grand jour par l'intermédiaire de leurs publications, les organisa-

2. Signalons particulièrement *Une histoire d'imposture : les habits neufs du stalinisme*, Collectif Les autres (Cahors), Recherche et documentation d'histoire contemporaine, 2013.

3. *Ruta*, l'organe de la Federacion Iberica Juventudes Libertarias (FIJL), fut interdit en février 1953, *Juventud Libre*, son successeur, en juin 1960 et la FIJL dissoute par le ministère de l'Intérieur en 1963.

tions libertaires en exil opéraient en fait à deux niveaux. Se sachant sous la surveillance permanente des polices française et espagnole, elles maintenaient une partie de leurs organisations dans la clandestinité. Il incombait alors à chaque militant de conserver les documents relatifs aux actions spécifiques qu'il accomplissait pour les organisations. Il n'existe ainsi aucun centre d'une certaine ampleur regroupant les archives du mouvement libertaire espagnol en exil, aux exceptions notables de fondations comme la Fundacion Salvador Segui, la Fundacion Anselmo Lorenzo pour l'Espagne ou de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

Si l'histoire des guérilleros est largement diffusée, celle des résistants libertaires espagnols, de leur participation à la Résistance et aux combats de la libération en France reste à écrire. Notre contribution n'a pas pour but de donner une vision exhaustive des dissensions entre réfugiés espagnols. Nous nous sommes limités à éclairer une série d'événements précis afin de restituer leur histoire et leur dignité à des femmes et des hommes qui ont payé de leur vie leur volonté de demeurer libres.

Il n'est certainement pas question de mettre en doute le courage et l'abnégation des guérilleros, tant dans la Résistance en France que dans la lutte contre le franquisme, mais ils ne peuvent servir à occulter la violence qu'ont exercée leurs organisations.

L'enquête initiale sur les deux exécutions dont Henri Melich avait eu, comme on l'a vu, très directement connaissance à l'époque – celle de son ami Ramon Mialet et du beau-frère de celui-ci – a débouché sur l'identification de 11 autres exécutions commises par le même groupe appartenant à la V^e Brigade de guérilleros de l'Aude. Si les faits sont parfaitement établis et leurs auteurs connus, leurs mobiles ne sont pas toujours immédiatement compréhensibles, et certainement divers. On peut penser que pour certains, comme ça aurait pu être le cas pour Henri Melich, la condamnation a sanctionné le simple refus de s'associer au projet de « reconquête » de l'Espagne car le jugeant « *insensé* ».

S'il s'agissait de cas isolés, on pourrait les mettre au compte de quelques officiers particulièrement vindicatifs. Mais ce n'est pas le

cas : les témoignages recueillis dans les *Dossiers noirs*⁴ font état, avec une plus ou moins grande précision, d'une trentaine d'autres opérations ayant fait, en 1944, une soixantaine de victimes, dans l'Ariège, en Aveyron, dans les Pyrénées-Orientales et à Toulouse, que les témoins ont pu attribuer – avec une plus ou moins grande certitude – aux guérilleros du PCE.

Ainsi, Joan Farre Gassó, fondateur et dirigeant du POUM à Lérida, a été assassiné par des guérilleros à Montauban en septembre 1944 alors qu'il venait d'être libéré de la prison de Moissac. Il y purgeait une peine, comme d'autres membres du POUM, pour avoir participé à un réseau de résistance. Il rejoignait son épouse quand il a été pris et exécuté par des guérilleros⁵.

C'est en Ariège qu'a été commis le crime le plus terrible parmi les témoignages rapportés dans les *Dossiers noirs*. Le 15 juillet 1944, les familles Roy⁶ et Tomas sont réunies avec quelques amis pour fêter la naissance de la petite dernière, née une semaine auparavant. Ils occupent la ferme la Cazasse, près de Castelnaud Urban. À plusieurs reprises, ils ont été sommés par des membres de la UNE de rejoindre leur organisation. Vieux militants cénétistes, Ricardo Roy, le père de famille, et son beau-père, José Tomás, ont toujours refusé. Il est même fait état d'un ultimatum qui leur aurait été adressé : la UNE ou la mort⁷.

Cela ne les avait pas empêchés quelques mois auparavant de porter secours à José Alpuente⁸, un autre cénétiste qui combattait avec les guérilleros. Malade, il avait trouvé refuge plusieurs semaines durant chez la famille Roy.

Au cours de la soirée, un groupe de guérilleros en armes serait arrivé et aurait participé à la veillée. Puis, sans en donner la raison, ils auraient ouvert le feu et assassiné la presque totalité de la famille, à

4. 1944, *les dossiers noirs...*, *op. cit.*

5. *Ibid.*, p. 199.

6. *Ibid.*, p. 101.

7. Témoignage de José Alpuente aux auteurs, Banat, mai 2005.

8. *Idem.*

l'exception du père, Ricardo Roy, qui assis sur le rebord de la fenêtre, aura eu le temps de basculer en arrière et de s'enfuir malgré ses blessures. Avant de quitter les lieux, la ferme fut incendiée. Fusillade et incendies firent 7 victimes, dont 3 amis de la famille venus pour l'occasion. Les raisons exactes de ce septuple meurtre ne furent jamais élucidées. Selon José Alpuente, plusieurs raisons furent invoquées, y compris celle d'un accident : les guérilleros étaient convenus d'ouvrir le feu si l'un d'entre eux éteignait la lumière. La lumière aurait été accidentellement éteinte... D'autres versions, émanant des guérilleros, auraient évoqué des actes de brigandage attribués à Ricardo Roy et son beau-père et auxquels ils auraient mis un terme. En l'absence de la moindre preuve, c'est certainement là une justification a posteriori de ce crime.

D'autres cas incluent celui du cénétiste Francisco Rodriguez Barroso, disparu après avoir été arrêté par les guérilleros à Decazeville le 13 septembre 1944 ou encore celui de José Nana, « Martin », dans la même ville en août 1944.

En outre, des exécutions par les membres du Parti communiste français d'opposants, ou supposés tels, ont également eu lieu dans la résistance française, certaines particulièrement bien documentées : ainsi celle, en octobre 1943, dans un maquis de Haute-Loire, de Jean Reboul, Abraham Sadek, Pierre Salini et Pietro Tresso, des militants trotskystes libérés de la prison du Puy en Velay par des maquisards FTP⁹. Mais autant pour les maquis dirigés par le PCF que pour les groupes armés du PCE, nous pensons qu'il reste de larges zones d'ombre, autant sur le nombre des exécutions que sur leurs mobiles. Notre enquête n'a eu pour ambition que d'y apporter un peu de lumière.

9. Voir Alfredo Azzaroni, *Blasco, la vie de Pietro Tresso*, commission pour la vérité sur les crimes de Staline, 1965 ; Pierre Broué, Raymond Vacheron, *Meurtres au maquis*, Grasset, 1997. Pietro Tresso avait fait partie de la direction du Parti communiste italien de sa fondation en 1921 à 1930. Pour d'autres exemples et la politique officielle d'élimination des « trotskystes », voir Claude Pannetier et Bernard Pudal, La peur de l'autre : vigilance anti-trotskiste et travail sur soi » in Brigitte Studer, Heiko Haumann (éd.), *Sujets staliniens, l'individu et le système en Union soviétique et dans le Comintern (1929-1953)*, Chronos Verlag, Zurich, 2006, p. 253-271.

Nous avons fait deux choix concernant le vocabulaire. Nous avons préféré à l'appellation de «républicains espagnols» celle d'antifascistes espagnols ou celle de réfugiés espagnols, car l'ensemble des réfugiés espagnols ne se reconnaissaient pas dans l'idée de la république espagnole.

Ensuite, nous désignons par guérilleros espagnols les combattants de la Agrupación de Guerrilleros Españoles de la Unión Nacional Española (UNE). Ce choix, loin d'être une simplification, nous a paru correspondre à la réalité des années 1940, indépendamment des représentations liées aux guérilleros espagnols ayant combattu les armées napoléoniennes en Espagne.

★
★ ★

Le lecteur trouvera à la fin de cet ouvrage des biographies, dont celles, faute d'informations suffisantes, de seulement 6 des 13 victimes identifiées de la 5^e Brigade des guérilleros de l'Aude. Il ne s'agit pas seulement de redonner à ces hommes leur identité. Pour se justifier, les guérilleros et leurs soutiens n'ont pas hésité à les accuser d'être des «traîtres», «collaborateurs», «agents fascistes», «agents de Franco», un procédé largement utilisé par l'Union soviétique et les partis communistes pour discréditer leurs opposants, quels qu'ils soient. Le lecteur pourra ainsi se faire une opinion sur la validité de telles accusations.

Christophe Castellano
Henri Melich

Première partie

Le PCE en Espagne et en France

Même si, comme nous l'avons dit, il n'est pas toujours possible de discerner clairement les mobiles exacts des exécutions – les guérilleros pouvant toujours arguer qu'ils avaient éliminé des « traîtres », des « agents franquistes » – elles peuvent cependant être replacées dans le processus complexe d'éliminations politiques initié dès le début de la guerre d'Espagne. L'histoire du PCE est jalonnée par des affaires d'élimination, dans son propre camp, mais aussi de ses alliés. Héritée de la guerre, elle a profondément marqué les rapports entre les différentes organisations réfugiées en France et leurs membres.

Pour autant, nous rejetons catégoriquement toutes les tentatives de justification a posteriori des crimes du franquisme. En aucun cas un crime ne peut servir à en justifier un autre. Nous nous associons en cela au mouvement de récupération de la mémoire historique des descendants du camp antifasciste. Il est tout d'abord impossible de comparer les deux processus, celui des massacres de l'armée de Franco avec celui de la répression dans le camp républicain. Il s'agit en effet dans le premier cas, d'une terreur d'État poussée à son paroxysme et dans le second, d'exactions liées a contrario à la disparition temporaire du cadre étatique.

Concernant la répression franquiste, elle est importée sur la péninsule par l'armée d'Afrique et vise tout ce qui est considéré comme étranger à sa vision de l'Espagne.

Ces pratiques de type colonial ont alors deux objectifs complémentaires : le premier est de terroriser la population, la frapper d'épouvante afin d'asseoir, d'imposer l'ordre nouveau. Le second est d'éliminer toute opposition, même potentielle. Les zones conquises sont l'objet d'une purification contre les partisans de la République, une population qualifiée d'anti-Espagne. La durée de la guerre s'explique d'ailleurs par la recherche de cet objectif stratégique : éliminer physiquement, systématiquement, toute personne susceptible de subversion contre le régime. La conquête de nouveaux objectifs militaires est retardée afin de ratisser minutieusement les zones conquises et soumettre la population à l'arbitraire et aux pires exactions.

De nombreux massacres ont aussi eu lieu dans la zone républicaine mais ont connu des phases et des objectifs distincts. Des violences caractérisent en particulier les premiers et les derniers mois

de la guerre. Elles ne relèvent pas d'une politique d'extermination délibérée de la part de l'État, ni d'ailleurs des principales organisations syndicales, mais à la fois de l'effondrement de l'État et d'une réaction à des décennies d'outrances commises par l'État et les principaux détenteurs de la richesse.

Pour mettre fin à cette vague de violence, l'État républicain va d'ailleurs s'appuyer sur les syndicats et les partis.

Une autre phase sera interne au camp antifasciste. Ce camp est loin d'être unitaire, et ses différentes composantes vont tour à tour s'allier ou s'affronter. Elle va se matérialiser par un régime répressif se revendiquant de la lutte contre l'espionnage franquiste. Par cet artifice, elle servira surtout à épurer le camp antifranquiste des adversaires du PCE, mais n'a jamais connu l'ampleur, sans la minimiser, ni en sauvagerie, ni en nombre, de la répression mise en œuvre par les franquistes.

Elle a pourtant bien existé, et a été orchestrée par le PCE et ses alliés de circonstance. Elle a été conduite jusqu'au plus haut niveau de l'État et s'est montrée implacable contre les organisations révolutionnaires.

I - Le PCE et la guerre d'Espagne

Lorsqu'éclate la guerre civile, le PCE est une formation minoritaire, mais en pleine expansion. Contrairement à la France, en Espagne l'implantation de longue date d'organisations révolutionnaires a retardé le développement d'un parti communiste. L'engouement suscité par la Révolution russe n'eut qu'un effet relatif en Espagne et, celle-ci n'ayant pas participé à la Première Guerre mondiale, le parti socialiste – le PSOE – n'avait pas connu les ruptures qui amenèrent plus ou moins rapidement les scissions des partis allemand, français ou italien. Les organisations socialistes et anarchistes ont refusé dans leur majorité de rejoindre l'Internationale communiste ou l'Internationale syndicale rouge, ce qui a eu pour effet de cantonner le PCE, créé en 1921 par deux groupes issus du parti socialiste, à un rôle marginal.

C'est grâce à sa structuration et son encadrement par l'Internationale communiste que ce parti put se développer quand cette dernière décida de pratiquer une politique de fronts populaires quelque temps après la prise du pouvoir par Hitler. Sa discipline et sa propension à l'opportunisme et au populisme lui permirent de développer son influence au sein du camp républicain.

Entre les élections du printemps 1936 et les cinq premiers mois de guerre, le PCE passe de 30 000 à 100 000 membres. Il entre au gouvernement sous la présidence du Conseil du socialiste Francisco Largo Caballero, puis, après mai 1937, de Juan Negrin ; il y occupe deux postes ministériels : celui de l'Agriculture (Vicente Uribe) et celui de l'Instruction publique (Jesús Hernández).

Quelques jours après la rébellion militaire, la situation politique particulière de la Catalogne avait permis au Partit Comunista de Catalunya (branche catalane du PCE) de fusionner avec d'autres mouvements socialistes catalans et de former le Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC) – Parti socialiste unifié de Catalogne. Si le PCE n'est plus présent en tant que tel en Catalogne, il prend le contrôle du nouveau PSUC, qui adhère à l'Internationale communiste. Loin d'adopter une position indépendante, il devient la courroie de transmission du PCE dans une Catalogne dominée par la CNT et les nationalistes catalans.

Dans la même perspective d'accroissement de son influence, le 1^{er} avril 1936, le PCE et le PSOE avaient fusionné leurs organisations de jeunesse respectives : la Unión de Juventudes Comunistas de España (Union des Jeunesses communistes d'Espagne) et les Juventudes Socialistas de España (Jeunesse socialiste d'Espagne). La nouvelle entité ainsi créée devient la Juventud Socialista Unificada (Jeunesse socialiste unifiée), JSU, et JSUC en Catalogne, qui est placée sous la direction de Santiago Carrillo, jusqu'alors secrétaire général des Jeunesses socialistes et qui adhèrera au parti communiste quelques mois plus tard. Il est intéressant de constater que dans les deux cas, bien que minoritaire dans les fusions, c'est le PCE qui obtient le contrôle des organismes unitaires, grâce à sa cohésion et à l'apparente clarté de sa ligne politique.

Le PCE est aussi très présent, lors de la guerre, dans l'armée républicaine, avec un certain nombre d'officiers de haut rang¹ et de commissaires politiques, et il n'aura de cesse d'y renforcer sa position, notamment par rapport au gouvernement républicain ; en mars 1938, il obtiendra le départ du ministre de la Défense nationale, le socialiste Indalecio Prieto. Un rôle important est joué dès le début de la guerre par le Quinto Regimiento (Cinquième régiment), l'unité militaire fer de lance du PCE et par les Brigades internationales sous contrôle de l'Internationale communiste.

Le soutien de l'URSS

Mais c'est l'intervention soviétique dans le conflit qui va donner au PCE les moyens de son développement.

L'URSS est en 1936 le seul pays à soutenir le camp antifasciste par des livraisons régulières, mais sous conditions, d'armes de tous types. Les agents soviétiques qui arrivent en même temps que les armes, officiellement des conseillers militaires, vont s'appuyer sur le PCE pour accomplir les desseins de Staline pour l'Espagne.

Staline, dans sa politique extérieure, cherche un terrain d'intervention en Europe qui lui permettrait de nouer des alliances avec la France et le Royaume-Uni. Il pense ainsi acquérir une protection contre la menace immédiate que fait peser sur l'URSS l'émergence de l'Allemagne nazie. C'est paradoxalement la révolution espagnole qui va lui fournir une place sur l'échiquier.

Le paradoxe, ce sera son rôle dans la destruction des réalisations révolutionnaires espagnoles. Dès le mois de juillet 1936, dans un élan spontané, des structures révolutionnaires se mettent en place, principalement sur la façade est de l'Espagne². Les ouvriers chassent les

1. Antonio Cordon, un officier militaire de carrière qui est sous-secrétaire à la Guerre dans le gouvernement Negrin ; Enrique Lister, Manuel Tagüeña, qui deviendront chefs de corps d'armée ; Juan Modesto, chef de l'armée du Centre à la fin de la guerre ; Valentín Gonzalez (El Campesino), chef de division, au comportement controversé ; Gustavo Durán, autre chef de division, un temps chef du service de renseignement militaire (SIM) de l'armée du Centre, etc.

2. Catalogne, Aragon et Levant. L'Andalousie est elle aussi touchée par ce phénomène.

propriétaires des usines et en prennent le contrôle. Des paysans collectivisent leurs terres. De mouvement spontané, cette révolution s'organise et se crée des organes de coordination. Même si ce mouvement est loin de faire l'unanimité, il est d'une ampleur inédite et surprend par l'intelligence collective créatrice qu'il met en œuvre. Hors d'Espagne, ce mouvement fait craindre une propagation révolutionnaire à la mesure des sympathies qu'il s'attire.

En aidant la république espagnole, l'URSS pense trouver un moyen de rassurer l'Europe sur ses intentions. Les staliniens vont apporter un soin particulier à la destruction systématique de la révolution en cours. Staline espère ainsi démontrer aux gouvernements européens qu'il ne cherche que le maintien de la République.

En effet, si une des motivations du comité de non-intervention créé par les pays européens au cours de l'été 1936 est certainement d'éviter l'extension du conflit ailleurs en Europe, une autre est aussi de prévenir toute propagation révolutionnaire. Pour parvenir à ses fins, le Comité de non-intervention, sous l'influence de Léon Blum³, décrète un embargo sur les armes qui profitera surtout aux nationalistes : si l'Italie et l'Allemagne sont membres du Comité, cela ne les empêche pas d'envoyer du matériel et des troupes en violation d'un embargo de toute façon non contraignant.

En revanche, il sera appliqué plus strictement à la république espagnole qui devra composer avec l'URSS, son principal fournisseur. Il devient dès lors aisé pour les émissaires de Staline de faire plier le gouvernement républicain déjà porté en 1936 à faire cesser par tous les moyens la révolution à l'œuvre.

Le choix de Staline de venir en aide à la République espagnole tient certainement, comme l'explique Walter Krivitsky⁴, à un jeu d'équilibre complexe entre son souhait d'obtenir le soutien de la France et de l'Angleterre face à l'Allemagne nazie et la nécessité vitale

3. Anne-Aurore Inquimbert, Monsieur Blum... un roi de France ferait la guerre, in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 215, n° 3, 2004, p. 35-45.

4. Walter Krivitsky : né à Pidvolotchysk (Galicie), le 28 juin 1899, mort à Washington le 10 février 1941. Krivitsky était un agent du NKVD basé aux Pays-Bas. Il fit défection en octobre 1937 et se réfugia aux États-Unis en 1938.

de satisfaire ses soutiens occidentaux : « *Les compagnons de route du Komintern [...] déjà consternés en secret de ce que Staline n'eût pas volé à l'aide de la République espagnole, comprirent qu'il adhérait à la politique de non intervention de Léon Blum.* » En réalité, Staline était en train de masquer son aide à la République espagnole. À une session extraordinaire du Bureau politique, poursuit Krivitsky, Staline déclara « *que ni la France, ni la Grande Bretagne ne permettraient à l'Espagne, qui commandait l'entrée de la Méditerranée, d'être sous la coupe de Rome et de Berlin. Une Espagne amicale était une nécessité vitale pour Paris et pour Londres. Sans intervenir officiellement, et en exploitant seulement sa situation de fournisseur de matériel militaire, Staline croyait possible de créer un régime qui serait contrôlé par lui. Cela fait, il pouvait en imposer à la France et à l'Angleterre... Mais il était poussé également par la nécessité de répondre aux amis de l'URSS à l'étranger qui avaient été indisposés par la grande épuration de ses vieux compagnons bolcheviques. L'Occident n'a pas idée de la faiblesse de la position de Staline à cette époque ; il ne sait pas à quel point il était pour lui indispensable, s'il voulait garder la dictature, d'être défendu, pour ses actes sanguinaires, par les communistes étrangers et les idéalistes internationaux. Il n'est pas exagéré de dire que leur soutien était capital pour lui. Le fait de ne pas défendre la République espagnole... pouvait lui faire perdre leur appui⁵.* »

Le PCE, comme nous l'avons vu plus haut, dispose en 1936 d'une base très relative. La gauche espagnole s'est développée hors du Komintern et les syndicats ouvriers regroupent déjà la majeure partie du prolétariat. Il restait néanmoins un secteur stratégique sur lequel le PCE pouvait s'appuyer : la petite bourgeoisie, en premier lieu la petite paysannerie, fortement implantée en Catalogne et au Levant, deux régions où prédominaient les petites propriétés fortement morcelées. Cette partie de la population était particulièrement susceptible de refuser la collectivisation et de fournir au PCE sa base contre-révolutionnaire.

5. W. Krivitsky, *Agent de Staline*, p. 87-88, cité par Burnett Bolloten, *La guerre d'Espagne : révolution et contre-révolution, 1934-1939*, Agone, 2014, p.168-169.

Le PCE va donc user d'un double langage appelant d'une part à l'unité autour de la République et à la consolidation des acquis révolutionnaires, et d'autre part dénonçant les expériences révolutionnaires et les organisations qui les ont impulsées et organisant contre elles une répression grandissante. Le Parti communiste ne tardera pas ainsi à apparaître pour la petite bourgeoisie comme le défenseur de la république démocratique et de la propriété, ce qui lui permet d'obtenir son adhésion. En appliquant les directives soviétiques en œuvrant à la destruction des réalisations révolutionnaires, il accroît en même temps considérablement sa base : à la fin de la guerre, le PCE regroupe 300 000 membres, la JSU 500 000, le PSUC 45 000.

Vicente Uribe, ministre communiste de l'Agriculture depuis septembre 1936, déclarait au cours d'un meeting :

« Nous savons que certains comités ont instauré, sur leur propre initiative, un certain régime, où tout le monde est soumis à leur volonté ; qu'ils s'approprient les récoltes et commettent d'autres abus tels que de s'emparer des petites exploitations agricoles, infliger des amendes, payer avec des bons, bref, un tas de choses anormales. Vous savez bien que le gouvernement ne donnera jamais, au grand jamais – vous entendez – son assentiment à de tels procédés ni même qu'il fermera les yeux... Et nous déclarons que la propriété du petit paysan est sacrée, et qu'il faut considérer comme des adversaires du régime tous ceux qui l'attaquent ou lui portent atteinte !⁶ »

Et d'ajouter quelques jours plus tard que *« la politique de violence qui sévit actuellement contre les paysans présente deux dangers : le premier est que cette politique éloigne de nous la partie de la population qui épouse notre cause, la cause antifasciste ; l'autre est encore plus grave : cette politique de violence compromet le ravitaillement de tous les Espagnols dans un proche avenir... Il nous paraît intolérable que, loin du danger, il se trouve des hommes pour s'emparer des fusils qui appartiennent au peuple pour lui imposer une violence qu'il n'accepte pas, tandis qu'au front, les soldats versent leur sang, donnent leur vie pour la cause commune. »*

Mais je vous le dis à tous, paysans : je vous le dis, travailleurs agricoles, malgré les abus et les atrocités que certains commettent, votre devoir est de travailler la terre et d'en tirer le maximum, parce que vous êtes protégés par

6. Verdad du 1^{er} décembre 1936, in Burnett Bolloten, *op. cit.*, p. 140-141.

le gouvernement, par les partis et les organisations, et que le parti communiste est avec vous... Et en dépit de la violence qui sévit, il est de votre devoir de patriotes, de votre devoir de républicains, de votre devoir d'antifascistes, de faire appel au gouvernement et aux communistes et soyez sûrs que nous serons à vos côtés, le fusil à l'épaule pour vous permettre de travailler paisiblement la terre⁷. »

La menace est à peine voilée, le PCE prépare déjà des mesures contre ses opposants. Les premiers coups seront portés contre l'organisation marxiste antistalinienne qu'est le POUM.

Politiquement et stratégiquement, le POUM prend parti pour la révolution collectiviste en marche en Catalogne, en Aragon et dans le Levant. Cette prise de position à la gauche du PCE s'inscrivait dans la ligne de critique du POUM contre l'URSS et le PCE. Mais le POUM – créé, rappelons-le, en automne 1935 – est numériquement faible, implanté principalement en Catalogne où son influence n'est significative qu'à Lérida. Il est, en outre, isolé : le PSOE, dans lequel ses partis constituants (le Bloc ouvrier et paysan et la Gauche communiste) ont refusé de se fondre, allié aux républicains dans le gouvernement espagnol, ne le soutient évidemment pas. Avec la CNT, dont beaucoup de ses militants ont été membres, les rapports sont tendus : après sa reconstruction au sortir de la clandestinité, à l'avènement de la république en 1931, la direction de la CNT a considéré que la république n'était que le prolongement de la dictature ; elle s'oppose à la participation aux élections, s'engage dans des grèves insurrectionnelles. Les syndicats dirigés par des militants du Bloc dont certains, de surcroît, s'étaient présentés aux élections municipales, sont exclus. Si le POUM se retrouve après juillet 1936 du même côté que les comités de la CNT, s'il bénéficie de la sympathie de certains militants de celle-ci, il sait que l'organisation dans son ensemble lui est plutôt hostile⁸.

7. *Ibid.*

8. Pour l'histoire du POUM jusqu'en 1939, on pourra se reporter à Victor Alba, *Histoire du POUM*, Champ libre, 1975, Ivrea, 2000.

En 1936 et 1937, le POUM va être pendant des mois l'objet d'attaques de la part des dirigeants et des journaux du PSUC et du PCE ; bien que membre des organes gouvernant la Catalogne (le Comité central des milices antifascistes, puis la Généralité – nom du gouvernement de la Catalogne), il subit de septembre à décembre 1936 une série de revers : ses milices, au front, ne reçoivent pas suffisamment d'armement ; les comités locaux nés après le 19 juillet, qui avaient pris en charge les fonctions municipales, sont dissouts ; un décret sur les collectivisations prévoit l'assujettissement à la Généralité, donc l'étatisation, des entreprises prises en main par leur personnel. Enfin, en décembre, le POUM est exclu du gouvernement catalan. Pour la forme, la CNT exige que le PSUC s'en retire également : mais les représentants de l'UGT catalane faisant partie de la Généralité en sont membres.

Le POUM avait bien compris l'inflexion de la politique espagnole qu'exigeait l'Union soviétique. Ainsi, son quotidien, *La Batalla*, dénonce le 24 novembre 1936 les pressions exercées par le Parti communiste sur le gouvernement en se servant de l'aide soviétique pour s'opposer aux réalisations révolutionnaires : « *Il est intolérable qu'en nous accordant une certaine aide, on prétende nous imposer des formes politiques déterminées, prononcer des vetos et diriger, de fait, la politique espagnole* »⁹. Cette mise en garde entraîna la publication par la Généralité – dont le POUM était membre – d'une note faisant état « *de la Presse vendue au fascisme international* », des « *serviteurs du fascisme* », de « *campagne fasciste* », d'« *insinuations fascistes* ». Les journaux de la CNT et du POUM ne manquèrent pas de signaler cette note et sa signification, mais les journaux républicains et socialistes ne réagirent pas.

Les actions contre le POUM, notamment à Madrid, mais aussi contre des comités de la CNT, comme l'interdiction de ses journaux à Madrid, à Valence et à Bilbao, l'arrestation du comité régional de la CNT dans cette ville, des assassinats de syndicalistes à Madrid et à Murcie par des forces de police dirigées par des communistes, se mul-

9. Alba, *op. cit.*, p. 234.

tiplèrent tout au long des premiers mois de 1937. À Barcelone, la Généralité avait pris un décret de dissolution des patrouilles de contrôle, essentiellement formées par la CNT, qui s'étaient mises en place à partir du 19 juillet 1936. Mais elle attendait l'occasion de le mettre en application.

Les libertaires s'étaient certainement déjà rendu compte que l'offensive contre le POUM allait en définitive les affaiblir. Les mêmes machinations étaient à l'œuvre depuis plusieurs mois contre eux. La tactique était sensiblement différente. Le PCE et ses alliés avait fait le choix de leur mener une guerre d'usure. Le PCE ne privilégia pas dans un premier temps l'affrontement direct.

Il est à noter qu'une fois encore le PCE n'était pas le seul à agir. Il serait erroné de laisser assumer toute la responsabilité des attaques contre les organisations ouvrières aux seuls communistes espagnols. Même en bénéficiant de l'aide soviétique et d'une indéniable volonté de passer à l'action, le PCE n'aurait jamais eu les moyens d'agir seul. Il pouvait compter sur une partie de l'UGT, dont beaucoup de cadres étaient au PSUC, et du PSOE. Il était soutenu en Catalogne par l'Esquerra Republicana de Catalunya, une organisation de gauche catalaniste, qui était dirigée par Lluís Companys, dirigeant de la Généralité, brièvement en 1934, puis en 1936. Ces organisations étaient animées par une volonté de faire cesser l'expérience révolutionnaire. Les cadres de ces organisations, rompus aux manœuvres politiciennes, adoptaient souvent une sorte de neutralité envers le PCE ou le PSUC, quand ils ne leur apportaient pas un soutien direct.

La révolution espagnole n'a pas créé de ligne de fracture franche entre les organisations. Que ce soit au sein de l'UGT ou du PSOE, différentes tendances coexistaient, par exemple entre partisans et opposants des collectivisations. Même au sein des organisations anarchistes, la ligne révolutionnaire, dans le contexte de la guerre, était loin de faire l'unanimité. Par un étrange paradoxe, le mouvement anarchiste a généré un mouvement de créations révolutionnaires alors même qu'il sécrétait un germe de bureaucratisation de ses dirigeants. La hiérarchie avait fait son entrée à la CNT en même temps que la

collaboration gouvernementale. La nouvelle bureaucratie allait de renoncements en concessions pour demeurer au pouvoir.

José Peirats¹⁰ nous rappelle ainsi que, « *Dans son livre Por qué perdimos la guerra*¹¹, Diego Abad de Santillan (du Comité péninsulaire de la FAI) avance cette audacieuse insinuation : “Et nos divergences ont grandi au fur et à mesure que nous constatons que la CNT suivait la ligne de conduite tracée par le parti communiste” ».

La CNT est l’objet de pressions contradictoires : celle de ses militants, artisans de la révolution sociale dont ils sont les maîtres d’œuvre et des miliciens au front qui refusent en nombre la militarisation. L’autre courant de pression émane du PCE avec l’appui des institutions gouvernementales et a pour objectif de reprendre complètement le pouvoir et d’étouffer les expériences révolutionnaires. Ainsi, les milices qui ont fait échec au coup d’État se voient refuser des armes si elles refusent la militarisation ; les forces antifascistes, faute d’armes stagnent ou reculent sur nombre de fronts, qui s’enlisent. La guerre sera longue et coûteuse. Cette situation laissera deux choix : poursuivre la révolution *Ir a por el todo*¹² ou renoncer à la révolution pour collaborer. L’option choisie sera la voie de la collaboration gouvernementale qui aboutira pour la CNT à œuvrer sur le terrain naturel des institutions et des partis républicains. Le fond se mêlant à la forme, les cadres de la CNT, certainement convaincus d’œuvrer dans l’intérêt de leur organisation et de la lutte antifasciste, accepteront d’abord les concessions exigées, pour se convertir à leur tour en force contre-révolutionnaire. Le positionnement des cadres de l’organisation confédérale se trouvera toujours sur cette ligne de crête étroite, entre les exigences de militants désabusés et leur volonté de collaborer à un pouvoir qui les utilisera pour conduire sa contre-révolution. Ce positionnement « circonstancialiste » exigera de renoncer aux principes anarchistes et d’abandonner « pour gagner la guerre » des pans entiers de conquêtes sociales. La fin ayant justifié les moyens, les organisa-

10. José Peirats, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, Éd. Repères-Silena, 1988, p.270.

11. *Por que perdimos la guerra*, p. 181.

12. Le tout pour le tout, jusqu’à l’instauration du communisme libertaire.

tions anarchistes, ou tout du moins leurs cadres dirigeants, entreront ainsi dans une phase d'affaiblissement qui donnera au PCE et à ses alliés de circonstance les opportunités de les attaquer.

La lutte pour la reprise de la Catalogne par les forces contrôlant la Généralité prend une tournure violente qui ne cessera de s'aggraver. C'est le cas au printemps 1937, malgré la participation de la CNT aux organes de la Généralité. Elle n'en souhaite pas moins maintenir sa primauté en Catalogne. Un premier coup lui est porté à Puigcerdá, à la frontière française, en avril 1937. Son contrôle, par le Comité de Puigcerdá, à prédominance anarchiste, sous la direction d'Antonio Martin Escudero, est stratégique pour la CNT. La capitale de Cerdagne est à forte majorité anarchiste, alors que le reste de la région, plus rurale, est catalaniste. Le PSUC, qui s'est érigé en défenseur de la propriété privée et de la paysannerie, a tout intérêt avec les catalanistes à voir ce secteur échapper au contrôle de la CNT. Fin avril, des unités de carabiniers reprennent par la force le contrôle de la frontière; elles reçoivent d'ailleurs le soutien des paysans locaux, traditionnellement catalanistes, qui ne voient pas d'un bon œil la mise sous contrôle de leurs activités lucratives. Antonio Martin voulait en effet les contraindre à vendre leur blé et leur bétail à un prix raisonnable. Il souhaitait en outre reprendre la main sur l'autre activité lucrative, celle de la contrebande, qui enrichit elle aussi les paysans locaux.

Après des semaines de propagande calomnieuse contre le Comité de Puigcerdá et plusieurs tentatives infructueuses de reprendre le contrôle de la région, la Généralité modifie sa tactique. Elle commence à masser des troupes près de Puigcerdá. L'assaut final est lancé, mais ce n'est que par l'assassinat, au cours d'une embuscade à Bellver de Cerdanya, le 27 avril 1937, d'Antonio Martin, que le gouvernement de la Généralité peut reprendre le contrôle de la frontière. Le reste des troupes est déployé sur les autres bastions anarchistes, Gérone et Figueras, qui repassent ainsi sous contrôle de la Généralité.

En ce qui concerne le POUM, son sort prit un tournant décisif lors des événements de mai 1937 à Barcelone. Ceux-ci furent déclen-

chés par la volonté de la Généralité de reprendre le contrôle du central téléphonique (tenu majoritairement par des militants de la CNT, ce qui leur permettait d'écouter les conversations). Le 3 mai, l'intervention des gardes d'assaut, sous la direction de Rodríguez Salas, un communiste, se heurta à la résistance des occupants du central, puis à la mobilisation dans la rue des comités de défense de la CNT, auxquels se joignit le POUM. Les combats durèrent 3 jours et ne prirent fin qu'après que des dirigeants de la CNT, ministres du gouvernement espagnol, soient venus à Barcelone appeler à la radio au dépôt des armes¹³.

Le gouvernement national envoya des forces considérables pour s'assurer qu'aucun mouvement insurrectionnel ne reprendrait; le central téléphonique revenait sous le contrôle de la Généralité et la CNT abandonnait au gouvernement central les fonctions de police et de sécurité qu'elle assurait jusque-là.

Mais l'arrêt des combats ne faisait qu'ouvrir la porte à la répression. Déjà, à l'issue de ces journées, on retrouvait les cadavres des anarchistes italiens Francisco Barbieri et Camillo Berneri¹⁴, celui d'Alfredo Martinez, dirigeant de la Fédération ibériques des jeunesses libertaires, et de bien d'autres opposants, réels ou supposés, du parti communiste, souvent torturés avant leur exécution. Quant à Andreu Nin, le dirigeant du POUM, il fut enlevé le 16 juin, tandis qu'au moins 200 cadres du POUM étaient arrêtés. Aux questions posées dans la presse à son sujet, les communistes répondaient : « *On es Nin ? En Salamanca o en Berlin*¹⁵. »

Le POUM fut déclaré illégal en juin 1937, ses dirigeants arrêtés, puis inculpés d'espionnage au profit des nationalistes sur la base de documents fabriqués sous la direction d'un agent du NKVD, la police

13. Sur les Journées de mai à Barcelone, voir par exemple Marcel Ollivier, *Les Journées de Barcelone, in Révolutionnaires en Catalogne*, Spartacus, 2006 ; Agustín Guillamón, *Barricades à Barcelone, 1936-1937*, Spartacus, 2009.

14. Sur Francisco Barbieri et Camillo Berneri, voir par exemple Camillo Berneri, *Guerre de classes en Espagne*, Spartacus, 1977.

15. *Où est Nin ? À Salamanca ou à Berlin*. Salamanca était le siège du gouvernement nationaliste.

politique soviétique. Les dirigeants du POUM furent lavés de cette accusation de trahison, mais condamnés, en octobre 1938, à de longues peines de prison, pour rébellion. Nin, lui, avait été assassiné, et son corps ne fut jamais retrouvé.

Des protestations s'élevèrent néanmoins de la part de la CNT et de certains dirigeants socialistes.

Mais l'élimination d'Andreu Nin et du POUM était certainement un tribut à payer pour conserver l'aide de Staline.

Les éliminations nombreuses auxquelles se livrèrent en Espagne des formations policières ou para-policières dirigées par des communistes (dont le SIM, le service de renseignement militaire), semblent avoir eu deux objectifs : d'une part, par l'intimidation, affaiblir des forces (et notamment les organisations libertaires) capables de s'opposer à la politique que le parti communiste tenait à faire appliquer par le gouvernement de la république espagnole; d'autre part, et notamment vis-à-vis de militants étrangers (comme Kurt Landau¹⁶), poursuivre la liquidation de ceux qui dénonçaient le cours pris par la politique de Staline. Le parti communiste soviétique ne sépare d'ailleurs pas ces deux objectifs, annoncés dès décembre 1936 : « *Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskystes et anarchistes est commencée : cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en URSS*¹⁷. » En Union soviétique même, en effet, une vague d'épuration massive prit son point de départ dans l'assassinat de Kirov, le secrétaire du parti communiste pour la région de Léninegrad, le 1^{er} octobre 1934. Il fut le prétexte du déclenchement d'une vague de procès entre 1936 et 1938 qui présidèrent à la liquidation d'un grand nombre de révolutionnaires bolcheviks (dont d'anciens compagnons de Lénine comme Zinoviev, Kamenev et Boukharine) et d'une bonne partie du corps des officiers, à commencer par le maréchal Toukhatchevski. Vladimir Antonov-Ovsénko, le

16. Kurt Landau (1903-1937), ancien militant du parti communiste autrichien, passé à l'Opposition de gauche. Il arrive en Espagne en novembre 1936 et se met au service des publications et de la radio du POUM en allemand. Il est enlevé en septembre 1937. Sa femme Katia (Julia Lipschutz), qui sera elle-même emprisonnée, enquêtera sur sa mort, ainsi que sur celle d'Andreu Nin et d'autres militants enlevés et disparus.

17. *Pravda* du 17 décembre 1936.

consul d'Union soviétique à Barcelone, l'un des principaux acteurs de la politique soviétique en Espagne, qui avait dirigé la prise du Palais d'hiver de Petrograd (le siège du gouvernement) lors de la révolution d'Octobre, fut à son tour rappelé à Moscou en août 1937 et exécuté peu après.

La répression continue

L'ampleur de la répression est telle qu'une commission d'enquête internationale visitant la Carcel Modelo de Barcelone en novembre 1937 fut surprise d'être accueillie par 500 prisonniers entonnant l'*Internationale*¹⁸. Mais mai 1937 n'avait été que le premier coup porté aux réalisations révolutionnaires. Au mois de juillet 1937, une nouvelle campagne de calomnies, relayée par *Frente Rojo*, un des organes du PCE, attaque sans répit les organisations libertaires, prétextant qu'elles abriteraient des extrémistes s'appêtant à commettre des troubles à l'arrière.

Le véritable objet de cette campagne se révélera le 11 août 1937, lorsque le gouvernement républicain publiera le décret de dissolution du Consejo de Aragon (Conseil d'Aragon). La partie aragonaise demeurée dans le camp antifasciste est l'autre fer de lance de la révolution sociale. Ses collectivités autonomes se sont fédérées au sein du Conseil de défense d'Aragon qui assure la coordination de l'économie régionale, mais aussi celle des services de santé et d'éducation. La dissolution par la force du Conseil et des collectivités est confiée à la 11^e division d'Enrique Lister, un officier communiste. Cette division va s'attaquer directement aux collectivités et pour les contraindre à la dissolution, pratiquer le pillage, le vol et les arrestations arbitraires. Les locaux de la CNT et des collectivités sont fermés et les terres restituées à leurs anciens propriétaires.

Avec le même aplomb, des journaux du PCE transformeront dans leurs colonnes ces destructions de l'économie socialisée aragonaise

18. Pierre Broué, Émile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Éditions de Minuit, 1961.

en libération de l'occupation fasciste¹⁹. Le piège de la collaboration antifasciste s'est refermé sur la CNT. Si la base souffre et s'élève parfois avec véhémence contre l'abandon des conquêtes révolutionnaires, les militants « responsables » s'engagent résolument sur la voie de la collaboration et de la soumission. Vus sur un autre plan, les renoncements successifs réalisés au profit de l'unité antifasciste avaient réduit considérablement les marges de manœuvres des militants anarchistes. Voulant malgré tout garder de l'influence sur le gouvernement, dont ils avaient été chassés à la suite des événements de mai 1937, ils n'étaient plus en mesure d'utiliser leurs méthodes d'action classique, l'action directe des travailleurs, au risque de rompre un équilibre précaire.

La menace de rupture du front de l'unité antifasciste que faisait planer en permanence un recours à la force risquait en effet d'entraîner un effondrement prématuré des fronts militaires. C'est vraisemblablement ce qu'ont voulu éviter les responsables libertaires lorsqu'ils ont enjoint les colonnes anarchistes qui s'apprêtaient à intervenir à Barcelone en mai 1937 de ne pas le faire. La victoire leur aurait été très certainement acquise contre les forces contre-révolutionnaires. Mais elle se serait très certainement retournée contre eux. La situation sur les fronts n'était déjà plus favorable à la République. La machine de guerre franquiste dominait largement la situation et une guerre interne au camp antifasciste aurait accéléré sa victoire.

La militarisation : *Mando Único y Disciplina*²⁰

Les livraisons d'armes, fournies essentiellement par l'URSS, offrirent un levier de pression au gouvernement et au PCE contre les milices révolutionnaires. Ces milices étaient, selon les anarchistes, la « garantie de la révolution ». Chaque parti et syndicat avait créé dès juillet 1936 ses propres colonnes qui partirent se battre contre les armées fascistes. Depuis l'Est, elles convergèrent depuis Barcelone et

19. José Peirats, *op. cit.*

20. Commandement unique et discipline.

Valence vers l'Aragon avec pour objectif de prendre Saragosse. La situation était différente à Madrid, en Andalousie ou encore dans le nord de la péninsule.

Les colonnes anarchistes parties de Barcelone progressèrent rapidement jusqu'aux portes de Saragosse. Malgré des revers liés à l'inexpérience des ouvriers devenus combattants et aux difficultés logistiques, ils parvinrent à fixer la ligne de front à quelques kilomètres de Saragosse et de Huesca. Il était essentiel d'agir vite avant que les troupes rebelles ne puissent organiser solidement les défenses de la ville. Rapidement l'improvisation des premiers jours fit place à une organisation plus rationnelle. Les erreurs des premiers moments étaient corrigées, et les milices s'étaient dotées d'un commandement en Catalogne. Mais rapidement s'est posé le problème des armes et des munitions. Les démocraties occidentales ayant décrété un embargo sur les armes, les arsenaux se vidaient au point de stopper les opérations offensives sur le front.

C'est ici qu'intervient l'URSS. Elle proposait de fournir les armes nécessaires moyennant un paiement d'avance. C'est là que put débiter le chantage à la militarisation des milices dont le PCE, nanti du soutien de l'URSS et du gouvernement républicain, se fit l'inflexible artisan. Une grande partie des miliciens refusèrent les premières propositions d'intégration dans la nouvelle Ejército Popular de la República (Armée populaire de la république). Buenaventura Durruti avait résumé les objections des miliciens anarchistes à cette incorporation au cours d'un entretien lors de l'été 1936 :

« Je pensais, et ce qui se produit me confirme dans mes positions, qu'une milice ouvrière ne peut pas être dirigée selon les mêmes règles qu'une armée. Je considère que la discipline, la coordination et la réalisation d'un plan sont des choses indispensables. Mais cela ne doit pas s'entendre selon les critères en usage dans le monde que nous sommes en train de détruire. Nous avons des conceptions nouvelles. Selon nous, la solidarité entre les hommes doit réveiller la responsabilité individuelle, qui sait assumer la discipline comme un acte d'autodétermination. La nécessité nous impose une guerre, une lutte qui diffère de beaucoup de celle que nous venons de mener, mais la finalité

de notre combat est toujours le triomphe de la révolution. Cela signifie non seulement la victoire sur l'ennemi, mais aussi un changement radical de l'homme. Pour que ce changement se réalise, il faut que l'homme apprenne à vivre en liberté et se développent en lui ses facultés de responsabilité individuelle [...] Le combattant n'est rien d'autre qu'un ouvrier utilisant le fusil comme outil, et ses actes doivent tendre aux mêmes fins que l'ouvrier. Dans la lutte, il ne peut pas se conduire comme un soldat qui se laisse commander, mais comme un homme qui est conscient de ce qu'il fait. [...] Si notre appareil militaire de la révolution doit se soutenir par la peur, alors nous n'aurons rien changé, si ce n'est la couleur de la peur²¹.»

Le gouvernement républicain qui devait sa survie au soulèvement populaire et aux milices ouvrières ne tarda pas, une fois la situation stabilisée, à décréter la dissolution des milices et leur intégration dans l'Ejército Popular de la República. Mais c'est sous la pression des ministres du PCE et des conseillers militaires influencés par les communistes qui l'entouraient que Largo Caballero, chef du gouvernement et ministre de la Guerre à partir du 4 septembre 1936, finit par accepter une militarisation à laquelle il s'était opposé un temps ; les revers subis depuis la chute de Tolède à la fin de ce mois finirent par avoir raison de sa résistance.

Le PCE était le plus ardent défenseur de cette militarisation, estimant que les milices ouvrières sous le commandement des organisations syndicales ne fournissaient pas les garanties suffisantes de la victoire. Ils montrèrent l'exemple en intégrant en premier leurs colonnes. Le Quinto Regimiento, son unité la plus combative, fut ainsi subdivisée en Brigadas Mixtas (brigades mixtes). Son obstination à vouloir créer une armée régulière intégrant un commandement unique, avec grades et discipline de fer, lui permit de séduire ce qui restait de l'armée professionnelle. Les premiers postes de commandement de la future armée populaire furent ainsi attribués à des communistes.

21. Buenaventura Durruti, cité in Abel Paz, *Un anarchiste espagnol, Durruti*, Quai Voltaire, 1993, p. 284.

Alors qu'ils prenaient en main le contrôle des premières unités de la nouvelle armée, les communistes s'attribuèrent les hauts postes de commandement. *« Dès les premières semaines du mandat de Largo Caballero au ministère de la Guerre, ils s'y étaient déjà assurés des bases solides. Ce fut possible en partie parce que leurs relations avec le ministre de la Guerre, en dépit des nombreux griefs que celui-ci pouvait nourrir contre eux, étaient encore passables, grâce à quoi deux de leurs membres, Antonio Cordon et Alejandro García Val, furent nommés à la section opérationnelle de l'état-major, mais surtout parce que certains postes-clés du ministère de la Guerre étaient occupés par des hommes à eux dont le loyalisme envers Largo Caballero semblait insoupçonnable. Parmi eux, des officiers de carrière comme le lieutenant-colonel Manuel Arredondo et son aide de camp, le capitaine Eleuterio Díaz Tendero, chef du vital Cabinet d'information et de contrôle... et le commandant Manuel Estrada, chef d'état-major du ministère de la Guerre, étaient déjà sympathisants du Parti communiste ou prêts à entrer dans son orbite, à l'insu de Largo Caballero.*

Par cette stratégie d'occupation des postes de commande de façon publique ou déguisée, les communistes s'implantèrent solidement au commissariat général de Guerre, un organisme d'importance vitale mis en place pour assurer un contrôle politique et social des forces armées par l'intermédiaire de commissaires politiques, ou de "commissaires délégués" selon la terminologie officielle²². »

Solidement implanté dans l'état-major et les ministères-clés, le PCE allait prendre le contrôle des forces armées et leur imposer sa direction. Le gouvernement républicain réorganisa l'armée populaire, s'appuyant sur les unités de l'armée restées fidèles à la république, mais surtout sur des milices : pour s'assurer de leur incorporation, le gouvernement subordonna en novembre 1936 la fourniture des matériels et des munitions à leur militarisation. Peu de temps après, la hiérarchie et les grades étaient rétablis avec comme slogan *Mando Único y Disciplina*. En décembre 1936, le gouvernement décida que ne seraient plus payés que les soldats des bataillons de l'armée régulière.

22. B. Bolloten, *op. cit.*, p.385-386.

Pour les milices confédérales, la militarisation fut une marche forcée. Elle fut réalisée contre la volonté de la majorité des miliciens, mais ne put se faire qu'avec l'accord et la collaboration du Comité national de la CNT. La dernière milice à se plier à la militarisation, non sans affrontements, fut la Columna de Hierro, la « colonne de fer », formée dans la région de Valence, composée essentiellement d'anarchistes, accueillant des détenus libérés, et déployée sur le front de Teruel, en mars 1937.

Les exactions au sein de la nouvelle armée

Le PCE faisait régner une discipline de fer au sein de l'armée. Malgré l'entrée progressive des milices, la situation sur les différents fronts ne s'améliorait pas ; au contraire, elle empirait.

Les armées reculaient sur de nombreux fronts, ou au mieux résistaient au prix de nombreuses pertes. Les causes ne tenaient pas alors tant à l'indiscipline ou au manque de courage qu'au manque de munitions et aux erreurs de l'état-major.

Les premières unités à souffrir de la répression furent les brigades mixtes anarchistes. Mal armées et chroniquement sous-équipées, il leur était difficile de soutenir les offensives et certaines unités étaient délibérément envoyées à la mort.

José Fortea Gracia²³ témoigna d'un assaut auquel il assista. Un bataillon composé majoritairement de volontaires des JJLL (les jeunesses libertaires) fut envoyé frontalement prendre une position franquiste près de Santa Quiteria, en Aragon. Cette hauteur était idéalement située et très bien défendue. Les jeunes furent envoyés à l'assaut sans couverture d'artillerie. Il assista impuissant au massacre des jeunes libertaires. L'état-major se justifia en disant qu'il avait voulu tester la doctrine soviétique de l'attaque frontale selon laquelle seul compte l'objectif au détriment des pertes en vies humaines. La situation des unités sous commandement communiste n'était pas

23. José Fortea Gracia, témoignage recueilli par Christophe Castellano en 1996.

forcément plus enviable, comme en témoigne par exemple Nick Gillain, un ancien des Brigades internationales. Lors des combats de Jarama en février 1937, la XIV^e et la XV^e brigades internationales sont relevées par la colonne Lister. Au moment de la relève, il se produisit une sérieuse anicroche : « *Les Espagnols ne voulurent pas monter en ligne. Ils ne refusèrent pas d'exécuter les ordres, mais ils mirent une telle passivité à le faire que des compagnies se volatilisèrent littéralement avant d'avoir progressé de cent mètres. Les officiers les poussaient, mais, comme hébétés, les hommes ne paraissaient pas comprendre. Ils se laissaient frapper au visage, certains essayèrent des coups de revolver, rien n'y faisait : sans hâte, courbant les épaules, ils refluaient dans les ravins ou se terraient*²⁴. »

De nombreux témoignages ont été publiés au fil des années sur les méthodes de commandement des officiers communistes et des commissaires politiques, présents dans toutes les unités. Voici celui de Pedro Abellan. Après s'être enrôlé à 15 ans et avoir participé au débarquement à Majorque et un court passage dans la Marine, il se joint à une colonne du POUM sur le Front d'Aragon, puis à la colonne Ascaso, qui devient une brigade de l'Armée populaire²⁵ ; il y est sergent. Cette brigade est cantonnée dans le secteur de Monzon, une partie du front Est placé sous le commandement de Valentin Gonzalez, « El Campesino ». Celui-ci, furieux que les miliciens reculent devant un ennemi supérieur en nombre et mieux armé, a fait disposer aux points de passage des troupes communistes, qui bien équipées, bien nourries²⁶ et tout aussi bien armées, refoulent les troupes vers le front. De telles pratiques avaient eu cours dans les armées françaises, britanniques et russes pendant la Première Guerre mondiale. Les troupes nationalistes se montraient aussi inflexibles envers leurs troupes dès qu'elles reculaient ou s'enfuyaient devant l'ennemi. Les exécutions sommaires dans pareils cas n'avaient rien d'exceptionnel.

24. Nick Gillain, *Le mercenaire, carnet de route d'un combattant rouge*, Librairie Arthème Fayard, 1938, p.77-78.

25. 125^e brigade mixte de la 30^e division.

26. Pedro Abellan, *Même l'eau avait le goût de sang*, Éditions Un jour/Une nuit, 2016, p. 231.

Pedro Abellan et son capitaine veulent inspecter les positions de repli au cas où ils devraient opérer une retraite. Ils sont refoulés sans ménagement par les hommes d'El Campesino et sont convoqués peu de temps après à son état-major, accusés d'avoir voulu désertir. Renvoyés sur leur position, Pedro Abellan remarque :

« Rendez-vous compte de la méchanceté des communistes. Je dis au capitaine que s'ils avaient si peur que nos soldats fuient c'est parce ça se passait pareil dans leurs rangs : non par peur de l'ennemi, mais plutôt à cause de la sauvagerie de ce parti. Heureusement que notre état-major nous connaissait bien sinon l'affaire aurait mal tourné. »

Réputé pour son intransigeance, il terrorise littéralement les officiers²⁷... On avait changé nos officiers, et les nouveaux avaient aussi peur de ceux de devant que de ceux de derrière, c'est-à-dire les communistes parce qu'on leur avait dit que nous ne devons pas perdre un mètre de terrain. Cette peur devint contagieuse et nous ne nous trompions pas²⁸. »

Après avoir soutenu des jours de combats d'une intensité indescriptible, la brigade arrive à repousser les assauts. Les hommes sont épuisés, en guenilles et ne se sont pas lavés depuis des semaines. Ils profitent d'un moment d'accalmie dans les combats.

« Nous voyons arriver un groupe de soldats presque en haillons, nous les invitons à manger avec nous mais je me rendis compte qu'ils avaient peur. L'un d'eux me demanda à quelle division nous appartenions. Je lui répondis la 30^e et il poussa alors un profond soupir tout en souriant. Le matin les communistes les avaient arrêtés. »

– Comme nous ne voulions pas revenir en arrière, étant donné que nous ne savions pas où était notre division, nous leur avons demandé de nous laisser aller jusqu'à Lérida pour que là nous cherchions où elle se trouve. Ils nous ont répondu qu'il n'en était pas question, que personne ne passait et que si nous ne faisons pas demi-tour, ils nous tueraient. Nous n'avons pas cru qu'ils le feraient et nous avons essayé de passer : d'une rafale ils ont tué trois de nos camarades. »

27. *Ibid.*, p. 217.

28. *Ibid.*, p. 212.

Après avoir entendu ce témoignage, Pedro Abellan et un petit groupe d'hommes se rendent sur le pont où s'est déroulée la scène décrite par ces soldats et assistent à une nouvelle exécution sommaire. Ils prennent alors l'initiative de faire prisonniers ses auteurs pour les ramener sur leurs positions. Un rapport de la situation est fait au commandement.

« Il devait être six heures du matin lorsque plus de cent types armés jusqu'aux dents surgirent, ils venaient chercher leurs six camarades que nous avions arrêtés²⁹... »

Nous entendîmes une voix plus forte que les autres qui dit :

– Vous ne connaissez pas encore el Campesino !

Et cette voix nous menaça de nous liquider si nous touchions un cheveu de ceux que nous venions d'arrêter. Notre commandant leur dit que nous étions là pour les recevoir au cas où, et qu'ils fassent attention s'ils voulaient arriver entiers à leurs positions, car nous étions fatigués de toutes ces menaces et de tant de lâcheté ; et que si les fascistes enfonçaient nos lignes qu'ils prennent garde car au lieu d'attaquer l'ennemi nous serions bien capables de nous en prendre à eux. »

En Aragon, le 7 mars 1938, l'offensive nationaliste est lancée et enfonce les lignes républicaines qui n'arrivent plus à opposer une résistance efficace. Les troupes nationalistes avancent profondément en Aragon jusqu'aux premiers jours d'avril où elles entrent en Catalogne. Au sud, elles prennent Vinaroz le 15 avril, scindant la zone républicaine en deux. Au nord, les nationalistes atteignirent le Sègre. La défense de Lérida est confiée à Valentín Gonzalez. La brigade du sergent Abellan s'était repliée sur Lérida. La ville est sur le point d'être encerclée avec pour seule voie de repli le pont sur le Sègre. Cinq mille soldats républicains y sont concentrés lorsqu'une explosion retentit :

« Ils ont fait sauter le pont ! »

Alors nous avons senti notre estomac se serrer : les nôtres nous avaient coupé toute retraite, devant l'ennemi et derrière le fleuve infranchissable pour quiconque en cette période de pluies, même pas en barque. La seule

29. *Ibid.*, p. 234.

solution pour nous était de mourir ou de nous laisser faire prisonniers, mais il n'y avait aucun volontaire pour cette dernière solution, moi le premier.

De toute façon, ils auraient pu attendre un peu avant de faire sauter le pont car nous étions plus de cinq mille hommes encerclés, mais comme c'étaient les communistes qui l'avaient fait nous ne pouvions rien, et pour moi, eux ou les franquistes c'était pareil³⁰. »

Afin de retarder l'offensive franquiste, l'état-major avait pris la décision de faire sauter le pont, condamnant ainsi à la captivité, mais plus vraisemblablement à la mort, plus de 5 000 hommes.

La suite est le récit d'un terrible massacre, au corps à corps, qui durera plusieurs jours dans des rues devenues rouges de sang. Pedro Abellan en échappera de justesse.

La fin de la guerre

L'offensive de l'Èbre, de juillet à novembre 1938, ayant échoué, la république espagnole se trouve morcelée et a épuisé ses dernières réserves. Barcelone est prise le 26 janvier 1939 et les troupes nationalistes prennent le contrôle de la frontière avec la France le 11 février. La Catalogne entière est conquise. La zone Centre – qui comprend Madrid, Valence, Alicante, Murcie – résiste encore mais est encerclée, dos à la mer.

Pourtant, malgré les accords de Munich et l'affirmation de Franco qu'il n'acceptera aucun accord de paix, Staline et Juan Negrin, le président du Conseil, croient encore que si la résistance républicaine se poursuit, la France et l'Angleterre interviendront pour éviter que l'Espagne se range du côté de l'Allemagne nazie. Mais le 27 février, la France et l'Angleterre reconnaissent l'Espagne nationaliste en échange de la neutralité de Franco dans le conflit contre l'Allemagne qui s'annonce.

Ni tous les officiers ni tous les courants politiques ne partagent cette volonté de poursuivre le conflit. L'issue de la bataille de l'Èbre,

30. *Ibid.*, p. 262.

dont les forces républicaines sont sorties épuisées, et la chute de la Catalogne sont les signes d'une défaite imminente.

C'est ce que pense le colonel Segismundo Casado Lopez³¹. Plutôt que de continuer ces massacres inutiles, il prend des contacts avec le camp franquiste afin d'obtenir une défaite honorable pour épargner des vies et éviter que la répression ne s'abatte sur les vaincus. Casado est conscient que toute résistance est devenue inutile. Casado s'assure de différents appuis – celui des partis républicains bourgeois, d'une partie du PSOE conduite par Julian Besteiros – et de l'adhésion de l'anarchiste Cipriano Mera, commandant du 4^e corps d'armée de l'armée du Centre, et de celle de la CNT de Madrid et entame des tractations avec des représentants des nationalistes.

Mais en réponse, Franco exige une reddition inconditionnelle sans garanties d'aucune sorte. Le 13 février 1939, les nationalistes publient un très long texte détaillant toute l'ampleur et l'horreur de la répression à venir.

Le parti communiste, et donc le gouvernement de Negrín, ont eu vent de ces préparatifs. Pourtant, ils ne les ont pas déjoués. Les membres du gouvernement et les dirigeants communistes s'étaient regroupés à Elda (province d'Alicante), résidence de Negrín, d'où ils organisaient le départ de la plupart d'entre eux pour la France. Dans la nuit du 5 au 6 mars 1939, le Consejo Nacional de Defensa (Conseil National de Défense – CND) est créé. Il destitue et remplace le gouvernement, dont il tente de capturer les membres. Le CND est rejoint par le général Miaja, qui avait été jusqu'au 3 mars le commandant en chef des trois armes; il ordonne l'arrestation des militants communistes de Madrid. Ceux-ci organisent la résistance contre le CND, mais sont finalement vaincus le 12 mars.

Dans la négociation qui se poursuit Casado tente en vain d'obtenir du général Franco des conditions honorables pour la reddition. Le 26 mars,

31. Segismundo Casado Lopez, né en 1893 à Nava de la Asunción (province de Ségovie) et mort à Madrid en 1968. Militaire professionnel demeuré loyal à la République durant la Guerre d'Espagne, il participe à la défense de Madrid et aux batailles du Jarama et de Brunete.

les troupes nationalistes passèrent à l'offensive; les forces républicaines n'y opposèrent qu'une très faible résistance. Fin mars, pratiquement toute la zone républicaine avait été prise par les nationalistes.

II – L'exil de 1939

En 1939, la situation des organisations du camp républicain est extrêmement confuse. Cette situation est due au chaos qu'a engendré la défaite, mais aussi au manque de préparation et d'anticipation du gouvernement de la République française. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les réfugiés espagnols ne sont pas seulement «encombrants» par leur nombre, mais aussi par la suspicion qu'ils inspirent aux autorités françaises.

Les Espagnols sont répartis dans différents camps de concentration ou envoyés par le pays pour combler les besoins en main d'œuvre. Les familles furent dispersées, les principaux dirigeants des partis internés ou assignés à résidence. Ce contexte ne pouvait pas faciliter les contacts au sein des différentes organisations et entravait la communication.

Pour ne rien arranger, le fonctionnement des différents partis et syndicats était lourdement obéré par les dissensions héritées de la guerre et de la défaite. L'une des questions cruciales à résoudre pour ces organisations était de maintenir l'unité antifasciste. Le coup d'État de Casado avait marqué en Espagne la fin du front républicain. Mais le dilemme demeurait entier à l'étranger. Plus précisément, cette question se fixait autour du maintien de la collaboration avec le PSUC et le PCE. Le PCE avait largement dominé les orientations gouvernementales jusqu'à la rupture de mars 1939.

Pour chaque parti, chaque syndicat cette question devenait urgente malgré les difficultés de communication et de réorganisation. Les choix que feront les uns ou les autres marqueront fortement les parcours individuels et provoqueront des adhésions qui, nous le verrons, pourront paraître surprenantes.

L'ERC, sous l'autorité de Josep Taradellas³², fit le choix de la rupture avec le PSUC. Ayant échoué auparavant à exclure les membres du PSUC de la Généralité de Catalogne³³, ce sont ses membres, pourtant majoritaires, qui, en démissionnant, sabordent le gouvernement autonome catalan.

Le PSOE est divisé entre deux tendances, l'une incarnée par Juan Negrín, le président du Conseil des ministres, qui s'était appuyé sur les communistes et avait voulu poursuivre la résistance jusqu'au bout, et l'autre par Indalecio Prieto³⁴ le chef du PSOE. Mais les divisions entre les socialistes ne sont pas dues à la seule question de la collaboration avec le PCE. Les tensions sont telles au sein du PSOE qu'elles aboutiront à la création de deux structures d'aide aux républicains, le Servicio de Evacuación de Refugiados Españoles ou Servicio de Emigración de los Republicanos Españoles (SERE) du côté de Negrín et la Junta de Auxilio a los Republicanos Españoles (JARE) de celui de Prieto.

L'attitude qui apparaît la plus surprenante est celle adoptée par une partie des membres du POUM : « *Le Partido Obrero de Unificación Marxista se divise à son tour quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des communistes... Ayant adhéré au Front ouvrier international créé par l'Independent Labour Party en septembre 1938 pour lutter contre la guerre dans la perspective du "défaitisme révolutionnaire", le POUM, après la retirada, ne peut guère s'appuyer que sur le petit parti de Marceau Pivert, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP). Mais les débats internes qui se déroulent à Perpignan entre militants survivants font émerger deux tendances. Contre ceux qui se rallient à une ligne socialiste démocratique, une ligne qui suppose une alliance avec des partis "bourgeois", les trotskystes s'arcbutent sur les principes léninistes*

32. Josep Taradellas i Joan, né le 19 janvier 1899 à Cervelló et mort le 10 juin 1988 à Barcelone. Membre fondateur de l'ERC et président de la Généralité de Catalogne en exil de 1954 à 1977 et de nouveau jusqu'en 1980 une fois celle-ci restaurée.

33. José Cubero, *Les républicains espagnols*, éditions Cairn, 2012.

34. Indalecio Prieto Tuero, né le 30 avril 1883 à Oviedo (Asturies), mort le 11 février 1962 à Mexico. Porte-parole de la minorité du PSOE face à Largo Caballero, il fut de septembre 1936 à mars 1938 successivement ministre de l'Air et de la Marine et ministre de la Défense. Il fut le chef du PSOE de 1937 à 1962.

et prônent donc un “défaitisme révolutionnaire” qui après la signature du pacte germano-soviétique, les pousse à un rapprochement avec les communistes³⁵. »

Quant aux anarchistes, majoritaires parmi les réfugiés espagnols en France, la question est plus complexe. La préoccupation principale, avant celle de la collaboration avec les communistes, est celle de leur réorganisation et de leur unité. La CNT, au cours de son histoire, n’a jamais été une organisation monolithique. Différents courants s’y sont toujours exprimés. Le point d’union et de convergence était les principes anarchistes. Néanmoins, l’avènement de la seconde république espagnole en 1931 avait fait apparaître une crise profonde sur l’attitude à adopter vis-à-vis du pouvoir républicain. Cette crise ne fut jamais dépassée. Elle s’amplifia même dès 1936 en raison de la collaboration avec les gouvernements régionaux et nationaux. En 1939, un *Consejo General del Movimiento Libertario* (CGML), regroupant les comités nationaux des trois organisations, la CNT, la FAI et la FIJL, est créé à Paris peu après la chute de Barcelone. Cette tentative ne devait cependant jouer qu’un rôle limité en raison d’un manque de reconnaissance de la part des militants et certainement d’oppositions en son sein. Schématiquement, plusieurs courants s’activaient mais se cristallisaient autour de deux tendances porteuses de projets d’évolution à donner au mouvement libertaire. Ils allaient se situer en rupture ou en continuité de la guerre d’Espagne. La première, se déclarant «apolitique», développait une critique franche de la collaboration aux institutions républicaines. Elle était partisane d’un retour aux fondamentaux de l’anarchisme et d’une autonomie de l’organisation. Elle était incarnée par une ligne dite Esgleas-Montseny.

La seconde tendance, «participationniste³⁶», était représentée par le groupe nommé «les amis de Londres». Elle était animée par Juan

35. José Cubero, *op. cit.*

36. Le terme est rapporté par Geneviève Dreyfus-Armand, *L’exil des Républicains espagnols en France : de la guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999, p.154-155.

García Oliver³⁷ depuis son exil et visait à la création d'un *Partido Obrero del Trabajo* (POT) « qui serait ce que le PSOE est à l'UGT. Ses partisans, internés au Vernet pour la plupart, sont Ricardo Sanz, ancien chef de la 26^e Division, assisté de Garcia Vivancos, ancien gouverneur militaire de Gérone, et d'Antonio Ortiz... Les amis de Londres sont des libertaires réfugiés en Angleterre qui n'ont pas voulu reconnaître le CGML³⁸ ».

Néanmoins, à la quasi-unanimité, ces deux tendances refusaient de collaborer avec le PCE. Cette décision transcendera les clivages et sera régulièrement confirmée par les réunions et assemblées tenues tout au long de la clandestinité. Malgré cela, certains militants feront le choix de collaborer avec le PCE, mais à titre individuel. D'autres, à l'instar de Serafin Aliaga³⁹, tenteront néanmoins d'entraîner l'organisation dans la collaboration avec les staliniens mais resteront très minoritaires.

Cette ligne de fracture, selon Geneviève Dreyfus-Armand, aurait en revanche eu un impact fort sur la participation des anarchistes à la résistance française. En effet, les partisans de la ligne « participationniste » étaient numériquement plus représentés au sein de la Résistance que la tendance apolitique.

Néanmoins la participation des anarchistes espagnols à la résistance française fut très précoce.

Francisco Ponzan Vidal⁴⁰, un anarchiste aragonais, organise dès 1940 un réseau d'évasion composé exclusivement de libertaires. Ce

37. Juan García Oliver : né le 20 janvier 1901 à Reus (Tarragona) - mort le 17 juillet 1980 à Guadalajara (Mexique). Militant anarchiste membre de la CNT et de la FAI. Membre avec Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso et Ricardo Sanz du groupe Los Solidarios de la FAI. Ministre de la Justice du gouvernement de Francisco Largo Caballero de novembre 1936 à mai 1937.

38. Geneviève Dreyfus-Armand, *op. cit.*, p.154-155.

39. Serafin Aliaga (1915-1990), secrétaire de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) en 1938 ; dans l'exil, il tente de reformer une FIJL liée à l'UNE, puis adhère au PCE.

40. Francisco Ponzan Vidal, né le 30 mars 1911, à Oviedo (Asturies) et mort le 17 août 1944 à Buzet-sur-Tarn. Instituteur membre de la CNT. Durant la guerre civile il opérait avec son groupe derrière les lignes franquistes, organisant des exfiltrations ou des opérations de renseignement, groupe qui deviendra le Service d'informations spéciales périphériques (SIEP) du X^e corps d'armée (source : Maitron).

groupe, partiellement intégré au réseau Pat O'Leary⁴¹, organisait le passage vers l'Espagne d'aviateurs des forces britanniques dont l'avion avait été abattu. Parallèlement à ce réseau, le groupe Ponzan organisait dès 1939 l'évasion d'antifascistes persécutés en Espagne.

Le PCE de son côté se trouvait dans une situation particulièrement difficile. S'il bénéficiait d'un soutien sans faille du Parti communiste français et de l'ambassade de l'URSS, quelques-uns de ses dirigeants – comme Dolorès Ibárruri, qui sera la dirigeante du Parti à Moscou, Rafael Vidiella, le dirigeant du PSUC – et des chefs militaires comme Enrique Lister et Juan Modesto, désormais généraux, le colonel Pedro Martinez Cartón, Manuel Tagüeña, avaient trouvé refuge en URSS après avoir été évacués avec 4 000 personnes, dont 3 000 enfants, sélectionnées par les services soviétiques. Nombre de dirigeants comme Vicente Uribe, Joan Comorera, Santiago Carrillo, Pedro Checa gagnent le Mexique. Cette délégation du PCE au Mexique bénéficie certes de la bienveillance du Président mexicain Lazaro Cardenas, tout acquis à la cause des Républicains espagnols. Elle n'en reste pas moins qu'une succursale des dirigeants en exil en URSS. Son rôle se cantonnera à des actions de coordination et de propagande pour les Amériques.

Le reste de l'organisation, qui est demeurée en France avec l'essentiel des membres réfugiés, se trouve en 1939 quasiment décapitée, et dans un contexte de plus en plus défavorable :

« Il est également juste de rappeler que... la situation des communistes espagnols pendant les premiers mois de l'exil n'est ni privilégiée, ni même confortable. Pour commencer, les communistes ont contre eux les inimitiés, et même les rancunes, que leur pouvoir exorbitant pendant le conflit a provoqué dans les autres partis de l'Espagne républicaine qui vient de s'expatrier. Des inimitiés et des rancunes que la situation privilégiée que les communistes avaient en exil, selon d'autres points de vue, ne faisait que creuser et envenimer. Pour de très importants secteurs du parti socialiste et, naturellement, pour

41. Pat'O Leary : pseudonyme d'un des premiers dirigeants du réseau, le médecin militaire belge Albert Guérisse.

tous les anarcho-syndicalistes et pour la plus grande partie des républicains, le leadership des communistes pendant la guerre civile avait été une iniquité, et une calamité, dont tous devaient maintenant payer les résultats désastreux. De ce point de vue, la situation des militants du PCE – dont les effectifs se dégonflèrent de façon substantielle avec la fin de la guerre – était inconfortable ; ils étaient même tenus en marge dans des secteurs vastes et respectés de l'exil. Cependant, les méfiances et les inimitiés les plus ennuyeuses pour les communistes espagnols réfugiés de l'autre côté des Pyrénées n'étaient pas celles éveillées parmi leurs compagnons d'exil, mais celles qui se produisaient dans de nombreux secteurs de la société – et même de l'administration – française. Les militants de PCE étaient fréquemment considérés – et pas toujours sans raison – comme des réfugiés particulièrement rebelles aux normes, normes certainement dures, imposées par les autorités françaises à l'intérieur et au dehors des camps de concentration. De là, la surveillance particulière à laquelle ils étaient soumis et le pourcentage élevé de membres de ce parti qui a souffert des rigueurs de la répression pour ces raisons. Parmi les malheureux reclus de la forteresse tristement célèbre de Collioure, les communistes formaient, non par hasard, le contingent le plus nombreux.

D'autre part, la méfiance qui existait en France à l'encontre des communistes espagnols était le fruit, non seulement de la redoutable réputation à laquelle ils étaient arrivés eux-mêmes par leurs agissements pendant le conflit, mais aussi de la renommée indésirable que beaucoup de communistes français avaient acquise lors de leur participation à la guerre espagnole, ce dernier aspect étant particulièrement déplaisant à cause de l'incidence et de la répercussion importantes qui avaient ainsi été produites sur l'opinion française, comme cela fut mis en évidence à de nombreuses occasions au moment du grand afflux de réfugiés espagnols, parmi lesquels il y avait plusieurs milliers d'étrangers, au début de 1939⁴². »

Malgré l'absence de leurs principaux cadres, des militants entreprirent à l'instar des autres organisations en exil un travail de reconstruction de leur parti. Jesús Monzón, dit Mariano, un des der-

42. Javier Rubio, Le Parti communiste d'Espagne en exil dans l'immédiat après-guerre civile (1939-1941), in *L'Espagne, 1900-1985, Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°3-4, 1985, p. 93-99.

niers cadres du Comité central en France, entame cette tâche. Il va d'abord créer une direction provisoire, la Délégation du comité central. Sa première réunion aurait eu lieu au camp d'Argelès sur Mer et n'aurait réuni que Gabriel León Trilla et Jésus Monzón. Progressivement, le PCE va se réorganiser sur le territoire français en reprenant contact avec les cadres dispersés dans les camps ou les Groupements de travailleurs étrangers (GTE). Des contacts seront aussi rétablis avec la direction clandestine du PCE en Espagne.

Dans un premier temps, un long travail de structuration sera mené, mais plus que les questions d'ordre organisationnel, ce sera la signature du pacte germano-soviétique qui décidera des actions entreprises par le PCE. Entre 1939 et 1941, conséquence de ce pacte, le PCE et le PCF s'aligneront sur la ligne politique anti-impérialiste du Komintern. Après avoir bâti leurs orientations au cours des 3 années précédentes sur la lutte à outrance contre le fascisme et le nazisme, l'Allemagne nazie devient pour eux quasiment du jour au lendemain l'allié objectif de l'URSS. Le pacte aura d'ailleurs entraîné dans un premier temps l'interdiction des publications du PCF par le gouvernement Daladier puis, le 26 septembre 1939, l'interdiction du Parti lui-même.

Il semblerait néanmoins que le PCE ait joué sur deux tableaux. La neutralité est bien respectée par les membres du PCE : il faudra attendre l'été de 1941 pour que les premières actions violentes soient commises contre l'occupant. On peut cependant supposer que le PCE travaillait déjà à la mise en place d'un organe politico-militaire des deux côtés des Pyrénées. En effet, compte tenu du contexte de l'époque et des difficultés de liaison et de réunion, la rapidité de réaction du PCE après l'invasion de l'URSS par les troupes nazies laisse penser qu'un projet d'action était déjà en gestation :

« Dès l'été 1941, les organisations communistes entreprennent une guérilla urbaine en zone occupée. Fait d'une minorité, cette guérilla témoigne du rôle significatif des étrangers qui constituent à cette date l'essentiel des groupes qui la mettent en œuvre et notamment de la place des Espagnols.

Le PCE se réorganise à l'automne 1940 à Paris grâce à des contacts établis avec le PCF par l'intermédiaire d'anciens cadres des Brigades internationales ... Parallèlement à la guérilla urbaine en zone occupée les

organisations communistes favorisent, dans la zone dite libre, la création d'une presse clandestine. Le simple inventaire des parutions clandestines espagnoles met en évidence le grand nombre de publications dues directement aux partis communistes et à l'UNE – ce qui témoigne de la prépondérance de l'UNE dans la structuration de l'exil espagnol pendant la clandestinité et illustre le fait que les partis communistes sont les seuls à s'engager en tant qu'organisation dans la résistance⁴³. »

Quant à la CNT, elle fait le choix de la neutralité. Ce choix est guidé d'une part par l'accueil et la politique des autorités françaises à l'égard des réfugiés espagnols, mais aussi par une prise de position qui transcende les clivages. La première tendance voit dans la guerre en cours une guerre impérialiste à laquelle elle refuse de prendre part. La seconde pourrait se résumer à la position de Francisco Ponzan Vidal : « *Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la liberté, la culture et la paix mondiales.* » De nombreuses réunions ont lieu, sans qu'aucune des tendances ne prenne l'ascendant sur l'autre. Ce n'est cependant pas l'immobilisme qui sera adopté, mais un choix laissé à chaque individu de s'engager ou non dans la Résistance.

Libérer la France pour libérer l'Espagne

Certainement sous l'impulsion de sa direction réfugiée à Moscou, le PCE change de tactique et s'engage dans la résistance. En France, il calque ainsi sa stratégie sur celles du PCF, qui a pu conserver certains canaux de communication ouverts avec ses dirigeants eux aussi en exil en URSS, ce qui ne semble pas le cas des Espagnols. Le PCF agira d'ailleurs toujours en protecteur de ses camarades espagnols. C'est la solidarité stricte de l'Internationale communiste qui est à l'œuvre.

43. Geneviève Dreyfus-Armand, *Les Espagnols dans la Résistance en Ile-de-France*, in DVD-ROM *La Résistance en Ile-de-France*, AERI, 2004.

Cette protection permettra ainsi aux communistes espagnols, très isolés, il faut encore le rappeler, chez les réfugiés, de se développer dans le sillage et selon les plans directeurs du « grand frère » français.

Les cadres du PCE en France vont donc suivre les mêmes tactiques et la même temporalité que ceux du PCF, avec parfois des spécificités et des objectifs tournés vers les Pyrénées.

Au moment même où, vers la fin de 1941, le PCF décide de créer les groupes de FTP (francs-tireurs et partisans), il décide également de créer des groupes de FTP-MOI (main d'œuvre immigrée) dans la région parisienne. Ceux-ci sont composés principalement de résistants juifs. Mais des éléments espagnols les ont rejoints, à l'instar de Celestino Alonso⁴⁴. Des maquis FTP-MOI ont également joué un rôle de première importance dans la zone sud, par exemple pour la libération des villes de Lyon, de Toulouse et de Marseille. Cependant, principalement urbains et composés de différentes nationalités, les groupes de FTP-MOI ne seront pas, de toute évidence, les organisations que souhaiteront intégrer majoritairement les communistes espagnols.

Sur les instructions de sa direction de Moscou, le PCF crée un Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, dès mai 1941⁴⁵. Mais ce Front national est mis en sommeil, la priorité étant donnée à la lutte armée. Au début de 1942, il est cependant convenu que les FTP doivent apparaître comme la force armée du Front national. Celui-ci est donc réactivé vers la fin de 1942 avec pour objectif de rassembler largement autour du parti communiste des composantes de la Résistance. Il adhèrera au Conseil national de la résistance (CNR) en mars 1943. À la même époque, le PCE va

44. Celestino Alfonso et ses parents arrivent en France en 1927 et s'installent à Ivry-sur-Seine. En 1934, il adhère aux Jeunesses communistes et devient responsable du groupe d'Ivry-sur-Seine. Volontaire des Brigades internationales, il termine la guerre comme commissaire politique de la 2^e Brigade avec le grade de capitaine. De retour en France il passe par les camps de concentration et intégrera les FTP-MOI à Paris où il agira sous les ordres de Missak Manouchian. Il est arrêté par la police française en octobre 1943. Celestino Alfonso est condamné à mort et fusillé au fort du Mont-Valérien le 21 février 1944 avec 21 autres membres des FTP-MOI.

45. Télégramme de Dimitrov (l'un des dirigeants de l'Internationale communiste), Maurice Thorez et André Marty du 26 avril 1941.

concevoir sa propre organisation politico-militaire, l'*Unión Nacional Española* (UNE) qui est créée le 7 novembre 1942 à Toulouse ou à Montauban, lors de la conférence dite « de Grenoble ». Le choix de ce lieu avait certainement eu pour but de tromper la surveillance de la police française. Toujours est-il que dès sa création, l'UNE affichait sa volonté d'être une « *structure de large alliance, (qui) rassemble non seulement des communistes, mais aussi des Espagnols d'autres horizons politiques – socialistes, républicains ou anarchistes – que la dispersion de leurs organisations et le silence de leurs dirigeants poussent à rejoindre la seule structure de lutte organisée contre le nazisme. Mais le PCE demeurera la seule force politique organisée dans ce regroupement*⁴⁶ ».

Si des militants de différentes organisations ont certainement participé à la création de l'UNE, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pu le faire qu'à titre individuel, sans avoir reçu mandat de leurs organisations. L'unité ainsi proclamée est une unité qui demeurera artificielle et sans réel fondement. Selon Eduardo Pons Prades⁴⁷, l'*Unión Nacional Española* réunissait en 1944 21 groupes se répartissant de la manière suivante : 10 du PCE, 6 du PSUC, 2 de la CNT⁴⁸, 2 d'*Izquierda Republicana* et 1 du PSOE.

Son programme, *Doctrina, programa y acción de la Unión Nacional*, éminemment unitaire, se décline en 7 points :

« *Pour l'indépendance et la souveraineté nationales ; Contre la participation de l'Espagne à la guerre au service de l'Allemagne ; Pour un authentique gouvernement d'union nationale avec des représentants de toutes les forces patriotiques d'Espagne depuis les petits partis ouvriers jusqu'aux catholiques et aux droites ; Amnistie pour les persécutés par la Phalange ; Garantie des libertés de conscience ; Juste satisfaction des droits particuliers des Catalans et des Basques et des Galiciens ; Remise aux tribunaux de la justice des Phalangistes et de leurs complices*⁴⁹. »

46. Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des Républicains espagnols en France : de la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p. 163.

47. Cité par Alonso Domingo Alvaro in *El Canto del Búho : la vida en el monte de los guerrilleros antifranquistas*, Ed. Oberon, 2002, p. 128.

48. Voir plus loin la Agrupación Cenetista de Unión Nacional.

49. Geneviève Dreyfus-Armand, *ibid.*

Elle se dote d'un organe, *Reconquista de España*.

Son objectif intermédiaire est donc de participer à la libération de la France pour atteindre son objectif final, la libération de l'Espagne. Sa base se veut large, des communistes, anarchistes, socialistes jusqu'aux catholiques et aux droites – carlistes, phalangistes repentis inclus – à l'exception cependant des auteurs du *Golpe de Casado*.

Il est néanmoins à noter que la restauration de la République est absente du manifeste. Cette « omission » marque la volonté du PCE de permettre une ouverture large aux ennemis et aux déçus du franquisme. Large, elle l'est effectivement, et même si elle s'avère être un échec du point de vue des organisations antifascistes, elle se concrétisera symboliquement par l'adhésion d'une figure des droites espagnoles. L'UNE sera en effet rejointe en cours de route par le leader des droites espagnoles, José María Gil Robles y Quiñones, alors en délicatesse avec le régime franquiste. Ce ralliement d'un des principaux acteurs de la répression de la révolte des Asturies en 1934 entamera largement le crédit de l'UNE.

Clivage

Le programme d'unité nationale promu par l'UNE rencontra immédiatement une opposition de principe des autres organisations antifascistes. L'expérience de la guerre d'Espagne avait creusé un fossé difficilement surmontable. Il aurait été surprenant au regard de la lourdeur du contentieux qui opposait le PCE aux autres organisations que le projet de l'UNE réussisse à dépasser ces clivages. L'appel à l'unité n'était pas sans rappeler la propagande du PCE durant ces années de guerre, qui appelait à une unité antifasciste signifiant soumission pure et simple à ses directives. Un des arguments généralement avancés par leurs détracteurs était le peu de confiance qu'inspiraient le PCE et l'UNE. Les nombreux cas d'éliminations rapportés ne pouvaient qu'alimenter cette méfiance.

Il est à noter qu'en réaction à l'UNE, les organisations non communistes en exil ont créé au Mexique en 1943 une *Junta Española de*

Liberación. Bien que portée par les anarcho-syndicalistes et les socialistes, elle ne connaîtra jamais la croissance de l'UNE.

L'absence de structure organisée, autant que la complexité de la situation, a certainement facilité l'engagement de militants de la CNT au sein de l'Union Nationale. La situation française du début des années 1940 avait poussé nombre d'entre eux à s'engager dans la lutte. Elle se fit selon plusieurs modalités, et certains militants firent le choix de la UNE. L'un d'entre eux, Manuel Cubel Uriarte⁵⁰, fera même partie du conseil suprême de l'Unión Nacional. Le nombre de militants cénétistes qui ont adhéré à l'UNE est difficile à évaluer. Le chiffre parfois avancé de 5 000⁵¹ paraît néanmoins fortement exagéré. Il ne faut d'ailleurs pas assimiler les adhérents de la UNE à ceux qui ont combattu aux côtés des guérilleros.

Certains militants confédéraux firent le choix de se rassembler au sein d'une Agrupación Cenetista de Unión Nacional (ACUNE). Ce regroupement fut créé sous l'Occupation mais ne fut réellement constitué qu'en septembre 1944. Son activité semble s'être limitée à de la propagande pour l'UNE au sein de milieux libertaires. Elle publiait un journal appelé *Solidaridad Obrera* (dite *Soli* apocryphe) et organisait des réunions de propagande. La lecture du contenu de ce journal laisse apparaître une ligne clairement influencée par le PCE, teintée de vocabulaire confédéral. L'ACUNE n'eut jamais de réelle audience au sein du MLE⁵² et fut même identifiée comme étant un montage de l'UNE. Aujourd'hui encore, son organe est parfois perçu comme un faux. Un de ses principaux animateurs était Miguel Pascual Gonzalez, militant libertaire du Tarn, qui fut président de la

50. Militant d'abord au syndicat CNT de la construction, Manuel Cubel Uriarte fut ensuite membre du syndicat CNT de l'alimentation de Santa Coloma de Gramenet (Barcelone) où en 1935 il travaillait comme ouvrier boulanger. Après avoir participé aux journées de juillet 1936, il s'enrôla dans la Colonne Durruti. Il fut nommé en avril 1937 commissaire de la 120^e Brigade mixte de la 26^e Division avec laquelle il participa aux combats de Quinto et Fuente de Ebro. Passé en France, il résida à Lavelanet (Ariège). À la Libération, il fut exclu de la CNT. Source : <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article8410>.

51. Voir <https://www.diagonalperiodico.net/blogs/imanol/guerrilleros-anarquistas-la-une-la-liberacion-francia-1940-1944.html>

52. Movimiento Libertario Español, mouvement libertaire espagnol ; regroupement des 3 organisations libertaires en exil : CNT, FAI et FJIL.

2^e région de l'UNE. Résistant, il combattit dans la septième brigade de guérilleros du Tarn.

En mai 1945, l'ACUNE s'auto-dissout. Une commission de liquidation fut nommée et ses archives furent remises à Federica Montseny. Elles ont vraisemblablement disparu, ce qui est regrettable, car aucune étude sur elle n'a été réalisée et le nombre même de ses militants reste indéterminé. Ses militants purent rejoindre au cas par cas la CNT. Chaque situation fut analysée localement.

L'Agrupación de Guerrilleros de Unión Nacional

Pour mener à bien ses projets de reconquête de l'Espagne, le PCE s'est doté d'une organisation militaire, initialement dénommée le XIV^o Cuerpo de Guerrilleros. Par le choix de cette appellation, le PCE souhaite assurer une continuité entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Espagne. Le XIV^o Cuerpo de Guerrilleros (corps de guérilleros) avait été pendant la guerre d'Espagne une unité qui agissait derrière les lignes franquistes. Elle y effectuait des actions de sabotage, de renseignement et d'exfiltrations. C'est d'ailleurs la libération, en 1938, en plein territoire ennemi, de plus de 300 prisonniers du bataillon disciplinaire du Fuerte de Carchuna (à Motril, dans la province de Grenade) qui créa sa légende. Ce XIV^e corps avait une autre fonction, celle d'assurer la protection des cadres du PCE.

Dès la fin de 1941, le PCE entreprend de recruter des militants pour former des groupes de guérilleros en zone Sud. Le premier de ces groupes est constitué dans l'Aude le 5 mai 1942. Ses fondateurs, Jésus Rios et Antonio Molina, lui donnèrent initialement le nom de 234^a Brigada. Cette unité de guérilleros faisait partie du XIV^e Corps et était commandée par Antonio Molina. Ses premières actions furent des sabotages de voies ferrées et de pylônes électriques. Parallèlement, la 3^e brigade de l'Ariège est créée ainsi qu'un état-major commun à l'Aude et à l'Ariège.

Progressivement, le XIV^e corps fut structuré et subdivisé en divisions géographiques. La 1^{ère} Division de guérilleros regroupait les

brigades de guérilleros des départements de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne, de l'Ariège, du Gers, des Hautes-Pyrénées et de l'est des Basses-Pyrénées; la 4^e Division regroupait les brigades des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, du Tarn, de l'Aveyron et de l'Hérault.

Le développement du XIV^e corps est directement lié à celui de l'UNE. Ainsi, dès qu'un comité local de la UNE est créé, des groupes de guérilleros sont recrutés. En suivant ce schéma, en décembre 1943, l'état-major du XIV^e Corps s'est réparti sur 31 départements. Début mai 1944, le XIV^e Corps prend le nom d'*Agrupación de Guerrilleros Españoles* (AGE)⁵³, rattaché aux Forces françaises de l'intérieur (FFI).

Selon Geneviève Dreyfus-Armand, en juin 1944, ses effectifs étaient d'environ 3 400 hommes pour les 8 départements de la région R4 des FFI (le Sud-Ouest) et, fin août, ils auraient atteint 10 000 hommes pour toute la France. Ces brigades, lorsqu'elles étaient constituées et opérationnelles, prirent une part active dans les combats de libération d'une grande partie du Sud-Ouest.

Les unités de guérilleros, si elles ont pris part à la Résistance et aux combats de la Libération, ne doivent pas occulter la participation des anarcho-syndicalistes à la résistance en France. L'absence de positionnement unitaire avait empêché la CNT de prendre part à la Résistance en tant qu'organisation. La liberté d'œuvrer ou non dans la Résistance relevait ainsi d'un choix individuel. Un des premiers apports de l'engagement des anarcho-syndicalistes est leur participation aux réseaux de passeurs pyrénéens vers l'Espagne, comme celui auquel participa Henri Melich avant de rejoindre le maquis de Jean Robert-Faïta. Les anarcho-syndicalistes se sont aussi impliqués dans les maquis, soit individuellement, soit en groupe dans des maquis spécifiques.

Ce fut le cas des maquis de Dordogne, de la Montagne noire, de Quérigut et de Salvezines dans l'Aude, de l'Aveyron, du plateau des Glières en Haute-Savoie, de Saint-Girons, de Privas, de l'Isère et du Vercors. Des militants anarchistes ont aussi participé aux maquis du Cantal et de Corrèze, des Landes, du Rouergue, du Limousin ou

53. Groupement des guérilleros espagnols.

encore au maquis Bidon 5 de Saint-Gaudens. L'un des principaux responsables de la résistance espagnole de la région d'Aubenas, Juan Pujadas, est un militant anarcho-syndicaliste.

Par exemple, le maquis Koufra de l'Hérault était composé d'une trentaine d'hommes, en majorité espagnols, dont 16 étaient membres de la CNT. Le maquis du Barrage de l'Aigle était composé exclusivement d'anarchistes, tout comme le maquis de Bort-les-Orgues. On peut encore citer le bataillon « Libertad », composé d'anarchistes espagnols et de combattants basques qui, après avoir participé à la libération du Lot, ont contribué aux combats autour de la Pointe de Grave et des derniers réduits allemands.

Un grand nombre d'actes de résistance fut accompli par des petits groupes ou des individus isolés, en dehors de tout cadre organisationnel. José Fortea a par exemple participé aux combats de libération de la Grand-Combe dans le Gard en compagnie d'un groupe de libertaires. Mais il est assez rare de trouver mentionnée la participation de groupes d'anarchistes espagnols aux combats de la Libération comme ce fut pourtant le cas à Perpignan, Nîmes, Montpellier ou encore Avignon.

Un travail en profondeur n'a jamais été réalisé sur ce sujet. De nombreux témoignages subsistent, mais de façon éparse. Aucun ouvrage ne traite de cette question et il demeurera difficile d'établir exhaustivement l'apport des anarchistes espagnols à la résistance en France.

III – L'Operación Reconquista de España

Les objectifs généraux et les grandes lignes de l'opération avaient été fixés par Jesús Monzón, alors clandestinement à Madrid, mais son organisation, ses modalités pratiques, furent décidées par la direction de l'UNE en France et l'état-major des AGE qui dépendait d'elle.

L'objectif de l'opération était de constituer en Espagne une « zone libérée » où s'installerait un gouvernement provisoire

Le choix du Val d'Aran pour une telle invasion était tout-à-fait justifié d'un point de vue strictement militaire et stratégique. En effet,

il offre des conditions incomparables du point de vue géographique, climatique et même historique. Situé sur le versant nord des Pyrénées, l'Aran – la haute vallée de la Garonne – s'ouvre de façon naturelle à la France, alors qu'au sud, à l'est et à l'ouest de hautes montagnes entravent les communications avec le reste de l'Espagne.

De ce fait, en hiver, après les chutes de neige, la vallée demeure sans communication directe avec l'Espagne, les cols – le port de la Bonaigua et le col muletier de Vielha – devenant alors impraticables⁵⁴. Elles demeurent en revanche possibles vers la France, notamment par le Pont du Roy.

La date, elle aussi, ne tenait en rien du hasard. Elle correspondait à l'arrivée des premières neiges dans les Pyrénées, qui allaient empêcher la communication avec le reste de la péninsule et ainsi bloquer l'arrivée de l'armée nationaliste. Mais elle était aussi guidée par le cours de la guerre. Le temps commençait à presser, la chute de l'Allemagne nazie étant une affaire de mois, il convenait de forcer les Alliés à intervenir en Espagne.

Les objectifs de l'invasion

L'état-major de l'Agrupación de Guerrilleros Españoles estimait qu'en prenant la vallée juste avant les chutes de neige, il pouvait y créer une position inexpugnable au moins jusqu'au printemps suivant.

Les objectifs de l'opération étaient ambitieux : une fois la vallée prise, il y serait établi un gouvernement provisoire espagnol, à Vielha. Parallèlement à l'invasion du Val d'Aran, à la faveur de la confusion des combats, des petits groupes de guérilleros avaient pour mission de s'infiltrer au travers des lignes des forces armées franquistes pour aller essaimer des maquis dans les principales régions d'Espagne, Levant et Aragon, Estrémadure, Andalousie et enfin dans les Asturies. Ainsi, les maquis créés un peu partout en Espagne pourraient harceler les troupes du général Franco à l'intérieur de l'Espagne, tout en créant les conditions d'une vaste insurrection populaire. Ces deux

54. Cette situation durera jusqu'à l'achèvement du tunnel de Vielha en 1948.

premiers objectifs atteints, les armées alliées anglo-américaines auraient été contraintes de détourner une partie de leurs forces pour attaquer l'Espagne et libérer l'Europe du dernier régime fasciste encore en place.

Si le gros de l'offensive commença en octobre 1944, les opérations d'infiltration avaient débuté quelques semaines auparavant. Depuis le mois d'août, de petits groupes de guérilleros s'infiltraient sur les versants catalans et navarrais des Pyrénées. Les groupes infiltrés en Catalogne avaient reçu pour consigne d'éviter tout accrochage avec les forces armées et entrèrent plus massivement en territoire espagnol vers le 22 septembre. C'était le cas par exemple des groupes envoyés par la Quinta Brigada de l'Aude dont quatre groupes de 25 à 50 guérilleros étaient passés par le Pla de Salinas et avaient bifurqué vers Fornells de la Muntanya. La Primera Brigada de guérilleros des Pyrénées-Orientales avait elle aussi participé à ces incursions, dans des proportions identiques.

Il est à noter, comme l'indique Henri Melich, que les groupes qui étaient passés ces jours-là se heurtèrent rapidement à un impressionnant déploiement de gardes civils et de militaires. Le 25 septembre 1944⁵⁵, entre Gomben et Campdevenol, un groupe de 40 guérilleros parvint à surprendre et à capturer un groupe de 27 soldats de la 42^e Division de *Cazadores de Montaña* (chasseurs alpins). Du côté de la Navarre, les incursions débutèrent dans la nuit du 3 au 4 octobre 1944⁵⁶. La 54^e Brigade, partie de Estérençuby (dans les Pyrénées-Atlantiques), forte de 250 hommes, pénétra dans Roncesvalles après avoir affronté un corps de police armée au col de Laza⁵⁷. Le 5, c'est au tour de la 153^e Brigade forte de 400 hommes de pénétrer dans la vallée de Roncal.

55. Ferran Sanchez Agusti, *Maquis y Pirineos*, Ed. Milenio, 2005.

56. Mikel Rodríguez, «La reconquista de España comienza en España» in *HISTORIA* 16 n° 301, mai 2001.

57. Ce col est situé entre le massif de l'Abodi et celui d'Uztárroz. Deux policiers ainsi qu'un garde civil trouvèrent la mort au cours de l'affrontement.

Le 19 octobre 1944

C'est au matin du 19 octobre 1944 que les effectifs de la Division 204, dirigée par le colonel Vicente López Tovar, entrent massivement dans le Val d'Aran, principalement par les ports d'Orle, de la Hourquette et du Marterat au nord, mais aussi par le Port Vell, à l'est, ayant traversé Andorre, et à l'ouest par le port de Vénasque.

Ils ont pour objectif d'encercler Vielha, la capitale de l'Aran, et donc d'occuper les bourgs les plus proches d'elle, comme Les Bordes au nord ou Salardú à l'est, mais aussi de maîtriser totalement la circulation sur les routes principales reliant l'Aran au reste de l'Espagne en s'emparant de localités comme Estერი d'Àneu, Sort, Tremp et Benabarre.

Dans un premier temps, les guérilleros disposent d'une supériorité numérique sur les forces gouvernementales : leurs effectifs atteignent 4 000 hommes le 20 octobre, plus alors que les différentes formations gouvernementales – un bataillon d'infanterie, des détachements de la garde civile et de la police armée – présentes à ce moment-là dans l'Aran.

Ils n'atteignent cependant pas tous leurs objectifs ; en particulier, ils ne s'emparent pas de Salardú, et ne peuvent donc contrôler le port de Bonaigua. Tandis que quelques détachements s'enfoncent plus profondément en Catalogne, les guérilleros prennent position dans les localités qui bordent la très étroite vallée de la Garonne au nord de Vielha, jusqu'à la frontière française. Ils s'assurent par là des routes de repli vers la France. Vicente López Tovar installe son quartier général à Bossóst.

Le 21 octobre, des unités de la 42^e division de chasseurs alpins, dirigée par le général Ricardo Marzo Pellicer, viennent renforcer la défense de Vielha, où se trouve déjà le général José Moscardó, chef de la région militaire, arrivé le 18 en tournée d'inspection. Elles font passer des pièces d'artillerie de montagne, démontées, par l'étroit boyau que constitue le tunnel en construction.

Dès lors, l'offensive des guérilleros est bloquée. Il semble que ni d'un côté, ni de l'autre, les commandements n'aient cherché un affrontement massif, particulièrement incertain dans un terrain aussi

accidenté et alors qu'un froid glacial commence à tomber sur l'Aran. Ricardo Marzo Pellicer reste sourd aux injonctions de Carlos Asensio, le ministre de la Défense, d'exterminer les «rouges», et il sera reproché à Vicente López Tovar de n'avoir pas cherché à prendre Vielha d'assaut.

Le 27 octobre, celui-ci donne l'ordre d'organiser la retraite. Le 30, les forces gouvernementales ont repris toutes les localités occupées et le 31 le contrôle de la frontière.

Bilan et conséquences de l'*Operación Reconquista de España*

Après une dizaine de jours de combats, l'opération Reconquête de l'Espagne échouait peu de temps après avoir commencé. Cet échec était malheureusement prévisible. Tout d'abord, l'absence de soutien majoritaire au sein des organisations de réfugiés espagnols obérait des chances de réussite déjà extrêmement minces. Il aurait ainsi été nécessaire de mobiliser sur des bases unitaires des organisations de réfugiés divisées et extrêmement suspicieuses vis-à-vis du Parti communiste espagnol.

L'autre faiblesse du projet était sa logistique insuffisante et défaillante. Si les guérilleros étaient effectivement armés, ils manquaient d'armes lourdes et d'armes collectives. Les stocks de munitions étaient limités⁵⁸ et ne permettaient pas de soutenir des combats de longue durée. À l'exception des carabines Mauser, aucune des armes des guérilleros n'utilisait les mêmes munitions que l'armée nationaliste. Il était dès lors impossible d'utiliser des munitions prises en Espagne.

Cette impossibilité était d'ailleurs méconnue de certains officiers devant conduire des groupes au combat : c'était le cas du capitaine Labela à qui Henri Melich apprit les différences de calibres entre les armées au cours de leur traversée.

58. Voir plus loin l'interrogatoire de Lluís Buxeda.

Aux services sanitaires nettement insuffisants s'ajoutait surtout un approvisionnement en vivres défaillant. La France et plus encore l'Espagne étaient exsangues et les groupes envoyés en Espagne manquaient de tout. Les membres du groupe d'Henri Melich n'étaient partis qu'avec deux journées de vivres et ont dû se débrouiller une fois arrivés en Espagne. Un point d'appui était prévu, mais n'a jamais été au rendez-vous. De toute façon, il paraît difficile pour les *enlaces* (les points d'appui locaux) de nourrir autant d'hommes. Dans les conditions économiques de l'Espagne de 1944, largement dominées par les restrictions et le marché noir, plusieurs *enlaces* auraient été nécessaires pour nourrir un seul guérillero. La première action que devaient donc entreprendre les guérilleros en territoire espagnol était de se procurer de la nourriture. Cette quête était un souci constant pour des hommes qui devaient parcourir de longues distances dans un pays où toute personne rencontrée pouvait les dénoncer par peur de subir des représailles. Et les effectifs des troupes des deux bords – guérilleros et forces gouvernementales – excédaient largement la population de l'Aran, une région sans grandes ressources.

José Cubero résume cette situation : « *Cet automne est précoce, un froid rigoureux tombe sur les Pyrénées. Les hommes sont mal équipés, brodequins usés, vêtements de récupération de l'armée française, allemande, des chantiers de jeunesse, etc. Les vivres n'ont pas de réserves et sont transportés individuellement... Malgré des uniformes assez hétéroclites, ils sont relativement bien dotés en armes légères avec des pistolets mitrailleurs, des fusils automatiques mais parfois des armes de la première guerre mondiale*⁵⁹. »

L'UNE avait fait le choix d'enrôler massivement des combattants et tous n'étaient pas volontaires. Seule une minorité de combattants avaient l'expérience de la guérilla : rares, en effet, étaient ceux qui avaient combattu en Espagne ou dans les maquis français. Le manque d'expérience au combat pouvait difficilement être compensé par une période d'entraînement réduite et qui dans le meilleur des cas n'excédait pas deux ou trois semaines.

59. José Cubero, *op. cit.*, p. 264.

Quant aux postes d'encadrement, selon le témoignage d'Henri Melich, ils étaient prioritairement attribués aux membres du PCE et tenaient compte des antécédents politiques des combattants. L'expérience au combat ou la capacité à conduire un groupe n'étaient pas les principaux critères d'attribution des grades.

Dans le Val d'Aran lui-même, une cinquantaine de guérilleros furent tués ; environ 140 lors des incursions en Navarre, en Aragon ; d'autres encore furent tués après avoir pénétré plus profondément en Catalogne, soit au cours de combats, soit après avoir été capturés⁶⁰.

Santiago Carrillo, membre de la direction du PCE qui avait passé la guerre au Mexique, arriva en France au cours de l'opération ; il prétendra d'ailleurs avoir lui-même donné l'ordre de la retraite, ce que Vicente López Tovar contestera. Mais surtout, il prendra prétexte de l'échec de l'opération, qu'il avait approuvée avec enthousiasme, pour procéder à une épuration de la direction du PCE en France. Les jours de l'UNE sont comptés.

Vicente López Tovar dira plus tard de l'invasion du Val d'Aran qu'il s'agissait d'une « opération stupide », résultant d'un « ordre insensé » de l'AGE et du PCE⁶¹.

Au sujet des infiltrations en Navarre et en Catalogne

Il est intéressant d'examiner de plus près les opérations d'infiltration en Navarre et en Catalogne.

Selon l'historien Ferran Sanchez Agustí, ces infiltrations étaient des manœuvres de diversion conduites dans l'objectif de désorienter les forces franquistes de ce qui était le véritable objectif : le Val d'Aran et le Haut Aragon. Or l'état-major central de l'armée espagnole n'ignorait rien de ces projets :

« Au moment opportun, et en collaboration avec des éléments subversifs à l'intérieur de l'Espagne, faire s'écrouler le régime actuel... Ils tentent d'introduire dans notre pays des groupes constitués d'éléments formés dont la

60. Voir par exemple Ferran Sánchez Agustí, *Maquis a Catalunya*, Pagès editors, 2005, p. 183.

61. *Ibid.*, p.155.

mission est de préparer dans les principales capitales, des comités de libération inspirés de ceux créés en France et ainsi établir et renforcer le lien avec les milieux proches [républicains] particulièrement dans les Asturies, l'Estremadure, la Catalogne, la Sierra Morena et Ciudad Real. Il convient de signaler que du moins en apparence, ces éléments doivent s'abstenir de réaliser des actes de sabotage ou de développer des activités qui puissent troubler l'ordre public. Ces objectifs n'ont pour l'instant donné lieu qu'à des passages d'effectifs réduits en région catalane. Ils ont été localisés dans le secteur du Pla de las Salinas-Ribas de Freser-Olot-Torello et Saldes et la région limitrophe d'Andorre.»

Si l'objectif était de s'infiltrer en Catalogne pour y créer des foyers d'insurrection, le support logistique disponible ne permettait guère d'aller au-delà du secteur défini plus haut. Une fois encore, l'objectif était ambitieux et certainement bien conçu. Mais il se heurtait à une réalité à laquelle il était impossible d'échapper. Prévenu des passages, l'état-major nationaliste avait pris des mesures drastiques pour empêcher le passage des groupes. Des militaires avaient été dépêchés sur le secteur et venaient en renfort des gardes civils. De nombreux groupes s'affrontèrent avec les forces franquistes et durent rebrousser chemin en France.

Les fermes et les villages étaient placés sous étroite surveillance. Les gardes civils avaient pour mission de harceler les fermiers susceptibles de nourrir les guérilleros⁶². La sanction en cas de soutien était au mieux la prison, sinon la mort. Il était aussi courant que les gardes civils usent de ce prétexte pour confisquer les réserves de nourriture des familles. Afin d'accentuer les difficultés des guérilleros à trouver des points d'appui au sein de la population, le gouverneur civil de Gérone prit des mesures d'éloignement contre 813 personnes qualifiées d'«éléments subversifs de l'intérieur» qui durent quitter leur domicile et qui ne furent autorisées à y revenir qu'après 1946⁶³.

L'entrée en Navarre, bien que mieux préparée, coordonnée et plus massive, se solda par un nombre plus élevé de morts (des mois

62. Alexandre Roca i Remolins, *Sant Julià de Salter i Santa Maria de Vidabona*, p.36-38.

63. Ferran Sanchez Agusti, *Maquis y Pirineos*.

après les faits, des corps de guérilleros morts étaient encore retrouvés) mais aussi de prisonniers. Il était encore plus difficile en Navarre de trouver des points d'appui. La région était traditionnellement carliste et avait soutenu dès le début de la guerre le coup d'État fasciste. La population locale vint même en aide à l'armée lors des opérations de ratissage.

La situation était certainement connue de l'état-major des guérilleros qui ne pouvait pas ignorer le déploiement policier et militaire mis en place de l'autre côté des Pyrénées. Le commandement disposait d'un service de renseignement et des reconnaissances régulières étaient organisées.

Du côté franquiste

L'opération était connue dans ses moindres détails par les services de renseignement franquistes. Des mesures avaient été prises mobilisant l'armée, la garde civile et la police armée. Plus de 10 000 hommes armés, approvisionnés et entraînés, se tenaient prêts à faire face à l'invasion planifiée par l'UNE. Il était impossible dans ces conditions de compter sur un effet de surprise. Les déploiements et les faiblesses des guérilleros étaient connus de l'état-major franquiste, qui était certainement informé des difficultés d'approvisionnement de leurs adversaires. Chaque guérillero fait prisonnier était soumis à un interrogatoire qui recueillait, entre autres, la liste de l'équipement reçu par les guérilleros pour leur passage en Espagne.

Les forces de répression n'ignoraient pas non plus l'état d'apathie dans lequel elles avaient plongé la population espagnole. L'armée espagnole était encore en 1944 numériquement importante et occupait le pays. Elle était certes mal équipée, avec du matériel datant de la guerre d'Espagne qui n'avait pas suivi les évolutions des armements des belligérants de la Deuxième Guerre mondiale, mais plus que suffisant pour répondre à la menace que représentaient les guérilleros tout en maintenant fermement la répression intérieure.

Loin d'avoir été surprises par la soudaineté de l'invasion, les troupes franquistes ont certainement tenté de profiter à leur avantage

des conditions climatiques et des reliefs du Val d'Aran pour prendre au piège les guérilleros en territoire espagnol. Ceux-ci ont réussi à s'échapper juste avant leur encerclement.

Le gouvernement espagnol tirera la leçon de cette incursion en renforçant substantiellement les effectifs disposés le long de la frontière pyrénéenne et en multipliant les ouvrages défensifs constituant ce qui sera désigné par ligne P; le tunnel de Vielha, en construction depuis près d'une vingtaine d'années, sera achevé et inauguré le 23 mai 1948.

Les absents de l'opération

L'opération militaire ne représentait qu'une partie du plan. D'autres acteurs étaient attendus : le peuple espagnol et les Alliés. L'annonce de l'invasion était supposée provoquer une insurrection du peuple espagnol contre la dictature franquiste, qui à son tour aurait provoqué l'intervention des Alliés. L'UNE, s'inspirant des opérations de la Résistance qui suivirent le débarquement du 6 juin 1944, avait compté dans ses plans sur un mouvement identique en Espagne. Mais un tel soulèvement était-il réaliste ?

L'UNE disposait d'un réseau d'informateurs à travers toute l'Espagne, mis en place en même temps que la participation à la Résistance en France, dans le but de préparer une insurrection le moment venu. Il est donc difficile d'avancer que l'UNE ignorait la réalité intérieure et les conditions de vie des Espagnols. Des rapports remontaient régulièrement aux organes dirigeants les avertissant de l'impossibilité d'un soulèvement du peuple espagnol.

L'Espagne subissait depuis plus de cinq années une répression impitoyable. À une première phase d'exactions et de règlements de comptes avait succédé une répression planifiée et implacable. De nombreux hommes et femmes connurent l'enfer des prisons et des camps où ils étaient maintenus dans l'attente d'un hypothétique procès. Quant à ceux et celles qui demeuraient chez eux et qui étaient identifiés comme des ennemis du régime, ils étaient étroitement surveillés, humiliés et maltraités en permanence. Ils pouvaient craindre à

tout moment une arrestation inopinée. Des traitements particuliers étaient appliqués aux femmes emprisonnées ou laissées « libres », qu'elles aient joué un rôle actif ou non du temps de la République. Les membres masculins étant incarcérés ou introuvables, ce sont les épouses, les sœurs ou les filles qui furent en représailles victimes de ce qu'il est convenu d'appeler des violences de genre : viols, enlèvements d'enfants et humiliations se produisirent massivement. La survie de nombreuses familles reposait sur les seules femmes⁶⁴.

À cette répression s'ajoutaient plusieurs années de restrictions et de famine, car l'Espagne était sortie exsangue de la guerre et la répression maintenait en prison des milliers d'ouvriers. La faim était omniprésente et transformait le quotidien des victimes de la répression en survie. Se nourrir était aussi difficile que d'échapper à la répression. Dans ces conditions il était peu probable que même les Espagnols qui subissaient la répression aient aspiré à une nouvelle guerre.

L'état-major de l'UNE n'a pas voulu tenir compte de cette situation et s'est obstiné dans une voie qui ne pouvait que conduire à un échec qui rendrait encore plus improbable la deuxième intervention sur laquelle se fondait sa stratégie, celle des Alliés.

Des républicains espagnols s'étaient engagés dans la résistance en France et s'étaient illustrés lors des combats de la Libération. De nombreux résistants français souhaitaient ouvertement qu'après la défaite du nazisme ce soit au tour de l'Espagne d'être libérée. En outre, l'URSS était l'alliée des forces occidentales; jusqu'en juin 1944, elle avait été la deuxième bénéficiaire de l'aide des États-Unis, derrière le Royaume-Uni, sous forme de matériels et de fournitures de toutes sortes nécessaires à l'effort de guerre.

Mais à aucun moment les Alliés n'envisagèrent une entrée en guerre contre l'Espagne. Franco, favorable à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste, auxquelles il avait été redevable d'un soutien militaire considérable, avait d'abord penché vers une alliance formelle avec elles, et l'Espagne leur fournira un appui sous différentes formes jusqu'en 1944. Mais Franco jugeait indispensable de ne pas s'aliéner

64. Paul Preston, *Une guerre d'extermination – Espagne 1936-1945*, Éd. Belin, 2016.

les États-Unis en raison de la dépendance de l'Espagne envers les produits importés, dont le pétrole. La poursuite de la guerre par le Royaume-Uni, notamment en mer méditerranée, et le débarquement allié en Afrique du nord l'incitèrent à d'autant plus de circonspection. Il autorisa des volontaires à aller combattre avec l'armée allemande, mais uniquement sur le front russe; ils furent suffisamment nombreux pour former la Division *Azul*.

Par cette politique prudente, il avait obtenu en 1943 l'assurance que les États-Unis n'interviendraient pas dans les affaires intérieures espagnoles⁶⁵.

Quant au Gouvernement provisoire de la république française, incapable pendant les combats de la libération de la France d'assurer la surveillance de sa frontière pyrénéenne, il cherchait avant tout à éviter un incident frontalier qui aurait pu amener les troupes alliées à prendre directement le contrôle de la frontière, ou encore donner un prétexte à l'Espagne pour envahir Andorre :

« Ni la France ni les Alliés ne manifestaient le moindre encouragement. Au contraire. Tout d'abord la guerre n'était pas terminée et les efforts de tous les alliés convergeaient pour hâter la défaite allemande qui, pour paraître certaine, n'était pas encore acquise... Personne ne souhaitait donc distraire la moindre force du front principal; au contraire tout le monde y compris l'URSS entendait bien qu'aucun incident n'éclatât sur les Pyrénées. C'est bien ce que l'état-major américain avait fait savoir au général Koenig⁶⁶. Il revenait à leurs yeux à la France de garantir la sécurité de cette frontière. C'était aux yeux des Américains un véritable test de l'autorité réelle du gouvernement provisoire du Général de Gaulle. Une des conditions en quelque sorte de sa reconnaissance officielle⁶⁷. »

65. Aline Angoustures, *Histoire de l'Espagne au XX^e siècle*, Éditions Complexes, 1993, p.189.

66. Pierre Koenig : militaire de carrière, il rejoint le général de Gaulle à Londres à la fin de juin 1940. Il participe avec les Forces françaises libres à la campagne d'Afrique du nord. En mars 1944, il est délégué par le Comité français de libération nationale auprès d'Eisenhower et nommé à Londres à la tête des Forces françaises de l'intérieur (FFI), le regroupement de toutes les formations armées de la Résistance qui s'est mis en place le 1^{er} février 1944.

67. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS avaient reconnu le Comité français de libération nationale dirigé par le général de Gaulle le 26 août 1943; celui-ci se transforma en Gouvernement provisoire de la république française le 2 juin 1944; les trois puissances le reconnurent le 23 octobre 1944.

Les guérilleros n'avaient donc aucun soutien à attendre de ce côté-là. D'ailleurs, le Gouvernement provisoire reconnu officiellement le gouvernement du général Franco le 16 octobre 1944. En retour, l'Espagne reconnut le nouveau gouvernement français le 16 novembre⁶⁸.

Les suites de l'opération

À la lumière de tous ces éléments, il est légitime de s'interroger sur la raison d'un tel entêtement. Toutes les conditions étaient défavorables à la réussite d'une telle aventure. On peut objecter qu'elle devait quand même être tentée. Seule une organisation comme le PCE pouvait mener une opération de cette envergure et dans des conditions aussi défavorables avec un tel degré d'organisation et de discipline, mais aussi d'aveuglement. La structure hiérarchique de cette organisation ne suffit néanmoins pas à expliquer cet échec.

Mais d'un autre côté, il apparaissait évident que plus la défaite de l'Allemagne nazie approchait, plus s'amenuisaient les chances de pouvoir mettre en œuvre une telle opération. Le contexte international la rendrait bientôt impossible et l'UNE ne l'ignorait certainement pas. Le cours de la guerre favorable aux Alliés allait aboutir au retour à la normale à la frontière, et les guérilleros devraient à un moment ou à un autre être désarmés et dispersés.

En outre, le maintien de plusieurs milliers d'hommes en état de guerre nécessite un approvisionnement constant et l'UNE savait ne pas pouvoir nourrir indéfiniment une telle troupe.

Enfin, la chute des premières neiges s'annonçant, il devenait difficile d'attendre plus longtemps. La direction de l'UNE et l'état-major du XIV^e corps des guérilleros disposaient d'une étroite fenêtre de tir pour lancer cette opération. Une fois passée cette opportunité, plus aucune chance ne subsisterait. Mais est-ce que les conséquences pré-

68. Rolande Trempé, Les conditions dans lesquelles l'invasion du Val d'Aran a été décidée, in *Les Français et la Guerre d'Espagne*, ouvrage collectif, CREPF, Université de Perpignan, 1990, p. 281.

visibles de cette aventure ne justifiaient pas en elles-mêmes son abandon? Une action doit aussi se mesurer à ses résultats.

Outre les morts et les blessés lors des combats, beaucoup de prisonniers ont subi de nombreuses années de captivité dans des conditions terribles. Il est difficile d'objecter que tous étaient volontaires et conscients des risques. De nombreux guérilleros étaient jeunes, sans expérience, et s'étaient laissés enrôler par une propagande leur vantant la fin prochaine du régime franquiste. D'autres furent enrôlés par l'intimidation et pour éviter le sort qui, comme on le verra, fut réservé aux quatre de Montfort-sur-Boulzane.

Du point de vue des Espagnols de l'intérieur mais uniquement pour ceux ayant été informés de cette opération, ce fut certainement une forte déception, et, pour ceux qui s'attendaient à une évolution libérale du régime, l'annonce qu'elle n'arriverait pas de sitôt⁶⁹.

Comme nous l'avons vu plus haut, le second volet militaire de cette opération prévoyait l'entrée en Espagne de groupes de guérilleros qui devaient se disséminer dans plusieurs régions rurales afin d'y unifier ou d'y créer des maquis. Ces infiltrations continuèrent pendant plusieurs mois.

Des maquis opéraient déjà dans de nombreuses régions d'Espagne et notamment dans le Levant, en Aragon, en Andalousie, en Castille, en Galice et dans les Asturies. Ces maquis étaient essentiellement composés de fugitifs qui, pour fuir la répression, s'étaient réfugiés dans des zones peu peuplées et parfois à proximité de leurs familles. Armés, l'essentiel de leurs actions consistaient à éviter les groupes envoyés à leur poursuite et à tenter des coups de main en représailles à des exactions commises contre leurs proches. À l'exception de la *Federación de Guerrillas de León-Galicia* et du *Comité de Milicias Antifacistas de Asturias*, ces groupes étaient isolés les uns des autres, mais avec de nombreux points d'appui dans la population. Leur composition était plu-

69. Rapport secret de la Delegacion provincial de la viceceteraria de Educacion Popular de la FET y de la JONS, 2 novembre 1944. (archives des auteurs)

rielle, anarchistes, socialistes et communistes y étaient réunis, leur condition de fugitifs assurait leur cohésion.

L'arrivée à l'hiver 1944 de guérilleros venus de France va modifier profondément cette configuration. Juan Ramon Delicado Gonzalez⁷⁰, alias Comandante Vicente, fut l'un des organisateurs de l'*Agrupacion Guerrillera de Levante y Aragon*. Peu après son arrivée à Valence, il prit contact avec les maquis et travailla à les rassembler et à les placer sous un commandement unique dirigé par le PCE. D'autres *agrupaciones* se créèrent ainsi dans toute l'Espagne. Ils étaient exclusivement ruraux et se déployaient dans de vastes zones forestières ou au relief encaissé.

Cette structuration dura jusqu'en 1948, quand, sur ordre de Staline, la direction du PCE changea de stratégie. L'action clandestine du PCE devait en finir avec la lutte armée et passer par l'entrisme au sein de l'*Organización Sindical Española*, seul syndicat autorisé par l'État espagnol. Les *Agrupaciones de Guerrilleros* entamèrent leur dissolution mais survécurent jusqu'à ce qu'en 1952 un ordre d'évacuation générale fut lancé.

Les *Agrupaciones* perdurèrent paradoxalement à cause des méthodes de répression utilisées par le gouvernement franquiste. Les *Agrupaciones* avaient besoin du soutien d'une grande quantité de points d'appui, les *enlaces* : ravitaillement, renseignement et communication entre les différents groupes. Afin d'étouffer les noyaux de résistance armés, la répression policière, essentiellement mise en œuvre par la Garde civile, s'exerça contre les populations locales susceptibles d'apporter leur concours à la guérilla. Le gouvernement eut recours à des déportations massives de populations rurales vers les villes, qu'il leur était interdit de quitter. Des villages entiers furent vidés de leurs occupants et demeurèrent à l'abandon. Les forces de répression parvenaient à obtenir de plus en plus de renseignements sur les groupes notamment grâce aux arrestations et à les isoler avant de les attaquer.

70. Commandant de la Quinta Brigada de Guerrilleros de l'Aude d'avril 1944 à septembre 1944.

Des groupes de gardes civils, les *contrapartidas*, furent créés avec pour mission de démasquer les points d'appui de la guérilla. Ces groupes, habillés et armés comme les guérilleros, se présentaient dans les fermes en demandant du ravitaillement. Une fois démasqués, s'ils n'étaient pas arrêtés, il ne restait comme solution aux points d'appui que d'*echarse al monte*⁷¹. Ainsi, la répression provoquait l'afflux de fugitifs dans les maquis qui se voyaient ainsi privés de leurs points d'appui, de ravitaillement, mais dont les effectifs croissants devenaient de plus en plus difficiles à évacuer.

71. S'enfuir à la montagne.

Deuxième partie

L'enquête .

De l'affaire du col de Tosas...

À l'automne de 1953, un groupe d'anciens combattants de la Quinta Brigada de Guerrilleros de l'Aude est arrêté par la police française. Les faits qui leur sont reprochés, un quadruple meurtre, remontent à neuf ans plus tôt, à l'automne de 1944, alors que les derniers combats de la libération de cette partie du territoire français étaient terminés depuis plusieurs mois.

Rapidement, l'enquête démontre qu'il ne s'agit pas seulement de quatre meurtres, mais de treize, dont les victimes ont presque toutes en commun d'être des réfugiés espagnols.

Il est surprenant dans cette affaire de voir la police française s'intéresser en 1953 à des faits remontant à la Libération. Mais ce sont des recherches qu'elles effectuent sur une actualité beaucoup plus récente qui ont incité les autorités judiciaires à diligenter cette enquête.

En effet, quelques semaines plus tôt, le 25 juillet 1953 vers 17 heures, un couple de touristes anglais, le docteur Bernard Peck et son épouse Dora¹, franchit le poste frontière de Bourg-Madame et roule au volant d'une Ford Zéphyr bleue² en direction de Barcelone.

Après quelques jours passés en France, les époux Peck avaient décidé de conclure leur séjour par une visite de l'Espagne.

Arrivés à une dizaine de kilomètres du col de Tosas, au lieu-dit la Font del Auto, le couple aperçoit deux hommes armés de mitraillettes, leur faisant signe de ralentir, puis de s'arrêter. Le conducteur obtempère, d'autant que l'allure des deux hommes laisse supposer qu'il s'agit de policiers ou de militaires : ils sont vêtus de couleur sombre, ceints de baudriers et portent une radio. Ce n'est qu'arrivé à leur hauteur qu'il s'aperçoit de sa méprise. Les deux hommes sont couverts de crasse, et ce qu'il avait pris pour une radio est en réalité un sac tyrolien.

1. Les époux étaient originaires de Plymouth, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où le docteur Peck exerçait comme dermatologue.

2. Immatriculée HCO-543-GB.

Sans prononcer un mot, ils se font présenter les papiers d'identité du couple. Le plus jeune des deux hommes fait un signe en direction de l'appareil photo qui se trouve entre les deux touristes, et qui lui est aussitôt remis.

Il fait alors un geste au conducteur, que ce dernier interprète comme une autorisation de repartir. Mais à peine le véhicule s'est-il éloigné que les deux hommes ouvrent le feu dans sa direction, le criblant de nombreux impacts.

Bien que touché par cinq balles³, le docteur Peck ne perd pas le contrôle de son véhicule et continue sa route jusqu'à un virage qui le met à l'abri de ses agresseurs.

Son premier réflexe est de porter secours à son épouse, mais malheureusement Dora Peck a eu moins de chance que son époux : atteinte par neuf projectiles, elle a succombé à ses blessures. Bernard Peck quitte sa voiture et réussit à se dissimuler à l'abri de fourrés, d'où il s'attend à voir surgir ses agresseurs d'un moment à l'autre. Inexplicablement, rien ne se passe, et après une longue attente, il comprend que ceux-ci se sont certainement enfuis, et il quitte son abri pour appeler des secours. Par chance, à ce moment-là passe un motard, qui, comprenant très vite la gravité des blessures de M. Peck part chercher des secours à Puigcerdá⁴.

Malgré l'urgence, les secours tardent à arriver. Non seulement le motard est retardé par un accident, mais l'unique véhicule de police disponible refuse obstinément de démarrer.

Heureusement pour le docteur Peck, un des rares véhicules passant par le col de Tosas à ce moment-là est celui d'un médecin français, qui lui prodigue les premiers soins. Les secours finissent néanmoins par arriver, et il est conduit, dans un état critique, à l'hôpital de Puigcerdá.

Malgré le temps perdu, une chasse à l'homme commence des deux côtés de la frontière en collaboration entre les polices espagnole

3. Une au maxillaire inférieur, deux aux épaules, une à la main gauche et la dernière dans la région des reins.

4. Ville frontalière espagnole limitrophe de Bourg-Madame.

et française. Rapidement, de gros effectifs de police, de gendarmerie et de la Garde civile sont mobilisés. Ils ratissent des heures durant les abords de la frontière. Des barrages routiers sont érigés de part et d'autre. En vain : malgré les 700 hommes mobilisés – plus de 400 du côté espagnol et près de 300 du côté français – les deux assaillants demeurent introuvables. Une vaste enquête va dès lors être mise en œuvre par les deux pays pour tenter de retrouver les deux assaillants.

Le docteur Peck est opéré à l'hôpital de Puigcerdá, et son état s'améliore dès le lendemain. Bien que très faible, il est interrogé par la police espagnole qui lui présente une série de photos d'individus suspectés de l'agression, dont une photo de mauvaise qualité censée être celle de l'ennemi public numéro un d'alors, Ramon Vila Capdevila dit Caraquemada (face brûlée). Membre de la CNT, il avait participé à la Résistance en France et menait des coups de main en Espagne, en particulier des sabotages de pylônes électriques. Bernard Peck l'identifie alors, reconnaissant sur la photo un « rictus ». Il n'en faut pas plus à la police espagnole pour accuser Caraquemada et lancer une campagne de presse.

La réalité était néanmoins tout autre. Interrogé un peu plus tard par la police française, le docteur Peck donna une version différente des faits. Il fut en effet surpris par la promptitude de la police espagnole à identifier les auteurs de l'attaque. Il fit cette déclaration à la police française : *« Plus tard, on me montra quelques photos, parmi lesquelles j'identifiai mes deux assaillants. Je n'ai aucun doute que celles que j'ai identifiées sont les photos des deux hommes qui nous ont attaqués. Je suis étonné cependant que les autorités aient été en mesure de produire ces photographies, avec l'air sûr qu'elles étaient celles de mes assaillants, et que mon identification n'était qu'une formalité. Ils me dirent que le plus âgé était Ramon Vila Capdevila, alias Caraquemada⁵. »*

Ce témoignage du docteur Bernard Peck met tout d'abord en évidence une information importante : la police espagnole connaît les

5. Témoignage du docteur Peck auprès de la police anglaise. Archives départementales de l'Hérault 1320 W 17 n° 70624 : agression d'un couple britannique en Espagne, au col de Tosas, le 25 juillet 1953. Cité par Ange Alvarez, Ivan Delicado, Roland Delicado, *Guérilla antifranquiste du Levant. Crimes et falsifications. 1945-1952*, Ardeo résistances, 2014.

deux auteurs de l'agression, elle dispose même de leurs photographies qu'elle est en mesure de montrer au docteur Peck qui les identifie formellement. Pourtant, selon la police française, la police espagnole ne disposait à ce moment-là d'aucune photographie de Ramon Vila Capdevila. L'inspecteur de police français signale cette curieuse méprise :

« Je signale⁶ que le capitaine Romero chargé de l'enquête ne connaissait pas Vila Capdevila, dit Caraquemada, et il pensait que la photo d'amateur qu'il détenait était celle de cet individu, c'est pourquoi les enquêteurs ont attiré son attention sur cette confusion, et lui ont confié la photo anthropométrique du véritable Capdevila Caraquemada. Lorsque le capitaine Romero a fait connaître que le docteur Peck avait formellement reconnu son agresseur sur cette photo, les fonctionnaires de mon service ont voulu obtenir confirmation de cette reconnaissance afin qu'il ne subsiste aucun doute, et ont sollicité de voir le blessé. Le médecin espagnol ayant interdit toute visite, les inspecteurs se sont mis en rapport avec le frère de la victime, arrivé de Londres la veille. Monsieur Raymond Peck, sur nos instances, a présenté alors à son frère plusieurs photos, parmi lesquelles se trouvaient la petite épreuve d'amateur dont il a été question précédemment et la photo anthropométrique de Caraquemada.

Après examen, la victime aurait déclaré à son frère qu'il ne reconnaissait pas la photographie de Caraquemada comme étant celle de son agresseur. Du fait que cette opération a été effectuée par le truchement d'un interprète et que le blessé était en état de choc, les inspecteurs n'ont pas insisté sur cette nouvelle attitude contradictoire. Il conviendrait de faire présenter à nouveau au docteur Peck les photos ci-jointes, afin qu'il puisse dire si Vila Capdevila, alias Llaugi Pons dit Caraquemada, est bien son agresseur. »

Et d'ajouter, toujours dans un rapport au préfet des Services de Police Judiciaire (SPJ) à Paris :

« Il convenait de se montrer circonspect quant à l'accusation formulée contre Ramon Vila Capdevila, les autorités espagnoles, après avoir parlé d'une identification certaine, reconnaissaient que ladite identification obtenue sur une vieille photo était loin d'être formelle. Cette réserve allait être renforcée lorsque,

6. Compte rendu de l'inspecteur en charge de l'affaire, Archives départementales, *ibid.*

après avoir obtenu communication de ladite photo, nous avons pu constater qu'elle ne présentait aucune ressemblance avec le cliché anthropométrique du sieur Capdevila Ramon que nous avions en notre possession, établie le 10/02/1951 lors de l'arrestation de ce dernier à Font-Romeu.»

Quelques semaines plus tard, de retour en Angleterre, le docteur Peck est de nouveau interrogé par la police anglaise, cette fois ci pour clarifier son témoignage. En effet, le 23 septembre 1953, le préfet directeur des SPJ de Paris avait adressé un rapport à ses homologues britanniques, auquel étaient jointes trois photographies en leur demandant que ces clichés soient présentés au docteur Peck afin d'établir l'identité des assaillants.

«Les photos ci-jointes ont été présentées au docteur Peck :

Un cliché marqué A représentant un individu qui n'est pas Caraquemada, et que la victime avait reconnu comme étant son agresseur.

Un cliché marqué B représentant Ramon Vila Capdevila, alias Caraquemada.

Docteur Peck : en ce qui concerne le plus vieux de mes assaillants, je suis incapable d'ajouter autre chose à la description que j'ai faite de lui. D'après les photos produites, j'identifie celle qui est marquée A comme étant celle du plus vieil assaillant.

J'ai identifié le plus jeune d'après les photos qui m'ont été montrées à l'hôpital par les autorités espagnoles.

En ce qui concerne le premier, j'ai pu m'assurer que l'homme dont la photo est marquée B ne ressemblait pas avec le (sic) plus vieux de mes assaillants.»

Cet ultime témoignage aurait dû disculper Caraquemada de l'agression du Col de Tosas et du meurtre de Dora Peck. La police française détenait non seulement la preuve de son innocence, mais surtout de la machination mise en œuvre par la police espagnole pour lui faire endosser la responsabilité du crime. Les premières photographies qui ont été présentées au docteur Peck par la police espagnole étaient bien celles des vrais auteurs de l'agression. Il est dès lors certain que la police espagnole connaissait parfaitement l'identité des meurtriers de Dora Peck.

Une des nombreuses hypothèses avancées dès 1953 est une attaque préméditée des services de police franquiste pour discréditer la résistance libertaire. Concernant les auteurs de cet attentat, nous ne savons que peu de choses à leur sujet. Comme nous l'avons signalé plus haut, parmi les moyens développés par la Garde civile pour combattre les maquis antifranquistes figurent ces groupes de militaires nommés *Contrapartidas*, habillés, armés et vivant comme les maquis antifranquistes. Ces unités étaient composées de gardes civils volontaires, mais parfois aussi de résistants repentis, ou encore d'individus interlopes proches du régime ; l'une d'entre elles pourrait avoir commis cet attentat.

Un rapport d'un inspecteur des Renseignements généraux de Bourg-Madame, qui mentionne qu'un de ses informateurs, membre de la CNT en exil, accuse un ancien *Sabila*⁷, dénommé Petrucci, d'être l'auteur de l'assassinat de Dora Peck, vient renforcer cette hypothèse.

Il aurait été facile pour la police française de démontrer cette machination. Pourtant, elle n'en fit rien, laissant le doute planer sur la responsabilité de Ramon Vila. Cette suspicion s'insinua même au sein du mouvement libertaire espagnol, dont de nombreux membres n'hésitèrent pas à accuser Caraquemada de ce crime. Aujourd'hui, plus de 60 ans après les faits, cette légende noire persiste et continue à nourrir la polémique. Le silence obstiné de Caraquemada a certainement contribué à alimenter cette légende. D'un naturel taciturne, il ne s'est jamais exprimé sur cette affaire. À sa décharge, il est possible de supposer que le *Movimiento Libertario Español* (MLE) n'aurait pas forcément accueilli sa parole avec toute la bienveillance que l'on aurait pu attendre. La lutte armée en Espagne n'était pas unanimement soutenue par le MLE.

7. Un *sabila* est un ancien combattant italien du *Corpo Truppe Volontarie* (CTV). Le CTV était le corps expéditionnaire italien envoyé par Mussolini pour combattre durant la guerre d'Espagne aux côtés des troupes franquistes. Nombre de ces volontaires seraient restés en Espagne après la guerre.

Quant au silence de la police française, qui a mené l'enquête avec efficacité, il peut s'expliquer par des raisons politiques et diplomatiques. Quelques années plus tôt, le gouvernement français avait amorcé un tournant décisif dans ses relations avec le gouvernement du général Franco. Loin de vouloir demeurer dans l'attitude hostile qui a caractérisé les premières années d'après-guerre, le gouvernement français souhaitait normaliser ses relations avec son homologue espagnol. Face à un gouvernement français qui se voulait conciliant, le régime franquiste se trouvait en position de force et pouvait imposer des exigences. Ramon Vila était au début des années 1950 l'ennemi public numéro du régime. La police française ne prit cependant pas le risque d'accuser directement Caraquemada de la mort de Dora Peck. En effet, il aurait été possible de prouver son innocence et surtout d'activer les réseaux de sympathies dont bénéficiaient les Espagnols qui avaient combattu aux côtés des résistants français⁸.

... aux crimes de la haute vallée de l'Aude

Pour le SRPJ de Montpellier, l'affaire du Col de Tosas n'allait pourtant pas en rester là. La police française avait mis en place une surveillance assez étroite des activités des organisations de réfugiés espagnols, bien centrée sur la frontière pyrénéenne.

Officiellement, la police française, qui souhaitait continuer l'enquête sur les menées antifranquistes, fait un rapprochement avec d'autres affaires. Une attaque à main armée qui venait de se produire à Quillan attire l'attention des enquêteurs sur la haute vallée de l'Aude. L'encaisseur de la BNCI, la banque attaquée, avait identifié les auteurs du hold-up comme des Espagnols et la proximité avec l'affaire du col de Tosas fait privilégier la piste politique espagnole. D'ailleurs plusieurs affaires d'attaque à main armée pouvaient confirmer la validité de cette piste. Mais la police dut probablement se rendre compte que, si les exécutants étaient espagnols, cette affaire

8. Caraquemada participa aux combats de la Libération dans le Limousin et plus tard en Dordogne. Il était alors connu sous le nom de capitaine Raymond.

n'avait certainement rien à voir avec la lutte antifranquiste. Cette action demeura d'ailleurs sans suite.

Malgré cela, la police française s'obstine à chercher. Au bout de quelques semaines d'enquête, le service régional de police judiciaire de Montpellier procède à l'arrestation de 7 réfugiés espagnols : Juan Fernandez dit «El Chato⁹», José TM., Jacinto C., Fortunata AR., Ramon S., Casimir F. et Antonio R.¹⁰

Presque tous sont de paisibles pères de famille, qualifiés d'employés modèles par leurs employeurs et bien intégrés socialement. Contrairement à d'autres affaires similaires, aucun des sept n'a, au moment de leur arrestation, d'activité politique. Le principal lien qui les relie est d'avoir appartenu à une formation militaire espagnole, la Quinta Brigada de guérilleros de l'Aude.

La police française souhaite néanmoins les entendre sur un quadruple meurtre de réfugiés espagnols, Miguel Gonzalez Espada, Victoriano Bonilla Rodriguez, Pedro Perez Ruiz et José Ivañez Torres, qui avaient été retrouvés le 5 novembre 1944 abattus d'une balle dans la tête à Monfort-sur-Boulzane.

L'enquête est menée à la demande du chef du SRPJ par le commissaire principal Sindt de la XIV^e Brigade mobile de Montpellier. Elle lui a été confiée par le commissaire divisionnaire Georges Watard. Il sera assisté dans ses investigations par les inspecteurs Vachet, Barndt et Bousquet.

Très rapidement, les auditions aboutissent à des aveux circonstanciés. Neuf autres meurtres sont même avoués ou dénoncés. Parmi ces assassinats, douze concernaient des réfugiés espagnols et le treizième un contrebandier andorran.

À la suite de ces auditions, un mandat de recherche sera lancé contre sept des principaux officiers qui commandaient la Quinta Brigada de guérilleros de l'Aude.

9. *El chato* : surnom donné à des personne ayant un nez petit et aplati.

10. Ce dernier fut remis en liberté, son rôle ayant été jugé mineur par les policiers.

L'enquête démontre que, même si les auteurs des crimes revendiquaient des mobiles politiques, une motivation crapuleuse n'était pas à exclure, les victimes ayant été systématiquement dépouillées.

Pour leur défense, les accusés tenteront d'éluder leurs responsabilités en arguant avoir agi sur les ordres de leurs supérieurs tout en accusant leurs victimes d'être des traîtres, des déserteurs ou encore des agents de Franco.

Le contexte de l'enquête

Si la réalité des meurtres et la responsabilité des meurtriers ont été clairement établies par l'enquête, la «réouverture» d'une enquête sur des faits survenus à la Libération et dans les mois qui l'ont suivie est inédite dans la France de 1953. Les exécutions de l'époque qu'on peut qualifier d'«extra-judiciaires» étaient, et demeurent encore aujourd'hui, un sujet délicat.

Au cours des semaines qui suivent le débarquement allié, un grand nombre d'exactions sont commises avant que les cours de justice et les chambres civiques ne commencent à fonctionner. À la faveur du vide créé par les combats de la Libération, des foules en colère mais aussi des résistants ou des opportunistes s'en prennent à des collaborateurs de l'occupant nazi ou du régime de Vichy, ou tout au moins supposés tels. Les règlements de comptes, enlèvements et exécutions sommaires entraînèrent la mort de 8 000 à 11 000 personnes. Un tiers de celles-ci furent victimes de résistants, mais plus du quart d'entre elles relevaient d'affaires n'ayant rien à voir avec des faits de collaboration.

Même une fois les combats de la Libération terminés, ce type d'exécution a persisté sur des parcelles de territoires demeurées sous l'emprise de groupes armés, comme ce fut le cas dans cette partie du Sud-Ouest.

Les formations militaires de guérilleros faisaient tacitement office de police espagnole. Il arrivait même que les forces de police et de gendarmerie remettent aux commandements de brigades de guérilleros des prisonniers espagnols considérés comme suspects¹¹. L'usage

11. Voir le récit d'Henri Melich ou celui de Raymonde Rousset ci-dessous.

voulait que ces affaires se règlent «entre Espagnols». Ce fut le cas, on l'a vu, d'Henri Melich, mais ce l'a été aussi de Ramon Mialet et de Ramon Folch.

Malgré le retour à la normalité judiciaire, peu d'affaires d'exécutions furent l'objet d'une véritable procédure. De toute façon, même si elles avaient abouti, elles auraient certainement été couvertes par la loi d'amnistie du 5 janvier 1951. Si ce texte concerne essentiellement la nullité des poursuites à l'encontre de certains collaborateurs, son article 30 fait obstacle à la poursuite de «*tous faits accomplis postérieurement au 10 juin 1940 et antérieurement au 1^{er} janvier 1946 dans l'intention de servir la cause de la libération du territoire ou de contribuer à la libération définitive de la France*». Cette loi a créé un rempart contre toute procédure destinée à faire la lumière sur des exactions qui auraient pu avoir été commises.

Cependant, les victimes de ces crimes sont des réfugiés espagnols¹², et les faits qui leur sont alors reprochés n'ont rien à voir avec la libération du territoire. Mais les enquêteurs ont certainement compris que les accusés bénéficieraient des dispositions de la loi d'amnistie.

Dans la presse de l'époque, seul *Le Patriote du Sud-Ouest*¹³, quotidien régional proche du parti communiste français, s'émeut de la réouverture de l'enquête. Dans son édition du 2 novembre 1953, sous le titre «Suspecte activité de la police sur des faits connus il y a neuf ans», son rédacteur se livre à une analyse du contexte politique et diplomatique qui préside à l'enquête. La ligne éditoriale prend la défense des accusés, qu'elle qualifie de héros de la Résistance, ayant agi sous les ordres de leur «formation de résistance», alors que les combats de la Libération dans la région étaient terminés depuis de nombreuses semaines. Les victimes ne sont pas épargnées et sont littéralement calomniées par le rédacteur.

Après avoir donné la liste des inculpés et fourni un bref résumé des différents assassinats, le journaliste argumente ainsi :

12. À l'exception du contrebandier andorran.

13. *Le Patriote du Sud-Ouest* était un organe du Front national ; son premier directeur en fut André Wurmser, Pierre Gamarra étant rédacteur en chef, tous deux militants communistes.

« Que font valoir les inculpés pour leur défense? Qu'ils ont agi sur ordre supérieur, dans le cadre de leur formation de résistance. Les actes indiqués sont donc des exécutions.

Comme on peut s'en rendre compte, les faits relatés sont des faits qui se sont passés pendant la Libération, c'est-à-dire il y a neuf ans. Il est pour le moins curieux qu'on engage maintenant des poursuites, qu'une enquête soit menée, alors que la police n'ignorait rien et qu'aucun fait nouveau ne s'est produit.

On est en présence d'une nouvelle manœuvre dirigée contre les républicains espagnols vivant en France.

Il n'est d'ailleurs pour s'en rendre compte que de lire les commentaires de la presse gouvernementale qui, samedi, avec un ensemble parfait, écrivait : "Le vœu de la population est que peu à peu les mailles du filet se resserrent autour des bandits encore nombreux d'un bout à l'autre des Pyrénées."

Cet appel à la répression contre les républicains espagnols n'est-il pas un signe des temps? Cela arrive au bon moment après les accords hispano-américains, d'une part, et la pression des USA sur notre pays pour la ratification des accords de Bonn et Paris.

Cela d'ailleurs ne correspondrait-il pas aux diverses manœuvres exercées en France (tentative de relancer le complot, décret-loi) en somme mesures préparatoires à la fascisation du régime?

Ce soi-disant retour en arrière, cette redécouverte de faits connus, comme nous disions plus haut, de la police depuis bien longtemps, montre la volonté bien arrêtée de déclencher une opération.

N'y a-t-il pas eu une intervention politique qui par des chemins détournés et par d'autres personnes interposées a abouti à faire "sortir" cette affaire dont le véritable but est :

1/ Salir la résistance en présentant une certaine époque comme une époque troublée, fertile en assassinats et règlements de comptes.

2/ Justifier la politique permanente du gouvernement à l'encontre des immigrés espagnols, politique de répression au service de "l'amitiéfranquiste", pièce de l'échiquier atlantiste...»

En invoquant le contexte politique de 1953, *Le Patriote* tente la manœuvre inverse de celle employée par la police française : détourner l'attention de ses lecteurs des crimes commis en 1944. La police

française, en lançant cette enquête, savait que les auteurs du meurtre de Dora Peck n'étaient pas à rechercher en France. Aucun des anciens guérilleros interpellés n'avait de lien avec l'affaire du col de Tosas, ni avec celle du braquage de Quillan. Mais cette enquête se situe effectivement dans un contexte où la normalisation des relations entre la Quatrième république française et l'État franquiste se fait au détriment des réfugiés espagnols.

On peut en effet supposer, à l'instar du *Patriote du Sud-Ouest*, que les motivations de la police française à faire ressurgir une affaire mettant en scène des réfugiés espagnols répondent à des exigences de politique extérieure.

France et Espagne

Depuis la Libération, les relations entre la France et l'Espagne sont basées sur deux pivots antagoniques qui vont évoluer en fonction des pressions intérieures et du contexte extérieur. Le premier pivot, celui de la politique intérieure, concerne les relations de l'État français avec la colonie espagnole en France, et plus particulièrement avec les réfugiés espagnols.

En 1939, face à l'afflux massif de réfugiés, le gouvernement issu du Front populaire aurait pu manifester une affinité idéologique envers les antifascistes espagnols. Le radical Édouard Daladier étant devenu président du Conseil le 10 avril 1938, ce fut loin d'être le cas¹⁴, et l'ensemble des moyens mis en œuvre pour accueillir les réfugiés avait pour finalité de ne les regrouper que le temps de les renvoyer en Espagne ou vers d'autres pays susceptibles de les accueillir. Les autorités n'hésitèrent pas pour cela à utiliser la force et la tromperie, allant jusqu'à laisser accéder des représentants du régime franquiste

14. Les décrets-lois des 2 mai et 12 novembre 1938 visent dans l'exposé de leurs motifs les «indésirables», auxquels furent assimilés les réfugiés espagnols de 1939. Sur cette notion, voir Emmanuel Blanchard, Les «indésirables», passé et présent d'une catégorie d'action publique, in GISTI, *Figures de l'étranger. Quelles représentations pour quelles politiques*, 2013, HAL 00826717, p.16 à 26.

aux camps de concentration¹⁵. Le gouvernement du Front populaire avait reconnu dès février 1939 le régime franquiste, et lui avait envoyé comme ministre plénipotentiaire le maréchal Pétain, et les relations avec le gouvernement de Vichy furent cordiales en raison de leur proximité idéologique. Ce dernier extrada vers l'Espagne des réfugiés tels Lluís Companys et Joan Peiró (qui y furent exécutés) et réprima leurs activités. Mais la situation économique causée par la défaite l'amena à infléchir cette politique. Le régime de Vichy dut faire face à un besoin impérieux de main-d'œuvre alors qu'un million et demi de prisonniers de guerre français étaient retenus en Allemagne. Le nouvel « État français », pourtant allié idéologique du régime franquiste, va se trouver contraint de puiser dans les effectifs de réfugiés espagnols pour compenser le déficit de main d'œuvre. Ils sont extraits des camps de concentration pour être enrôlés au sein des Groupements de travailleurs étrangers (GTE) ou employés en fonction de leurs compétences. D'autres seront mis à la disposition de l'organisation Todt et employés à la construction du mur de l'Atlantique, ou envoyés en Allemagne par le Service du travail obligatoire (STO) et contraints de travailler pour les besoins de l'Axe.

Pour d'autres réfugiés encore, ç'aura été un ultimatum qui consistera entre choisir un enrôlement dans la Légion étrangère ou un renvoi en Espagne. Réciproquement, l'Espagne emprisonna dans un premier temps les Français qui passaient par son territoire pour rejoindre la France libre. Ces bonnes relations ne durèrent malgré cela qu'un temps, notamment parce que le régime de Vichy ne pouvait accepter les revendications territoriales de l'Espagne en Afrique, notamment sur le Maroc et l'Oranais – revendications que le débarquement allié en Afrique du nord rendit illusoire. Celui-ci conduisit d'ailleurs Franco à infléchir sa politique : sous la pression des États-Unis, il accepta l'ouverture en mars 1943 d'un bureau officieux de représentation du Commandement en chef civil et militaire d'Alger¹⁶ animé par des transfuges de l'ambassade de France à Madrid, qui

15. Témoignage de José Sanchez sur son internement à Grenoble en 1939 recueilli par les auteurs.

16. Mis en place par le général Giraud fin 1942 après l'assassinat à Alger de l'amiral Darlan.

organisèrent le passage vers l'Afrique du nord ou l'Angleterre de milliers de Français désireux de rejoindre le combat contre l'Allemagne nazie. Le gouvernement espagnol établira des relations commerciales avec le Comité français de libération nationale en mars 1944.

C'est dans ce contexte que des réfugiés espagnols se sont engagés en nombre dans la Résistance. Certains, comme Henri Melich et son père, intégreront des réseaux d'évasion, alors que d'autres choisiront la lutte armée en rejoignant les maquis français ou en constituant des maquis espagnols. Mais c'est au cours des combats de la Libération que les antifascistes espagnols vont s'illustrer de façon plus visible.

En récompense de cet engagement, le Gouvernement provisoire de la république française, présidé par le général de Gaulle, octroie aux Espagnols, par le décret du 15 mars 1945, le statut de réfugiés. Cette reconnaissance leur permet de bénéficier des dispositions de la convention de Genève du 28 octobre 1933. Ce statut ne fut donc accordé aux Espagnols qu'en vertu des services qu'ils avaient rendus, contrairement aux Arméniens, aux Russes ou aux Assyro-Chaldéens, qui l'avaient obtenu avant la Seconde Guerre mondiale en raison des persécutions qu'ils avaient subies.

Le second pivot de la politique française envers l'Espagne concerne les relations bilatérales avec le régime franquiste¹⁷, qui vont évoluer fortement pour des raisons de politique intérieure et extérieure.

Après la Libération, la reconnaissance mutuelle des gouvernements français et espagnol à l'automne de 1944 n'empêche pas une dégradation de ces relations, au point d'en arriver à une hostilité mutuelle où deux visions idéologiques s'opposent. La France est considérée par le régime franquiste comme libérale et démocratique, valeurs qu'exècre la dictature. Le statut de réfugiés qu'accorde le GPRF aux anciens « indésirables » résonne autant comme une reconnaissance de leur participation à la libération de la France que comme une condamnation du franquisme. Du côté français, le régime franquiste est logiquement assimilé à l'Axe, dont le soutien militaire a

17. Pour approfondir voir Anne Dulphy, *La politique espagnole de la France (1945-1955) in Vingtième Siècle*, 2000/4, (n°68), p. 29-42.

permis l'arrivée au pouvoir du général Franco. La neutralité espagnole au cours de la Seconde Guerre mondiale n'était qu'apparente, l'Espagne fournissant des bases aux sous-marins allemands et ravitaillant l'Allemagne nazie en matières premières.

Dernier avatar des régimes fascistes, l'Espagne va dans un premier temps être mise au ban des nations. Elle est d'ailleurs condamnée, avec le soutien de la France, par la nouvelle Organisation des Nations Unies (ONU), dont la charte refuse l'adhésion des États «dont les régimes ont été installés avec l'aide des forces militaires de pays qui ont lutté contre les Nations Unies tant que ces régimes sont au pouvoir». Cette interdiction est complétée le 12 décembre 1945, lors de la conférence de Potsdam, par une invitation de la France aux États membres à rompre leurs relations avec Madrid.

Le climat de tension avec la France connaîtra son paroxysme le 27 février 1946, avec la fermeture, doublée de mesures d'embargo, de la frontière franco-espagnole¹⁸. Cette crise, perçue comme une provocation du régime franquiste, a fait suite à l'exécution de dix¹⁹ guérilleros espagnols, parmi lesquels figurait Cristino García Granda, un héros de la résistance française. Ces mesures ne connaîtront pas l'effet escompté. Au contraire, elles révéleront l'isolement de la France sur la question espagnole, au sein du bloc atlantique, qui s'engage alors dans la guerre froide et verra bientôt en Franco un allié sûr contre le bloc soviétique. Le régime franquiste a su anticiper la chute de ses anciens alliés en démontrant aux alliés anglo-américains ses bonnes dispositions. Les États-Unis y ont rapidement pressenti l'allié stratégique qu'il allait devenir. Les entreprises étatsuniennes et britanniques ont profité de l'embargo français pour améliorer leur pénétration dans la péninsule ibérique. Le 3 mars 1946, une déclaration tripartite est signée par la France, l'Angleterre et les États-Unis, invitant au «retrait pacifique de Franco». Cette déclaration de prin-

18. La France avait annoncé la fermeture pour le 1^{er} mars, l'Espagne prit les devants. Voir Anne Dulphy, *La politique de la France à l'égard de l'Espagne franquiste 1945-1949 in Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1988, n°35-1, p.123-140.

19. Le nombre de guérilleros exécutés varie selon les sources. Anne Dulphy évoque 14 exécutés dans l'article cité plus haut. La biographie de Cristino Garcia dans le Dictionnaire Maitron en évoque 12. <https://maitron.fr/spip.php?article50437>

cipe marque un soutien indirect à la dictature en excluant toute action militaire ou subversive visant à renverser son régime.

Cet isolement des adversaires du franquisme sera renforcé au niveau intérieur par l'affaiblissement des socialistes et le départ des communistes du gouvernement en 1947. Au contraire, un tournant sera amorcé dans les relations bilatérales sous l'influence grandissante des chrétiens-démocrates du MRP favorables à une reprise des relations avec le régime franquiste. De fait, seule l'économie française s'est trouvée impactée par les mesures de mars 1946, ce qui fournira un argument de poids aux partisans d'un retour à des relations normalisées avec l'Espagne pour justifier la fin des sanctions. Elles seront levées en 1948.

Le gouvernement franquiste est hostile à la France. Il la voit comme un pays dirigé par la gauche et dont la proximité géographique peut en faire une base arrière pour les groupes de résistants. Paradoxalement, si l'Espagne sort de la guerre fortement affaiblie et isolée, elle va utiliser les ambiguïtés des positions françaises comme un levier. Du côté français, et certainement sous l'influence des États-Unis, c'est le prétexte de la lutte contre le communisme qui va aussi fournir matière à un rapprochement avec l'État espagnol. Par un renversement de situation, ce sera la présence des réfugiés espagnols sur son territoire qui permettra à la France de s'attirer les bonnes grâces du dictateur grâce à une étroite collaboration policière entre les deux pays. Ayant à cœur de normaliser leurs relations avec l'Espagne, les gouvernements successifs vont faire des concessions au gouvernement espagnol et satisfaire ses exigences concernant les réfugiés. Faute de les interner ou de les expulser, elle va les soumettre à une surveillance étroite et mettre un terme à leurs actions subversives.

Les premiers à en souffrir sont les anarchistes. Le 24 août 1948, la police française perquisitionne le Mas Tartas, la base arrière de la résistance. La bâtisse est située dans la vallée d'Osseja et abrite les résistants à l'aller ou au retour d'Espagne. Ses occupants sont arrêtés, et les bâtiments rendus inutilisables.

Le 7 septembre 1950, ce sera au tour des communistes espagnols. Une vaste opération policière, nommée Boléro-Paprika, est lancée à leur rencontre sur l'ensemble du territoire français. Elle ne vise pas

seulement les Espagnols, mais aussi d'autres communistes étrangers originaires des pays de l'Est et concerne 397 personnes. L'opération Boléro vise les militants espagnols; certains, dont des dirigeants du PCE (comme Santiago Carrillo, Enrique Lister ou Vicente Uribe), parviendront à s'enfuir. Les autres, arrêtés sous l'inculpation de prétendues «intelligence avec un pays étranger» et «participation à la préparation d'un coup armé contre la France» sont placés en résidence surveillée en Algérie et en Corse lorsqu'ils bénéficient du statut de réfugiés, ou expulsés vers la République démocratique allemande (RDA) quand ce n'est pas le cas. L'essentiel était de les éloigner de l'Espagne. Le PCE est interdit, ainsi que ses satellites, dont l'amicale des guérilleros et ses publications²⁰.

En 1951, c'est le comité national de la CNT en exil qui subit la répression. Ses membres sont arrêtés sous le prétexte d'un braquage attribué à des Espagnols et qui a mal tourné, celui d'un fourgon postal, rue Duguesclin à Lyon le 18 janvier de la même année. En plus du Comité national, de nombreux militants cénétistes sont arrêtés et torturés. La police française affirme alors que le produit du braquage était destiné à remplir les caisses de la FAI. Cette affaire est utilisée comme prétexte à l'arrestation de près de 2 000 militants en France²¹, principalement dans la région lyonnaise; parmi eux, entre autres, José Peirats Valls, Francisco Sabaté Llopart, Daniel Pinos, et Ramon Vila Capdevilla, que nous avons rencontré dans l'affaire du col de Tosas.

Dès 1950, des directives avaient été données à l'administration française en vue de privilégier l'immigration économique et de réduire l'afflux de réfugiés politiques. Des commissions sont créées pour sélectionner les migrants espagnols en fonction des besoins de main-d'œuvre²¹.

20. Aurélie Denoyer, «L'opération Boléro-Paprika : origines et conséquences. Les réfugiés politiques espagnols : de l'expulsion à leur installation en RDA», in *Résonances françaises de la guerre d'Espagne*, éditions d'Albret, Nérac, 2011.

21. La vérité sur l'affaire de Lyon, tract de la fédération anarchiste et *La vérité*, organe de défense des travailleurs (Parti communiste internationaliste) n° 267 du 22 février 1951.

En 1952, le ministre des Affaires étrangères espagnol transmet à son homologue français un mémorandum daté du 24 novembre par lequel sont énoncés les points de contentieux relevés et qui exige l'interdiction de tous les agissements de nature à porter atteinte à la tranquillité et à la sécurité du territoire espagnol ainsi que la relégation des réfugiés espagnols au-delà d'une ligne définie par la Loire.

En septembre 1953, les États-Unis et l'Espagne signent un accord de coopération économique et militaire. Auparavant, en 1952, l'Espagne a intégré l'UNESCO, et sera admise en 1955 à l'ONU, la clause de 1946 interdisant son adhésion ayant été supprimée en 1950.

C'est dans ce contexte que se produit, au cours de l'été 1953, l'affaire du col de Tosas et l'enquête qui va aboutir à la réouverture d'un dossier que beaucoup croyaient clos.

¡Españoles!

Detrás de los Pirineos se traman
las traiciones y agresiones a
España.

Si Francia se pone contra
Franco..... ¡Nosotros iremos
contra Francia!

Espagnols ! De l'autre côté des Pyrénées, on fomenté des trahisons
et des agressions contre l'Espagne.

Si la France se dresse contre Franco... nous marcherons contre la France !
(papillon de 1945)

Les affaires de l'Aude

Afin de mieux cerner le contexte de la France de 1944, et plus spécifiquement celui de l'Aude et de la frontière espagnole, nous retournons au printemps 1944. À la suite du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, la France est intégralement occupée depuis novembre 1942. L'armée allemande a particulièrement renforcé le contrôle de la Méditerranée et de la frontière pyrénéenne.

À l'aube du 6 juin 1944, la plus gigantesque opération aéronavale de l'Histoire est lancée. Depuis l'Angleterre, 130 000 hommes transportés sur plusieurs milliers de barges de débarquement, appuyés par des milliers d'avions et soutenus par des centaines de navires de guerre vont prendre pied sur les plages normandes. Cette opération, baptisée « Overlord », va amorcer la fin de la domination allemande en Europe, déjà irrémédiablement affaiblie par l'avancée de l'Armée rouge.

Le 15 août 1944, un second débarquement a lieu sur les plages du sud-est de la France, l'opération Anvil/Dragoon. Son objectif est d'opérer la jonction avec les troupes débarquées en Normandie en passant par la vallée du Rhône. Cette manœuvre contraindra les forces allemandes, situées dans le sud-ouest de la France, à se replier vers le nord pour éviter un encerclement. Les objectifs sont atteints en avance, et, le 18 août 1944, la XIX^e armée allemande, qui occupe la zone méditerranéenne, suit l'ordre de regroupement et de repli donné par le Führer le 17 août. Un effectif de 59 000 hommes va devoir foncer vers l'Est le long du pourtour méditerranéen, et obliquer au plus vite vers la vallée du Rhône pour s'engager sur la route nationale 7 vers le nord.

C'est précisément ce repli qui a été prévu et qu'attendent depuis de nombreuses semaines les maquis. C'est par la BBC qu'ils reçoivent l'ordre de ralentir, en le harcelant, le mouvement de repli de l'armée allemande. Les consignes du commandement allié préconisent d'éviter tout affrontement direct et de privilégier les actions de guérilla. Afin de faciliter le travail des maquis, les principaux axes routiers de la zone littorale sont bombardés, ce qui oblige la XIX^e armée alle-

mande à emprunter des itinéraires intérieurs, terrain de prédilection des groupes de guérilla.

La situation géographique de l'Aude va la placer au cœur du dispositif. Depuis plusieurs mois, des maquis se sont constitués dans différentes zones du département. Ils se répartissent en fonction des affinités politiques et géographiques, mais aussi en fonction des tactiques choisies. Parmi les principaux figurent le Corps franc de la Montagne noire, le maquis de Picaussel, celui d'Aunat, et celui de Jean Robert-Faïta à Salvezines.

Dès le printemps 1944, ils sont approvisionnés en armes par les Alliés et se montrent de plus en plus actifs. Afin de coordonner ce processus, le 11 août 1944, un détachement de commandos américains, l'US Peg Group, est parachuté dans la haute vallée de l'Aude. S'il devait initialement rejoindre le maquis de Picaussel, un problème de navigation le fait atterrir tout près du maquis Jean Robert, avec qui il choisit de rester. Leur mission commune est de gêner le repli des forces allemandes en coupant la route nationale 117 et les principaux axes de communication de la région de Carcassonne.

Le 13 août 1944, un accrochage a lieu avec les troupes allemandes au col de la Bataille.

Le 17 août, les villes d'Axat et de Quillan sont libérées, tandis qu'un groupe du maquis Jean Robert conduit par des éléments de l'US Peg Group est accroché par une colonne allemande dans les gorges d'Alet.

Le 20 août, les troupes allemandes abandonnent Carcassonne après avoir exécuté des otages et des prisonniers. Entre le 21 et le 23 août, les maquis vont progresser vers Carcassonne, libérant au fur et à mesure de leur progression Narbonne, Lézignan et Limoux, pour finir par converger le 24 août 1944. Ils seront ensuite regroupés et réorganisés pour assurer des missions de sécurité avant d'être intégrés au 81^e Régiment d'infanterie et envoyés combattre dans le nord-est de la France, car priorité est donnée à la libération du pays. Une des conséquences de ce redéploiement va être de créer un vide dans les régions frontalières avec l'Espagne. Le régime franquiste ne constitue pas alors un danger immédiat pour la sécurité française, l'armée espagnole n'étant de toute façon pas en mesure de mener une guerre

contre les Alliés. Le GPRF n'est pas encore capable d'assurer le contrôle de l'intégralité du territoire national. La surveillance de la frontière franco-espagnole était théoriquement assurée par des unités de FFI, mais celles-ci, faute d'effectifs suffisants, ne purent en assurer seules la sécurité.

L'emprise des unités de guérilleros sur certains territoires est telle que des gendarmes des brigades rurales se rendaient quotidiennement auprès des états-majors guérilleros pour «prendre leurs ordres». Cette anecdote nous a été rapportée par Celso Amieva²², sous-officier à la Quinta Brigada de l'Aude

C'est cette situation particulière que vont mettre à profit les unités de guérilleros pour utiliser les Pyrénées comme base arrière de l'opération *Reconquista de España*.

Contrairement à d'autres départements comme l'Ariège, la Quinta Brigada de guérilleros, pourtant constituée dès 1942, n'a pas joué de rôle en tant que telle dans les combats de libération de l'Aude. Il n'est pas question ici de minimiser l'apport des guérilleros de la Quinta Brigada et celui d'autres Espagnols à la résistance audoise. Plusieurs fois affaiblis par la répression, mal armés, les guérilleros audois étaient à ce moment-là disséminés au sein d'autres maquis, où ils se sont pour la plupart particulièrement illustrés. L'essentiel de la brigade constituée était allé porter secours à sa brigade sœur, la Tercera Brigada, en difficulté lors des combats de Rimont et Castelnau Durban en Ariège²³.

Une fois les combats de libération terminés, le XIV^e corps se réorganise et redéploie ses principaux cadres en vue de la préparation de l'opération *Reconquista de España*. Le commandante Vicente²⁴, arrivé

22. Celso Amieva, de son vrai nom, José María Álvarez Posadas. In *Asturianos en el destierro (Francia)*, ed. Ebro.

23. <http://www.ajpn.org/1944.html>.

24. Pseudonyme de Juan Ramon Delicado Gonzalez, né le 27 octobre 1910. Membre du PCE, il passe en Espagne en octobre 1944 et réorganise les maquis du Levant espagnol. Il est exécuté sur ordre du commandement de l'*Agrupación Guerrillera de Levante* le 17 novembre 1946 sous le prétexte de trahison. Voir *Guérilla antifranquiste du Levant Crimes...*, *op. cit.*

dans l'Aude depuis l'Hérault en avril 1944²⁵, dirige alors la Brigade, et organise le recrutement de nouveaux guérilleros et leur passage en Espagne. Le commandant José Diaz, arrivé de l'Ariège où il était détenu à la prison de Foix, lui succède à une date qu'il ne nous a pas été possible de fixer avec certitude. Ivan Delicado²⁶ situe cette passation immédiatement après l'arrivée de José Diaz en août 1944, mais cette hypothèse est infirmée par les procès-verbaux d'interrogatoires de deux guérilleros, Juan Castell Carceller et José Lopez Peña²⁷, capturés par la Guardia civil alors qu'ils tentaient de repasser la frontière après l'échec de leur mission. Selon ces comptes rendus, le commandant Vicente était encore le chef de la Quinta Brigada de l'Aude au moins jusqu'au 22 septembre 1944.

Partout dans le département, l'UNE avait organisé des meetings pour inciter les Espagnols à rejoindre le XIV^e corps de guérilleros. La Libération a fait naître, chez nombre d'entre eux, l'espoir d'une intervention alliée contre le régime franquiste. Malgré leur méfiance à l'égard du PCE qui dirige l'UNE, de nombreux Espagnols, même parmi les antistaliniens, vont se laisser convaincre.

Les guérilleros n'hésiteront pas à user de menaces, d'intimidations, ou de fausses promesses pour contraindre des individus isolés ou des groupes à s'enrôler. Différents témoignages, que l'on peut trouver dans les procès-verbaux d'interrogatoires de guérilleros capturés en Espagne, font clairement mention des pratiques de coercition employées par la UNE²⁸. Ainsi, les 6 Groupements de travailleurs étrangers de l'Aude – composés majoritairement d'Espagnols – furent autoritairement incorporés à la Quinta Brigada afin d'en grossir rapidement les effectifs.

La Quinta Brigada s'installa essentiellement dans la haute vallée de l'Aude, occupant différents sites aux alentours de Quillan. L'épi-

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

27. Dossier Causa ordinaria numero 33.010 instruido contra Manuel Gallardo Martinez, Juan Cs Carceller, José Lopez Peña, Vicente Bernal Casanova, Lluís Buxeda Salo, Valentín Buñol Abella delitos contra la ley de seguridad del estado y Rebelion militar.

28. Voir *Les dossiers noirs d'une certaine résistance*, *op. cit.*, le dossier ci-dessus et, plus loin, l'affaire de Monfort-sur-Boulzane.

centre de ce dispositif était la colonie de vacances de Camurac, qui offrait les équipements nécessaires à l'hébergement des combattants et se situait idéalement à proximité de la frontière espagnole et de l'Ariège. Le commandement de la Brigade, lorsqu'il résidait à Camurac, s'était installé dans la villa de l'ancien consul de France à Trébizonde, Alfred Grolle. Le commandement s'était naturellement doté d'un commissariat politique, dont la direction avait été confiée au lieutenant Félix Collado.

Maruja Abriol
Enrique Georgacopulos Teja
Luis García Martínez

Camurac - Forêt de Picaussel - 21 septembre 1944

Reprenons le récit d'Henri Melich. À son arrivée à Camurac, il retrouve plusieurs amis, dont Ramon Mialet Guiteras. Quelques jours plus tard, à une date que l'on peut situer vers le 20 ou le 21 septembre²⁹, Henri aperçoit des personnes retenues prisonnières dans la colonie de Camurac :

« Je me souviens être sorti du bureau du commandant Mateo et d'être passé par la cour de la colonie. Arrivé au niveau du transformateur qui se trouvait juste à côté de la grille d'entrée, j'ai aperçu quelque chose d'inhabituel. Un couple était retenu prisonnier dans le petit bâtiment du transformateur sous la surveillance de deux gardes. Je me souviens distinctement d'un homme d'une trentaine d'années qui me fit l'impression d'une personne instruite et une femme sensiblement plus jeune de petite taille et très belle. La porte était entrouverte, mais je n'ai pas vu l'intérieur du transformateur. Tout en observant la scène, j'ai croisé le regard de cet homme. Je ne saurais décrire ce que j'ai ressenti ; il me regardait avec une sorte d'interrogation.

C'est alors que j'ai croisé de nouveau Ramon Mialet à qui j'ai demandé s'il était au courant des raisons de l'arrestation de ce couple. Ramon m'a répondu que sans en être sûr, il pourrait s'agir d'espions de Franco car il avait entendu parler d'"agents de Franco". Il a même ajouté que le chef des transports de la brigade avait lui aussi été arrêté. Ce n'est que bien plus tard que j'ai appris qu'il s'agissait de Luis García, que je ne me souviens pas avoir croisé. »

29. Une chronologie indicative a pu être reconstituée à partir des comptes rendus d'interrogatoires de Lluís Buxeda Salo, qui a participé à l'opération en Espagne aux mêmes dates qu'Henri Melich. Voir sa biographie en annexe.

Ce n'est que bien des années après qu'Henri Melich put faire le lien entre ces prisonniers et le meurtre d'Enrique Georgacopulos, Maruja Abriol et Luis García.

Le docteur Enrique Georgacopulos Teja³⁰ avait entamé des études médicales et une brillante carrière sportive universitaire, ce qui le désigna en 1943 pour devenir le médecin de la Brigade. De Maruja Abriol, nous savons peu de choses, si ce n'est que c'était une très belle jeune femme, disposant d'une petite fortune³¹. Enrique Georgacopulos et Maruja Abriol s'étaient connus sous l'Occupation dans la région niçoise avant de venir s'installer dans l'Aude vers 1943, accompagnés de la sœur de Maruja et de son époux Luis Pallares Martinez. Pour des raisons inconnues, la sœur de Maruja et son époux étaient repartis dans la région niçoise.

Ils avaient dès lors séjourné dans différents lieux de la haute vallée, Quillan, Mérial et enfin Montfort-sur-Boulzane. Jusqu'à la fin du mois d'août 1944, tous deux s'occupaient d'une antenne de secours de la Quinta Brigada installée dans la villa Béthanie de Rennes-le-Château³², avant de la transférer, sur ordre du commandement, à la colonie de Camurac.

Luis García Martinez avait la charge de l'organisation logistique, des transports et de l'atelier mécanique de la Brigade qu'il avait rejointe peu après la Libération. C'est parce qu'il aurait été propriétaire d'au moins deux véhicules qu'il avait mis à disposition de la Brigade qu'il aurait été nommé à ce poste³³. Originaire de San Sebastian, Luis García était membre de la CNT. Il résidait auparavant à Carcassonne, au 1 rue Francisco Ferrer. Il vivait en France de la location de ses deux voitures. Il avait intégré la Quinta Brigada alors qu'il venait de se brouiller avec son épouse, qui avait choisi de rentrer à Barcelone.

30. Henri Pacaut, Les 13 crimes des «Guérilleros», *Détective* n° 385, 16 novembre 1953. Voir la biographie d'Enrique Georgacopulos Teja en annexe.

31. Voir ci-dessous le témoignage de Raymonde Rousset ; également celui de Conchita Modol in *Détective* n° 385.

32. Revue *Pégase* n° 16, juillet-septembre 2006.

33. Témoignage d'Henri Melich.

Le jeune couple réside dans le village de Camurac, dans un modeste deux-pièces réquisitionné par la Brigade chez M^{me} Conchita Modol. Tous deux se sont liés d'amitié avec Luis García, qui leur rend régulièrement visite.

Il semblerait que Luis García et Enrique Georgacopulos se soient précédemment attiré la méfiance du lieutenant Félix Collado, le commissaire politique de la Brigade et représentant de la UNE.

Les deux hommes auraient à plusieurs reprises émis des réserves ou des critiques concernant la UNE, ce qui faisait d'eux, malgré leurs responsabilités, des éléments suspects. Amis, ils se rencontraient fréquemment dans le petit appartement. Cette attitude serait apparue suspecte au commandement de la Brigade qui prit la décision de les faire surveiller. Cette tâche fut confiée à un infirmier, Ramon Soley, qui reçut pour mission de gagner leur confiance afin de percer leurs projets. Cette tactique fut efficace, puisque l'infirmier gagna leur sympathie au point d'être mis dans la confiance : le trio projetait de désertier la formation pour rejoindre Nice, lui proposant même de l'associer à leur fuite.

Ramon Soley avertit le commandant de la Brigade. Ce dernier, appuyé par le capitaine Madriles³⁴, prend la décision de les faire arrêter. Pour ce faire, ils ont recours à un stratagème. C'est d'abord El Chato (Juan Fernandez) qui, sur les ordres de Diaz, serait allé chercher Luis García, qui est alors en compagnie d'Enrique Georgacopulos et de Maruja Abriol.

« Vers 20h00³⁵, on frappe à la porte : "El Chato" venait chercher Garcia, sous le prétexte d'effectuer une réparation au garage. À 21 heures, on frappa de nouveau. Soley mandait le docteur pour soigner des malades.

34. Madriles était un surnom courant, qui faisait référence à une origine madrilène. Le capitaine Madriles serait décédé en Espagne après y avoir été fait prisonnier. Cette information n'a néanmoins pas pu être vérifiée, son véritable nom n'ayant pas été retrouvé. Ce capitaine Madriles n'a rien à voir avec le commandante Madriles, de son vrai nom Pedro Abascal Bercoral, un autre guérillero qui s'est illustré lors de la libération de Foix.

35. Cet horaire fut certainement fourni par la police au journaliste à titre indicatif. Les divergences sur des détails sont importantes d'un témoin à l'autre (Henri Melich ou Josefina Delicado).

“Ça me paraît bizarre, s’écria Maruja. Je ne te quitte pas : je vais avec toi!”³⁶ » Nous découvrons ici qu’il ne semble pas avoir été prévu d’arrêter Maruja Abriol, d’autant plus surprenant que, ne voyant pas les deux hommes revenir, elle aurait pu donner l’alerte.

Second événement imprévu : Josefina Delicado, l’épouse du commandante Vicente, en promenant son fils Ivan, passe devant le transformateur où sont détenus les prisonniers. Maruja, avec qui elle s’est précédemment liée d’amitié, en profite pour l’interpeller et lui demander l’intercession de son époux.

«*Juan [Juan Ramon Delicado, père d’Ivan Delicado] s’absentait souvent de Camurac... Une fois, alors qu’il était parti depuis plusieurs jours, il appela Fifi [sobriquet de son épouse Josefina] et lui promit de venir la voir le soir même. En fin d’après-midi, ma mère, poussant mon landau, se promenait dans le cantonnement en guettant son arrivée. Tout à coup, elle entendit un appel qui venait de la lucarne d’un petit local gardé par une sentinelle. Surprise, elle s’approcha, et aperçut Maruja ; aussitôt, elle lui demanda : “Mais que faites-vous là-dedans ?” La jeune femme, qui était en compagnie de deux hommes, lui répondit, visiblement affolée : “Nous sommes emprisonnés, ils disent que nous sommes des traîtres et qu’ils vont nous juger. Nous avons froid et n’avons rien à manger. S’il vous plaît, quand vous verrez votre mari, dites-lui que nous voudrions le voir d’urgence.”... Quand mon père fut informé de cette situation, il se rendit à la prison improvisée. Après avoir parlé avec les détenus, il leur fit apporter de la nourriture, un brasero et des couvertures. Ensuite, il alla trouver José Diaz, le nouveau chef de la brigade, pour lui demander des explications. Celui-ci affirma que l’ordre venait du haut commandement, lequel devait lui fournir d’autres consignes à ce sujet. Juan s’efforça de rassurer Fifi en lui promettant de passer au quartier général afin d’en savoir plus sur cette affaire. Voyant que ma mère s’inquiétait du sort réservé à ses protégés, il lui donna ce conseil : “Fifi, si tu veux aider les gens, ne montre pas tes sentiments, il y a autour de nous des personnes intolérantes et malfaisantes”³⁷. »*

36. *Déetective*, op.cit.

37. *Guérilla antifranquiste du Levant*, op. cit., p. 50 et 51.

Un peu plus tard dans la soirée, une réunion fut convoquée par le comandante Diaz afin de déterminer le sort qui serait réservé aux trois prisonniers. À cette réunion assistaient le lieutenant Félix Collado, El Chato, le capitaine Madriles, l'infirmier Ramon Soley et le comandante Vicente³⁸. Sur la participation de ce dernier, nous divergeons de l'interprétation donnée par Ivan Delicado et les deux autres co-auteurs de l'ouvrage *Guérilla antifranquiste du Levant - Crimes et falsifications*. En effet, rien n'exclut sa présence : il avait commandé la Brigade et s'était intéressé au sort des 3 prisonniers à la suite de l'intercession de son épouse. Il aurait été difficile de prendre une décision concernant ces trois personnes sans l'en informer compte tenu de ses relations avec le quartier général. Rien ne permet en revanche d'affirmer qu'il ait été partisan de l'exécution des trois prisonniers, ni d'ailleurs que des informations mensongères ne lui aient pas été données.

À l'issue de cette réunion, le sort des trois prisonniers était scellé. Vers minuit, sur ordre du comandante Diaz, ils furent embarqués dans un camion conduit par un des chauffeurs de la Brigade, Miguel Diaz. Dans la cabine avant, Maruja Abriol avait été placée entre ce dernier et le capitaine Madriles. À l'arrière sur le plateau se tenaient sur la droite Luis García sous la garde du lieutenant Felix Collado et à gauche Enrique Georgacopulos sous celle d'El Chato. Le camion partit pour la forêt de Picaussel à une quinzaine de kilomètres de Camurac.

Là, en un lieu inconnu, le lieutenant Collado ordonne à Luis García de descendre et l'abat d'une rafale avant qu'il n'ait le temps de poser un pied à terre. Le docteur Georgacopulos réagit aussitôt et saute par-dessus la ridelle du camion avant de s'enfuir en direction de la forêt. Il n'a pas le temps de se mettre à couvert qu'il est blessé à son tour par au moins une balle. Il n'en poursuit pas moins sa fuite dans la forêt, qui lui offre un refuge temporaire. À peine a-t-il le temps de ligaturer sa blessure à la jambe qu'il est rattrapé par El Chato. Celui-ci a réussi à repérer sa chemise blanche dans l'obscurité et lui tire sans hésiter une balle dans le crâne qui le tue instantanément.

38. *Ibid.*, p. 85 à 90.

Maruja Abriol a connu le même sort que les deux hommes. Avant que El Chato n'ait eu le temps d'assassiner son compagnon, le capitaine Madriles l'a abattue d'une rafale de mitraillette.

Curieusement, leurs assassins ont laissé les trois corps sur les lieux du crime sans prendre la peine de les dissimuler. Une autre équipe y serait retournée par la suite. Sur ce point, une question demeure en suspens. Dans les autres affaires, le groupe d'El Chato s'est systématiquement chargé de dissimuler les corps. Les assassinats se sont toujours déroulés dans des lieux discrets, et suffisamment éloignés de témoins potentiels. Il est alors surprenant que les corps n'aient pas été immédiatement enterrés, et encore plus que ce ne soient pas les principaux protagonistes qui aient été chargés de leur inhumation.

Cette version donnée par l'un d'entre eux est donc certainement inexacte. Les circonstances du meurtre établies, il n'avait pas vraiment d'intérêt à dissimuler le lieu de sépulture, à moins qu'il n'ait cherché à dissimuler d'autres faits. Beaucoup d'éléments dans cette affaire n'ont pu être établis par l'enquête de police, ni par les investigations des journalistes. Aucune date précise, aucun lieu de sépulture et aucun mobile cohérent. C'est grâce au témoignage d'Henri Melich et aux recoupements qu'il nous a été possible de faire que nous avons pu fixer la date de ces assassinats, distante d'un mois de celle fournie par les accusés. Pour ces derniers, les faits se seraient déroulés en octobre, date amplement contredite par le témoignage d'Henry Melich et de la veuve de Juan Delicado. Simple distorsion de mémoire ou volonté délibérée d'égarer les enquêteurs ?

Dès le lendemain matin, un groupe composé d'El Chato, du capitaine Madriles et du commandante Vicente³⁹ sont allés perquisitionner le modeste deux-pièces qu'occupait le couple :

« Ils ont fouillé partout, nous a raconté la logeuse. Ils ont fait main basse sur tout ce qu'ils ont pu emporter : trente mille francs, des pièces d'or et des bijoux.

– Nous avons tout donné à notre commandant Diaz, a protesté El Chato.

39. *Ibid.* Sur la participation de ce dernier, voir notre commentaire précédent.

Tout, sauf le chronomètre de García, que Madriles avait arraché au poignet de la victime⁴⁰.»

Le motif crapuleux des crimes, comme nous le mettrons en évidence dans les autres affaires, n'est pas à exclure. Dans le cas de ce premier triple meurtre, au moins une des victimes, Luis García, a été dépouillée de son chronomètre en or, mais aussi de son pantalon. Ses effets furent par la suite vus en possession d'un autre guérillero impliqué dans les autres meurtres, Jacinto CR⁴¹. Dès lors, on peut raisonnablement supposer que les deux autres corps furent à leur tour dépossédés de leurs effets.

Une autre hypothèse nous a été fournie par Ivan Delicado. Sa mère lui avait rapporté que le comandante Vicente, alors que Maruja était séquestrée, lui aurait dit qu'il subodorait un «lio de faldas» (une affaire de jupons)... Maruja était réputée être une belle femme, ce qui, dans un milieu presque exclusivement masculin, avait certainement pu attirer des convoitises⁴².

En 1945, Carmen Capilla, l'épouse de Luis García, apprit à Barcelone son assassinat. Elle choisit de revenir en France pour en savoir plus sur les raisons ce meurtre.

«Je voulais savoir à tout prix, nous a-t-elle raconté à l'enclos Saint-Joseph à Carcassonne où elle est maintenant garde-malade. Je voulais que l'on me dise si Luis s'était conduit en lâche et si l'on avait eu des raisons de le supprimer. Personne n'a voulu parler. Un jour, on m'a conduite à Toulouse. Où? Je ne saurais vous le dire. Je me suis retrouvée dans une belle villa en face de deux hommes bien habillés, couverts de bijoux. On m'a dit que c'était les grands chefs.

Je leur ai demandé ce qu'était devenu mon mari. Ils m'ont répondu :

Si vous ne voulez pas d'histoires, il vaut mieux que vous n'essayiez pas de le savoir⁴³.»

40. *Déetective, op. cit.*

41. Témoignage de Flora Gonzalez recueilli par Henri Melich.

42. Entretien avec Ivan Delicado chez Henri Melich à Fosse le 2 janvier 2002.

43. *Déetective, op. cit.*

Malgré l'enquête de police, il ne fut jamais possible de retrouver les corps des trois victimes. En attribuant les trois exécutions à des personnes réfugiées à l'étranger ou portées disparues, comme le capitaine Madriles, les accusés purent prétendre ignorer où les corps avaient été transportés.

David Wingeate Pike, dans son ouvrage sur le Parti communiste espagnol⁴⁴, précise que les 3 corps furent retrouvés par un pêcheur. Mais cette affirmation ne put malheureusement jamais être vérifiée.

Un épilogue ?

Le jeune abbé Bérenger Saunière arrive à Rennes-le-Château en 1885. En 1891, lors des travaux de restauration de l'église du village, il aurait fait la découverte d'un trésor. C'est, d'après la légende, l'origine de sa soudaine fortune et des travaux dispendieux qu'il entreprit. À sa mort en 1917, sa servante Marie Dénarnaud, propriétaire légale des biens de l'abbé, aurait aussi hérité de son secret. Seule et âgée, elle signe en 1946 un contrat de viager avec Noël Corbu, qui deviendra à son tour propriétaire de la villa Béthanie.

En 1953, au décès de Marie Dénarnaud, Noël Corbu entre en possession de la propriété. Il la transforme en un hôtel qu'il baptise l'hôtel de la Tour. Rennes-le-Château ne connaissait pas alors sa renommée mondiale actuelle, et, pour attirer à son hôtel tous types de curieux et de chasseurs de trésors, Noël Corbu diffuse la légende du fabuleux trésor de l'abbé Saunière. Il est aidé en cela par André Salomon, un journaliste de *La Dépêche du Midi*, qui y publie trois articles⁴⁵. Noël Corbu croit certainement à cette affaire de trésor, dont le secret aurait dû lui être transmis par Marie Dénarnaud si sa mort soudaine

44. David Wingeate Pike, *Jours de gloire, jours de honte : le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1984.

45. Dans *La Dépêche du Midi*, les 12, 13 et 14 janvier 1956, intitulés : « La fabuleuse découverte du curé aux milliards. M. Noël Corbu connaît-il la cachette du trésor de l'abbé Saunière qui s'élève à 50 milliards ? »

ne l'en avait empêchée. Il se livre lui-même ou donne son accord à des fouilles clandestines sur le domaine.

C'est ainsi que, dans la nuit du samedi 31 mars 1956, le docteur André Malacan de Chalabre et ses amis, Jean Brunon, opticien, et René Descadeillas, conservateur de la bibliothèque municipale de Carcassonne et directeur de la Société des études scientifiques de l'Aude, ont sollicité le concours d'un radiesthésiste, M. Despeyronat.

Désignant un point particulier avec son pendule, M. Despeyronat y aurait détecté une cavité. Un périmètre fut dégagé, et à environ 1,50 m de profondeur, des dalles furent mises à jour. Rapidement, un crâne apparaît à fleur de terre, suivi de quelques ossements. Le groupe crut tout d'abord avoir exhumé un squelette très ancien. Mais, lorsque le chien de Noël Corbu vint flairer ces ossements, il s'aperçut que des lambeaux de chair y adhéraient encore. Noël Corbu téléphona à la gendarmerie de Couiza, et prévint le maire de Rennes-le-Château, Étienne Delmas. Dès le lendemain, un médecin légiste, le docteur Monnier, fut envoyé sur les lieux, et le travail d'exhumation fut poursuivi. Les restes retrouvés étaient ceux de trois adultes, âgés de 25 à 35 ans. La date de leur décès ne remontait pas à plus de douze ans, soit en 1944. Ils mesuraient respectivement 1m60, 1m65 et 1m70.

Il est précisé dans un des articles consacrés à cette découverte qu'aucune balle n'a été trouvée, mais que l'un des crânes est perforé. Un autre crâne portait encore des restes de moustache...

Cette description pourrait correspondre à celle des 3 disparus :

Enrique Georgacopulos mesurait 1 m 70 et devait avoir une trentaine d'années. Il fut assassiné d'une balle dans le crâne. Luis García, plus petit – environ 1 m 65 – portait une moustache, et devait avoir tout au plus 35 ans. Restait Maruja Abriol, que nous savons de petite taille et plus jeune qu'Enrique Georgacopulos.

Il est rapidement fait le lien entre cette affaire et la présence de guérilleros entre 1944 et 1945 dans l'ancienne villa de l'abbé Saunière. Des rumeurs commencent à courir, et des langues se délient :

« On comprend bien qu'il se passait des choses au repaire et les villageois disent ne pas savoir grand-chose. Cependant, il paraît que certains auraient entendu des bruits de mitraille. Faisant des suppositions, d'autres pensent que les cadavres aujourd'hui mis à jour ont pu être, au retour d'une

expédition punitive nocturne, ramenés pour être enfouis dans le charnier. D'autre part, les gens de Rennes-le-Château ne s'aperçurent pas d'absence dans les rangs des mystérieux ibériques.

Tous les habitués qu'on voyait quotidiennement étaient là, se rappelle-t-on, lorsqu'ils allèrent, au moment de leur départ, dire au revoir à la population locale. S'agit-il de cadavres de maquisards français, de collaborateurs, d'Espagnols suspectés d'avoir trahi leurs collègues? Seule l'identification des corps pourrait apporter une première réponse. Placés dans un cercueil cacheté par les scellés, les restes ont été inhumés dans le petit cimetière de Rennes-le-Château⁴⁶.»

Un article plus récent nous apprend qu'un médecin espagnol et son épouse seraient, dit-on, demeurés quelques mois, à l'été 1944, dans le domaine⁴⁷.

L'enquête de gendarmerie ne donna aucun résultat. Il serait tentant de faire le lien entre les deux affaires, ce que fit implicitement la presse de l'époque. De nombreux points convergent, comme les descriptions physiques, le fait que les victimes étaient en partie dénudées, ne portant ni pantalons ni chaussures, seulement des restants de chemises et de pulls⁴⁸.

Selon Henri Melich, seul le docteur Georgacopulos, accompagné de Maruja Abriol, officiait à la Quinta Brigada. Tous les éléments convergent, sauf un : il n'est jamais mentionné que l'un des trois squelettes pourrait être celui d'une femme.

Il demeure dans ce triple meurtre des incohérences qui en brouillent la compréhension. La première concerne le stratagème mis en œuvre pour arrêter les deux hommes. Il est possible que les protagonistes souhaitent écarter ou isoler Maruja Abriol. Étaient-ce Enrique Georgacopulos et Luis García les seules cibles? Une fois iso-

46. « Après la découverte des trois squelettes, l'enquête se poursuit à Rennes-le-Château », *Midi Libre*, 5 avril 1956.

47. « En 1956, la découverte macabre dans le parc de l'hôtel de la Tour », *Pégase*, n° 16 juillet-septembre 2006.

48. *Midi Libre*, *op. cit.*

lée, Maruja aurait pu être sensible à un chantage? Sa petite fortune était connue, tout comme les motivations crapuleuses des assassins.

Nous ne pouvons évidemment rien affirmer, et les différents protagonistes ont emporté leur secret avec eux. Cette dernière hypothèse n'aurait pas conduit les accusés vers une ordonnance de non-lieu, mais vers l'échafaud.

La seconde concerne le lieu de sépulture des trois victimes. Les responsabilités étaient établies. Peut-être aurait-il été difficile d'expliquer pourquoi ils avaient été ensevelis aussi loin du lieu du crime?

.

Ramon Mialet Guiteras «El Bisbe de Vic⁴⁹»
Ramon Fontarnau Presseguer «Ramon Folch»

La Borde del Jun, 22 septembre 1944

Peu de temps avant l'enrôlement d'Henri Melich à la Quinta Brigada, Ramon Mialet s'était lui aussi engagé, avec son beau-frère Ramon Fontarnau⁵⁰, alias Ramon Folch, à Formiguères⁵¹, d'où ils avaient rejoint Camurac.

Juste avant de s'enrôler, Ramon Mialet avait rendu visite à Sara Berenguer et Jésus Guillén pour leur annoncer ses projets. Ce fut avec étonnement qu'ils accueillirent cette nouvelle. L'engagement d'un militant anarchiste, formé et expérimenté tel que l'était Mialet, dans une organisation militaire dirigée de manière ouverte par le PCE les surprit fortement.

Pourtant, sa détermination était grande, et aucun argument ne parvint à l'en dissuader. Après l'avoir mis en garde, Sara et Jésus lui firent clairement part de leurs doutes sur son attitude.

«Je le mis pourtant en garde et lui fis même comprendre que je trouvais son attitude étrange, très étrange, et qu'il se mettait directement dans la gueule du loup... je tiens à signaler que ce compagnon courageux et très actif eut sous sa responsabilité, avant la guerre civile, dans la ville de Vich, la publication d'un hebdomadaire El Lalaurador (en réalité, El Sembrador)⁵².»

49. El Bisbe de Vich : l'évêque de Vich. La ville de Vich était un centre religieux important en Catalogne. Elle comprenait un grand nombre de couvents, monastères et séminaires. Voir la biographie de Ramon Mialet en annexe.

50. Entretiens avec la famille Mialet à Vic en 2008. Il ne nous a pas été permis d'établir la façon dont les deux beaux-frères avaient pu se retrouver. Ils avaient été internés dans des camps différents – Bram et le Vernet d'Ariège pour Ramon Mialet et Septfonds avant son départ pour les Acéries de Firminy pour Ramon Fontarnau. Voir la biographie de celui-ci en annexe.

51. Récit de Raymonde Rousset à Henri Melich en août 1945, confirmé par l'interrogatoire de Lluís Buxeda Salo.

52. Témoignage de Jésus Guillén in *Les dossiers noirs...*, op. cit., p. 151 confirmé par Sara Guillén au cours d'un entretien en février 2002.

C'est à Camurac que le retrouve Henri Melich vers le 14 septembre 1944 : « *À notre arrivée à Camurac, j'eus le plaisir de retrouver Ramon Mialet, qui m'accueillit à bras ouverts. Une grande amitié nous unissait, et nous n'avions pas eu la chance de nous apercevoir depuis 1942.*

« Tu sais qui est ici ? me dit-il, José Abdad, Lluís Buxeda. Il y a aussi Angel Ferrando de Quillan. Mais méfie-toi de lui : il ne joue pas franc-jeu. Il doit chercher une planque, et pour ça fayotte avec l'état-major⁵³. »

Après le 14 septembre, Henri Melich n'a revu Mialet qu'un seul autre jour, la veille de son départ pour l'Espagne. Alors qu'il est demandé à l'état-major, Henri Melich croise Ramon Mialet, qui se dirige, un article à la main, vers le journal mural de la Brigade. Le voyant arriver, celui-ci l'entraîna avec lui afin de lui demander discrètement de le rejoindre après le repas du midi à la sortie de Camurac, route de Comus. Il insista sur la nécessité de sa présence, car il devait l'entretenir « de choses urgentes... et graves ».

Une fois son entretien avec le comandante Mateo terminé, Henri Melich monta dans un camion qui devait l'emmener à la frontière espagnole, sans pouvoir revoir Ramon Mialet.

C'est le témoignage de Raymonde Rousset qui nous éclaire sur le déroulement des faits. À son retour d'Allemagne après la fin des combats, au mois d'août 1945, Henri Melich et son père allèrent lui rendre visite car selon la rumeur publique elle avait été témoin de la disparition de Ramon Mialet. Après l'avoir assurée que ses propos resteraient confidentiels, elle leur fit ce récit⁵⁴ :

« Un matin de 1944, je vis arriver les deux beaux-frères venant de Camurac. Nos retrouvailles furent brèves, car les deux hommes

53. Henri Melich, *À chacun son exil – Itinéraire d'un militant libertaire espagnol*, Acratie, 2014, p. 72.

54. Raymonde Rousset connaissait Ramon Mialet, qui était son ami. Il séjournait chez elle quand il venait à Quillan. Henri Melich a connu Raymonde Rousset alors qu'il participait au réseau de passeurs vers l'Espagne par les gorges du Rébenty. La maison de Raymonde Rousset servait de lieu de passage pour ce réseau sous l'Occupation. Elle ne demanda jamais aucun dédommagement pour le gîte et le couvert qu'elle procura aux personnes qu'elle reçut. Victime expiatoire, elle fut tonduë à la Libération pour s'être livrée à la prostitution.

souhaitaient sans tarder récupérer les affaires que Ramon m'avait confiées avant son départ chez les guérilleros, je crois à Formiguères. Dès leur arrivée, je les sentis très nerveux, et selon eux, il y avait de quoi. Ils venaient de déserté la formation et devaient partir immédiatement pour Marseille.

Ne comprenant pas, je tentai d'en savoir plus, mais Ramon [Mialet] ne voulut pas me donner plus d'explications pour ne pas me compromettre. Les deux beaux-frères étaient extrêmement nerveux, surveillant sans cesse l'extérieur.

Malgré leur empressement à quitter les lieux, ils devaient attendre le prochain train ou le prochain autobus, c'est pourquoi je leur proposai d'aller leur acheter de quoi leur préparer un repas.

Contraints d'attendre, ils acceptèrent.»

Raymonde Rousset les quitte alors pour faire les courses. Elle apprend plus tard qu'à leur arrivée les deux hommes avaient été aperçus, alors qu'ils se rendaient chez elle, par l'épouse de Lluís Buxeda, qui a rejoint les guérilleros en même temps que Mialet. Pour des raisons inconnues, elle prévient la fille d'un membre de l'UNE qui les dénonce à son tour au siège de la UNE de Quillan.

Malheureusement pour les deux beaux-frères, à partir de ce moment, tout se déroule très vite. En effet, le siège de la UNE de Quillan se trouve au café de la Gare, que les guérilleros ont réquisitionné à la Libération. À cette époque, Raymonde Rousset habitait derrière la gare, près d'une coopérative, ce qui permit à un groupe de guérilleros de se rendre rapidement à son domicile.

À son retour, Raymonde Rousset remarque qu'un guérillero est assis devant chez elle. Elle comprend que quelque chose s'est produit et, comme la présence d'un guérillero surveillant la maison le lui a laissé craindre, les deux beaux-frères ont disparu, sans toutefois emporter leurs affaires. Inquiète, elle sort demander à sa voisine si elle a vu quelque chose. Elle apprend ainsi qu'un groupe de guérilleros est venu chercher les deux hommes.

Peu après son départ pour l'épicerie, les deux Ramon avaient été ainsi surpris par un groupe de 4 guérilleros armés qui voulurent les conduire à la mairie de Quillan, pour attendre les ordres de l'état-major.

En chemin, les deux prisonniers réussissent à leur fausser compagnie pour se rendre à la gendarmerie, où ils espéraient trouver protection. Mais ils furent repris et conduits à la mairie de Quillan.

Raymonde Rousset s'est alors rendue à la gendarmerie, puis à la mairie. On la laissa entrer, mais Ramon Mialet insista pour qu'elle parte afin de ne pas la mettre à son tour en danger. Elle put néanmoins assister à la scène : le maire de Quillan tentait d'intercéder en faveur des deux prisonniers. Il prend leur défense, exigeant leur libération ou, s'ils ont commis un crime, qu'ils soient remis à la gendarmerie.

Arrive alors en gazogène de Formiguères, où s'est déplacé le quartier général de la Brigade, un autre groupe de guérilleros mené par El Chato et composé de Jacinto C., Fortunato A. et José Garrive⁵⁵.

Le maire de Quillan s'oppose à nouveau à ce que les deux hommes soient emmenés. Il ne finit par y consentir qu'après avoir obtenu des guérilleros l'assurance qu'aucun mal ne sera fait aux deux beaux-frères, l'état-major souhaitant simplement les entendre. El Chato avouera plus tard que l'ordre d'exécuter les deux hommes venait de lui être donné par le commandante Diaz.

Avant de partir pour Formiguères, la voiture fit une halte chez Raymonde Rousset.

Là, El Chato et son groupe fouillent la maison, et, alors que les guérilleros s'affairent, Raymonde Rousset réussit à se rapprocher suffisamment des deux prisonniers pour entendre Ramon Mialet dire à son beau-frère « som perduts » (nous sommes perdus).

Après avoir traversé Escouloubre-les-Bains, le chauffeur simula une panne⁵⁶. El Chato fit descendre les deux prisonniers et leur ordonna de pousser le véhicule. Mettant à profit cette diversion, il se

55. Toujours selon le témoignage de Raymonde Rousset. Selon le récit d'Henri Melich et le compte rendu d'interrogatoire de Lluís Buxeda, c'est El Chato qui a fait passer leurs deux groupes en Espagne les 21 et 22 septembre 1944. Ceci explique non seulement la présence d'El Chato à Formiguères, mais aussi le déplacement du commandement près de la frontière pour coordonner les opérations d'infiltration en territoire espagnol.

56. Maître Clément Cartier, *Les grandes affaires criminelles de l'Aude*, Éditions Privat, 1996. Maître Cartier était l'avocat de la défense des guérilleros lors de leur procès.

saisit de son arme et tue Ramon Fontarnau d'une balle à bout portant. Ramon Mialet, réalisant la situation, tente de s'enfuir, mais il est à son tour abattu par El Chato avant d'avoir eu le temps de faire quelques mètres⁵⁷. Sans perdre de temps, les corps sont jetés de l'autre côté de la route, en contrebas d'un talus qui dévale jusqu'aux berges de l'Aude. Munis des outils qu'ils ont pris soin d'emporter, les guérilleros enterrent sommairement les deux corps après les avoir dépouillés de leurs quelques objets de valeur⁵⁸.

Quelque temps plus tard, un guérillero en uniforme se présente chez Raymonde Rousset pour réclamer les affaires de Ramon Mialet, afin que les deux beaux-frères « n'aient pas froid ». Il ajouta qu'ils allaient prochainement partir en mission en Espagne.

Le 15 avril 1946, deux corps sont découverts au lieu-dit « la Borde del Jun » sur le territoire d'Escouloubre-les-Bains. Tous deux portent les stigmates des tueurs de la Quinta Brigada : une balle dans la nuque. Ils sont transportés à Axat pour y être autopsiés par le docteur Soum⁵⁹. Une enquête de gendarmerie est diligentée, mais ce n'est qu'en 1953 qu'un rapprochement formel est établi entre la disparition de Ramon Mialet et de Ramon Fontarnau et ces deux corps. Ceux-ci avaient été inhumés anonymement dans la fosse commune du cimetière d'Axat⁶⁰.

Nous pouvons estimer la date de ce double meurtre à partir de ce jour où Ramon Mialet avait croisé Henri Melich à Camurac pour la seconde fois et lui avait demandé de le rejoindre. Selon les procès-verbaux d'interrogatoire des guérilleros capturés lors de leur incursion en Espagne, dont Lluís Buxeda Saló⁶¹, il est possible d'estimer la date de son départ au 21 septembre 1944. Cette date est d'ailleurs confirmée par un rapport de gendarmerie de Saillagouse, qui informe son commandement du passage de groupes de guérilleros en camion en direction de l'Espagne⁶².

57. *Détective* n° 385, *op. cit.*

58. *Ibid.*

59. *Les grandes affaires criminelles de l'Aude*, *op. cit.*

60. Enquête d'Henri Melich à Escouloubre-les-Bains et Axat.

61. Interrogatoire de Lluís Buxeda Saló (*expediente* n° 10.832)

62. Procès-verbal, Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 1320 W 20.

Lorsque Ramon Mialet a insisté auprès d'Henri Melich pour qu'il le retrouve le jour même, il n'a pas eu le temps de lui préciser le motif de cette rencontre. Il est quasiment certain qu'il projetait de s'enfuir. Quant aux motivations de cette fuite, elles nous demeurent inconnues, mais il est possible d'énoncer plusieurs hypothèses. La première, la plus évidente, est que les deux Ramon avaient appris le sort réservé la veille à Enrique Georgacopulos, Luis García et Maruja Abriol. Ils devaient très certainement connaître Luis García, lui aussi membre de la CNT.

La seconde hypothèse est qu'ils aient appris l'imminence du départ de plusieurs groupes pour l'Espagne et que, devant le manque de préparation manifeste de l'opération, ils aient refusé de se laisser entraîner dans cette aventure. Ayant combattu pendant la guerre d'Espagne, ils étaient en mesure d'en évaluer les risques. Cette hypothèse est confortée par l'imminence de l'opération : on peut estimer que 4 groupes d'environ 50 hommes chacun, soit la majeure partie des effectifs de la Quinta Brigada concentrés à Camurac, sont partis en Espagne les 21 et 22 septembre.

Troisième hypothèse, suggérée par Henri Melich : Mialet écrivait régulièrement des articles sur le journal mural de la Quinta Brigada. Il se souvient qu'un de ces écrits avait attiré l'attention du commandement.

À la mi-novembre 1944, Henri Melich vient en permission chez ses parents à Belvianes. Peu après sa descente du train en gare de Quillan, il est abordé à la faveur de l'obscurité par deux guérilleros qui le conduisent à « la Forge » de Quillan, où est cantonné un groupe de la Quinta Brigada. Il y subit un interrogatoire, où lui est reprochée sa désertion à Valcebollère.

Ensuite survient une question sur Ramon Mialet :

« Comment as-tu connu Mialet et quelle était la nature de vos relations ? »

Passé le premier moment d'inquiétude, je commençais à reprendre courage et je répondis plus sûr de moi :

« J'ai connu Mialet à Puïvert quand on travaillait comme bûcherons dans les années 40-41. Puis nous avons travaillé sur d'autres chantiers. La dernière fois que je l'ai vu, c'était à Camurac.

Savais-tu que c'était un traître et qu'il avait refusé de combattre Franco ? »

Sachant que Mialet avait été exécuté quelques semaines auparavant, la question ne me surprit pas, et je rétorquai :

«Non! la seule chose que je sache, c'est que Mialet était dans la résistance depuis fort longtemps, et qu'il a trouvé la mort récemment. Je doute qu'il ait été un traître, et de plus, je pense que vous êtes dans l'erreur.» »

En 1953, lors de la révélation de l'affaire, un article du quotidien *Le Patriote du Sud-Ouest* donna une version des faits concernant les meurtres de Ramon Mialet et de Ramon Fontarnau qui prétendait justifier leur assassinat :

«Les deux hommes qui étaient beaux-frères sont arrivés en France au début de 1938⁶³. À cette époque, les Républicains espagnols se battaient en Espagne, les armes à la main, contre Franco. Folch et Mialet, passés en France pendant cette lutte, étaient à peu près certainement des déserteurs de l'armée républicaine. Et on sait le rôle que la segunda bis⁶⁴ et la police française ont fait jouer, dans la plupart des cas, à ces déserteurs : celui de mouchards et de traîtres.

En 1944, c'est au domicile de celle que La Dépêche appelle Mme Raymonde Rousset, que les deux hommes furent arrêtés.

Cette "Mme Raymonde Rousset" habite à Quillan, une maison derrière la gare. Elle est plus connue à Quillan sous le nom de "la Chouya". Elle y jouit d'une solide réputation de femme de mauvaises mœurs. Pendant l'occupation, sa porte était largement ouverte aux officiers et soldats nazis. Elle fut, de ce chef, tonduë à la libération.»

Agents hitlériens

Elle accueillait aussi "généreusement" les occupants dans sa maison. Floch et Mialet fréquentaient aussi les lieux, mieux, Mialet était son "ami"⁶⁵ et vivait chez elle.

63. Cette allégation est fautive, les deux beaux-frères sont arrivés séparément en France lors de la retirada en 1939 (voir leurs biographies en annexe).

64. Les services de renseignement militaire des nationalistes.

65. Ramon Mialet a souvent été accusé d'être l'amant de Raymonde Rousset. Selon Henri Melich, ce n'était pas le cas.

Elle ne nous l'a pas caché lors de la visite que nous avons faite ces jours derniers.

Nous avons été moins bien accueillis chez elle que les militaires nazis... sans doute parce que notre visite avait d'autres buts. Cependant, tout en tenant impatiemment ouverte la porte qu'il lui tardait fort de nous voir franchir, Raymonde Rousset ne nous a pas moins dit des choses tout à fait intéressantes et qui achèvent de fixer les inquiétantes silhouettes de Folch et Mialet.

C'est dans les tout derniers jours de l'occupation allemande que Folch et Mialet rejoignirent les maquis de guérilleros de Formiguères. La suite de l'histoire nous autorise à formuler cette question : dans quel sombre et inavouable but ? Mais écoutons Raymonde Rousset : "Un jour, Mialet est venu me dire : Tout le monde, vieux, jeunes, monte aux maquis. Il faut que j'y aille moi aussi. Et il alla à Formiguères. Le jour où il fut arrêté chez moi, je le vis arriver en toute hâte, avec son beau-frère : vite, prépare mes affaires nous partons tout de suite. Il faut que nous allions à Marseille. J'ai supposé qu'ils avaient déserté le maquis. Pourquoi, je ne sais pas, et qu'ils s'enfuyaient. Pendant que j'étais sortie pour acheter du pain, afin de leur faire casser la croûte, on est venu les arrêter. Je ne les ai plus revus."

En tout cas, plusieurs choses sont évidentes, ou se déduisent avec tous les caractères de l'évidence :

Déserteurs de l'armée républicaine, Folch et Mialet ont été en contact – et jusqu'à quelle limite ? – dans la maison de "la Chouya" avec des officiers et soldats allemands : ils ont déserté leur formation de résistance, peut-être parce qu'on y avait découvert et conçu de ce fait de terribles soupçons. Qui oserait prétendre que toutes les présomptions – et certainement toutes les preuves – n'existaient pas pour les cataloguer d'agents hitlériens, et les traiter comme tels ? »

Cet article pourrait laisser supposer qu'il a été écrit au second degré avec un sens remarquable de la parodie. Pourtant, il n'en est rien. Le rédacteur pallie l'absence de preuves par un mélange de syllogismes auxquels s'enchaînent des suppositions, transformées en preuves.

Tout y va : prétendue désertion de l'armée républicaine espagnole en 1938, fausse date d'entrée en France, prétendue relation amou-

reuse entre Ramon Mialet et Raymonde Rousset, désertion d'un maquis (mais les maquis n'existaient plus à cette date) pour finir par faire de Ramon Mialet un espion à la solde de l'armée allemande.

Cet article illustre le soutien indéfectible du PCF au PCE, qu'il avait déjà manifesté dans le même contexte, comme en témoigne cette autre affaire de 1944, parmi bien d'autres :

Dans la nuit du 26 au 27 octobre 1944, à Decazeville, dans l'Aveyron, 9 réfugiés espagnols, dont certains ont participé à la Résistance, sont arrêtés par des hommes en armes. Leurs ravisseurs sont des guérilleros encadrés pour l'occasion par des officiers des FTP. Les personnes enlevées sont des anarchistes ou des socialistes bien connus de la région. Les yeux bandés, ils sont conduits en bus dans un lieu désert d'une montagne toute proche.

Quelques temps auparavant, ces réfugiés espagnols avaient refusé d'intégrer la UNE, lui préférant les FFI. Les guérilleros de la UNE les avaient alors dénoncés comme des traîtres de la « cinquième colonne internationale » : d'où cet enlèvement pour un interrogatoire, prélude possible à leur élimination.

La détermination de ces réfugiés espagnols, dont Angel Aransaéz⁶⁶, jeta le trouble chez les FTP.

À Decazeville, les autres réfugiés, qui y étaient nombreux, débutèrent des actions de protestation dont une grève des mineurs. Ce soutien permit une libération rapide du groupe, les FTP se rendant

66. Julián Angel Aransaéz Caicedo, né à Sestao (Biscaye - Espagne) le 18 octobre 1916 et mort le 10 novembre 2011. Mineur. Fils du militant libertaire Saturnino Aransaéz Aransaéz, Julián Aransaéz Caicedo avait commencé à militer très jeune à Sestao où, membre de la FIJL il représenta le Comité du Nord (Asturies, Euskadi et Cantabrie) au Comité péninsulaire de la Fédération ibérique des Jeunesses libertaires (FIJL). Après le coup d'État franquiste de juillet 1936 il fut nommé secrétaire à l'ordre public de la Junte de Défense de Santurce. Après la chute du front nord, il gagna Barcelone, puis Valence où il représentait l'Euskadi au Comité péninsulaire de la FIJL. En 1938 il fut élu aux côtés de Sara Berenguer au Comité national de Solidarité Internationale Antifasciste (SIA) puis délégué de la CNT basque et du CN-CNT sur le front de l'Est. Exilé en France à la fin de la guerre, il fut interné dans les camps, puis travailla comme mineur à Decazeville (Aveyron). Sous l'occupation allemande il était membre du noyau clandestin de la CNT de Decazeville et responsable d'un groupe de résistants cénétistes dans l'Aveyron. Source : <http://losdelasierra.info/spip.php?article467>

compte qu'ils avaient été bernés par leurs camarades espagnols et présentant même leurs excuses aux 9 réfugiés.

Mais le PCF ne s'en tint pas là. En réplique à la grève de soutien, la section locale fit imprimer un tract la qualifiant de sabotage de la production et donc de l'effort de guerre sous un prétexte fallacieux : les anarchistes espagnols sont clairement visés par ce texte, le PCF ne se désolidarisant en aucun cas de ses camarades de la UNE.

Une autre rumeur circulait à l'époque sur Ramon Mialet, qui nous a été transmise par Sara Berenguer⁶⁷. Sous l'Occupation, Sara et Jésus Guillén Bertolin recevaient chez eux de nombreux réfugiés espagnols, dont Ramon Mialet, avec qui ils s'étaient liés d'amitié.

Après l'assassinat de celui-ci, le bruit courut qu'il lui était reproché d'avoir été requis, comme nombre d'autres réfugiés, pour travailler dans une des boulangeries militaires du camp de Bram. Ces boulangeries fournissaient du pain à l'armée allemande, ce qui aurait fait de lui un collaborateur. Sara Berenguer nous rappela à cette occasion le témoignage de son compagnon Jésus Guillén pour les *Dossiers noirs* :

«Après bien des difficultés dans ce nouveau pays, je fus confiné par les autorités françaises au 318^e Groupe de Travailleurs Étrangers en destination de Bram (Aude). Plus tard, je fus affecté au 422^e groupe en destination des boulangeries de cette localité. Dans ces boulangeries, on faisait le pain pour le ravitaillement militaire.

Participant à la direction des services installés dans un vieux couvent appelé "le château de Bram", il y avait un employé nommé Agapito, réfugié lui aussi, qui s'occupait des services administratifs et du contrôle des personnes affectées aux boulangeries. Cette personne était membre du PCE et influente sur tout le secteur du département de l'Aude. Agapito avait les moyens nécessaires pour qu'au travers de son poste, le Parti communiste puisse influencer sa propre activité et tenter de contrôler les autres secteurs⁶⁸.»

67. Entretien de février 2002.

68. *Les Dossiers noirs...*, op. cit., p.148.

Juan Pujadas Roger
Alfonso Sanmiquel⁶⁹ Alejandro

Col de la Quillane

Avelino Martinez

Brenac

Malheureusement, la liste de ces crimes ne devait pas s'arrêter là. Un peu avant Ramon Mialet et Ramon Fontarnau, deux autres guérilleros avaient été arrêtés. Il s'agissait de Juan Pujadas, militant du *Partit Socialista Unificat de Catalunya* (PSUC), et d'Alfonso Sanmiquel, quant à lui membre du *Partido Obrero de Unificación Marxista* (POUM).

Les deux hommes résidaient depuis quelques années à Merial, où, selon la presse de l'époque, ils étaient appréciés de la population. Les deux avaient travaillé un temps à la centrale électrique toute proche, et l'un des deux, Alfonso Sanmiquel, officiait aussi en tant que cordonnier.

Les raisons de leur arrestation demeurent inconnues, mais, contrairement aux autres victimes, ils ne furent pas exécutés immédiatement. Les membres du comité local de la *Junta Española de Liberación* (JEL) furent prévenus à temps, ce qui leur permit d'alerter le Comité de libération de l'Aude, qui intervint en leur faveur. Mais leur sursis fut de courte durée.

Le cas d'Avelino Martinez est plus obscur encore. Ce jeune homme, dont nous ne savons presque rien, a été arrêté par deux guérilleros au café Signoles de Quillan, où il se trouvait en compagnie de sa jeune fiancée, M^{elle} Mortimort, le 30 septembre 1944⁷⁰. Il fut emmené au café de la Gare, siège de la UNE à Quillan, et de là à

69. Souvent nommé San Miguel ou encore San Miquel, son vrai nom était Alfonso Sanmiquel.

70. Maître Clément Cartier, *Les grandes affaires criminelles de l'Aude, op. cit.*, Héros ou bourreaux p. 225 à 232.

Mérial⁷¹. Il aurait partagé un temps la captivité de Juan Pujadas et d'Alfonso Sanmiquel au château de Mérial, mais aurait été exécuté avant eux, à la suite d'une tentative de fuite.

Ils furent par la suite de nouveau déplacés en fonction des cantonnements successifs du commandement de la Brigade :

« M. Lacroix, habitant Mérial, était maire de cette petite commune de la vallée du Rébenty lorsque les guérilleros occupaient la région... M. Lacroix comme M. et M^{me} Rouge, dont la maison est attenante à celle du PC, se souviennent parfaitement des victimes, principalement de San Miguel et Pujadas qui habitaient depuis trois ans à Mérial où ils étaient estimés de tout le monde et considérés comme d'honnêtes gens. Ces derniers venaient de s'engager dans le bataillon de guérilleros lorsqu'ils furent arrêtés. On les garda prisonniers plusieurs jours dans des cages à cochon. Puis, une nuit, ils furent emmenés en camion. On ne devait plus les revoir... »

Martinez Avelino, de Rodome, qui devait être exécuté avec eux, était détenu dans une pièce du château... Selon M. Lacroix et les personnes avec qui nous nous sommes entretenus, c'est pour des raisons politiques que San Miguel et Pujadas furent exécutés, bien que nos interlocuteurs n'aient aucune idée des opinions que pouvaient avoir leurs victimes⁷².

Les premiers arrêtés furent San Miguel et Pujadas⁷³ le 27 septembre 1944.

Informés de cela et redoutant le sort qui les attendait, les chefs de la Junte Espagnole de Libération intervinrent auprès du Comité de Libération de l'Aude. Les dirigeants de ce comité téléphonèrent au PC de la Brigade à Mérial, et obtinrent l'assurance que l'on ne ferait rien contre les deux prisonniers.

De même, l'état-major FFI de Carcassonne fut appelé à intervenir. Peu après cette démarche des responsables de la résistance audoise, le docteur Georgacopulos et son amie et Garcia étaient arrêtés et exécutés par El Chato dans la forêt de Picaussel.

71. *Détective, op. cit.*

72. *L'Indépendant* du 3 novembre 1953, sous la plume d'André Peyre.

73. Comme le démontre la chronologie que nous avons établie, ils ne furent pas les premiers à être exécutés. En revanche, la date de leur arrestation est certainement exacte.

En outre, le 7 octobre, la Brigade quittait Merial pour se rendre à Camurac, emmenant avec elle les trois prisonniers restants, San Miguel, Pujadas et Martinez.

Le 17 octobre, la Brigade et deux de ses prisonniers (Martinez ayant entre-temps été exécuté près de Brenac) quittaient Camurac et allaient s'installer à Formiguères.

Devant le tribunal secret

Deux jours après l'arrivée à Formiguères, San Miguel et Pujadas étaient jugés par le tribunal secret de la Brigade, et condamnés à mort. Tandis qu'on les jugeait, un bal organisé par les guérilleros se déroulait tout à côté. On les vit qui traversèrent la salle de bal en pleurant. Ils étaient conduits vers le lieu de l'exécution...

Le lendemain, un officier de la 5^e Brigade se rendit à Carcassonne, auprès des dirigeants de la Junta Nacional de Liberación Espanola, et déclarait à ceux-ci qu'écœuré par ces crimes il se retirait de la brigade de guérilleros. "Je ne veux pas être le complice des assassins", avait-il déclaré.

De nouvelles démarches avaient été faites entre-temps par les chefs de la résistance audoise. Il leur avait été répondu que Sanmiquel et Pujadas se trouvaient en Espagne.»

À la suite de leur «procès», Pujadas et Sanmiquel furent chargés dans un camion et emmenés, dans la nuit du 19 octobre 1944, au col de la Quillane, où ils furent assassinés d'une balle dans la tête. Leurs corps furent ensevelis certainement sur place et retrouvés «sous un éboulis envahi de ronces⁷⁴». La découverte des deux corps ne fut peut-être pas fortuite. Au cours de la nuit de leur exécution, des bûcherons de Formiguères qui campaient tout près de là virent un camion passer et s'arrêter un kilomètre plus loin. Ils entendirent ensuite deux détonations.

Le corps d'Avelino Martinez fut retrouvé en juin 1947 dans un fourré à Brenac. Il portait le même stigmate que les autres victimes, une balle dans le crâne.

74. *Les grandes affaires criminelles de l'Aude, op. cit.*

Le mobile politique concernant Alfonso Sanmiquel, membre du POUM, est malheureusement évident. On l'a vu, le POUM avait été une cible prioritaire de l'action répressive du PCE en Espagne entre 1936 et 1939; les années de guerre et l'exil n'avaient nullement entamé la haine viscérale que vouaient les membres du PCE aux adhérents du POUM. Ainsi, par exemple, un militant du POUM, Joan Farré Gassó⁷⁵ fut assassiné par des guérilleros lors de sa libération de la prison de Montauban en août 1944, où il avait été emprisonné pour son engagement dans la Résistance.

Il est possible qu'Alfonso Sanmiquel ait connu Ramon Fontarnau. Tous deux avaient en effet combattu en 1936 dans la Columna Arquer Piquer. Les arrestations des deux hommes ont d'ailleurs lieu à quelques jours d'écart.

Contrairement aux autres affaires, les deux hommes ont été assassinés plusieurs semaines après leur arrestation. Outre le fait que l'état-major des FFI et le Comité de libération de l'Aude soient intervenus en leur faveur, la date de leur exécution coïncide avec le début de l'opération Reconquista de España. Il est probable que l'état-major, croyant en une victoire contre les armées franquistes, ait ordonné leur élimination avant le passage de la Brigade en Espagne, pensant ne jamais avoir à répondre de ses crimes en France.

Quant à Avelino Martinez, le mystère reste entier quant aux raisons de son assassinat.

« Il y a un an qu'Alfonso Sanmiquel a été assassiné. »

Nous venons de commémorer le premier anniversaire de la mort du camarade Alfonso Sanmiquel. Un an que notre cher ami nous a quittés pour toujours; nous ferions mieux de dire que cela fait un an que des assassins à

75. Joan Farré : cheminot dans la région de Lérida, il est l'un des fondateurs du Parti communiste catalan, du Bloc ouvrier et paysan (BOC) puis du POUM, dont il est le secrétaire à Lérida. Il est membre de son exécutif clandestin en 1937 avec Molins, Gironella, Rodés, Solano. Il fait partie du deuxième groupe de dirigeants arrêtés en 1938 dont le jugement ne put avoir lieu du fait de la chute de Barcelone. Il passe en France en 1939 et intègre des groupes de résistance et est arrêté et emprisonné en 1941.

la solde de l'Union Nationale, la filiale du Parti Communiste, nous l'a enlevé.

Obligé comme beaucoup d'autres de s'engager dans un groupe de guérilleros espagnols, il appartenait à la 5^e brigade, de triste mémoire dans le département de l'Aude. Pour avoir voulu s'en aller de cette unité dans laquelle régnait la dictature communiste, il fut détenu comme beaucoup d'autres compagnons du PSOE et de la CNT, et enfermé dans un cachot à Merial (Aude). Face à la volonté du Comité de Libération du département de les faire remettre en liberté, les geôliers de l'UNE les transférèrent d'abord à Camurac et plus tard à Formiguères dans les Pyrénées-Orientales. Les efforts faits par les Français du Comité de libération et du propre état-major de la région furent inutiles. Tous les prisonniers furent lâchement assassinés.

Ils furent abattus près de Formiguères. Un témoin raconte qu'ils furent tirés de leur cachot à minuit et transportés en voiture dans laquelle avaient été chargés des pelles et des pioches qui devaient servir au tragique travail des assassins.

Ainsi furent tués les camarade Sanmiquel du POUM, García de la CNT et Jacopolo⁷⁶ du PSOE, et d'autres de différentes organisations. L'Union Nationale fit son œuvre. Et quand, le lendemain, l'état-major de la Région, devant les insistances des différents organisations espagnoles, s'enquit de leur sort, on leur répondit que les intéressés étaient partis en Espagne. Mais nous connaissons les noms des auteurs de ce monstrueux assassinat. Le jour où ils devront répondre de leur crime dans notre pays n'est pas encore arrivé.

Le camarade Alfonso Sanmiquel militait dans notre parti depuis longtemps. Il était membre de la section de Barcelone, où il était estimé de tous. Sa disparition nous laisse un vide difficile à combler, mais aussi une épouse à laquelle nous présentons aujourd'hui publiquement nos condoléances et notre amitié de camarades.»

La Batalla, organe du POUM en exil, n° 8 du 8 novembre 1945⁷⁷.

76. Il doit s'agir d'Enrique Georgacopulos Teja. Voir sa biographie en annexe. S'il a travaillé pour Julian Negrin, il n'est pas établi qu'il ait été membre du PSOE.

77. Traduction de Christophe Castellano.

La Batalla fut l'un des rares journaux d'une organisation antifasciste espagnole en exil à aborder la question des éliminations. Pas même la CNT en exil, dont plusieurs membres ont été assassinés, n'informa ses adhérents de ces affaires. Nous avons compulsé la presse de l'époque, et, ni dans les années 40, ni dans les années 50 il n'en est fait mention.

**Miguel Gonzalez Espada
Pedro Perez Ruiz
José Yvañez Torres
Victorino Rodriguez Bonilla
(Victorino Vonilla – Antonio Rodriguez)**

Monfort-sur-Boulzane, 4 novembre 1944

Dans le cimetière de Monfort-sur-Boulzane, un village niché dans les hauteurs de la vallée d'Axat, se trouve, un peu à l'écart, tout près de l'entrée, une tombe qui porte une étonnante épitaphe : *Fusilados por un piquete de fascistas*, fusillés par un peloton de fascistes. Elle est précédée des noms des quatre victimes, toutes espagnoles et d'une date, 5 novembre 1944.

Ce dimanche 5 novembre 1944, les corps de Pedro Perez Ruiz, José Yvañez Torres, Victorino Rodriguez Bonilla (connu sous le nom de Victorino Vonilla) et Miguel Gonzalez Espada furent découverts le long d'un chemin forestier, entre Monfort-sur-Boulzane et Gincla, le long d'un petit cours d'eau portant le nom de Rivierette. Tous quatre avaient été tués quelques heures auparavant d'une balle dans la tête.

La famille Gonzalez s'était installée quelques années auparavant dans une maison inoccupée de Monfort-sur-Boulzane. Elle avait été rejointe par Pedro Perez Ruiz, José Yvañez Torres, Antonio Rodriguez Bonilla et Luis Delgado, qui avaient aussi trouvé à se loger dans une maison inoccupée du centre du village. Tous sont employés par Joseph Jalibert, qui est en 1944 président du Comité local de libération⁷⁸.

L'exploitation forestière de la vallée était propice à l'embauche de main-d'œuvre d'origine espagnole. Il se constitua ainsi un important noyau autour de Gincla, où la municipalité exploitait son domaine forestier pour en tirer du bois de chauffage.

Pedro Perez Ruiz et Miguel Gonzalez Espada se connaissaient déjà pour avoir mis en place avec Henri Melich et son père un réseau d'évasion vers l'Espagne via Andorre.

78. *Déetective, op. cit.*

Ils menaient tous une rude vie de bûcherons et militaient depuis la Libération au sein de leurs organisations respectives, la CNT pour Miguel Gonzalez Espada et le PSOE et l'UGT pour Pedro Perez Ruiz. Tous s'étaient regroupés quelques semaines auparavant au sein de la représentation locale de la Junta Española de Liberacion (JEL) de Quillan.

Le samedi 4 novembre 1944, comme à leur habitude, Enric Melich (Melich père) et Francisco Gomis⁷⁹ partent ensemble à bicyclette de Belvianes pour se rendre à une réunion de la JEL à Quillan. Cette réunion a lieu dans l'échoppe d'Eduardo Pardo Gomez, quai du Pouzadou. Outre celui-ci, ils y retrouvent Pedro Perez Ruiz et Miguel Gonzalez Espada.

L'objet de cette rencontre est d'apporter une réponse définitive à une injonction de l'UNE, qui exige l'adhésion et l'enrôlement de tous les réfugiés espagnols et de leurs organisations en son sein. Dès la Libération, les sollicitations des guérilleros s'étaient faites pressantes, et se transforment, au fil des semaines, en pressions assorties de menaces.

Ainsi, Luis Delgado, qui habitait la même maison que Pedro Perez Ruiz, Antonio Rodriguez Bonilla et José Yvañez Torres, fut contraint, sous la menace, et malgré un handicap à la jambe⁸⁰, de rejoindre la Quinta Brigada. D'autres, comme Miguel Gonzalez Espada et son beau-frère Sinforoso Serrano, leur résistent et n'hésitent pas à s'opposer publiquement à ces pressions. Comme nombre de réfugiés, ils n'adhèrent pas à l'idéologie de la UNE et pressentent même que les projets politiques et militaires lancés par le PCE vont se transformer en désastre⁸¹. Avec ironie, Miguel Gonzalez répondait qu'il ne se joindrait à ce type d'opération qu'à deux conditions : le jour où le ciel serait « noir d'avions⁸² » et si « tout le monde » y allait. Également menacé, Sinforoso Serrano, l'époux de Flora Gonzalez Espada, n'en

79. Un ami de Pedro Perez Ruiz. Témoignage d'Henri Melich.

80. Témoignage inédit de Flora Gonzalez Espada, sœur de Miguel Gonzalez Espada.

81. Témoignage de Flora Gonzalez Espada in *Les Dossiers noirs...*, op. cit., p. 156 à 157.

82. *Ibid.*

apportait pas moins la contradiction aux militants de l'UNE en mettant en doute les chances de succès de ses projets.

En réaction, les guérilleros adoptent une attitude toujours plus menaçante, et la situation devient tendue. Quelques jours avant cette réunion du 4 novembre, ils avaient fixé un nouvel ultimatum en ajoutant qu'ils viendraient «les chercher» en cas de nouveau refus, faisant même pression sur la mère de Miguel Gonzalez en réitérant leurs menaces⁸³.

Lors de la réunion, la discussion porte autant sur l'opportunité de rejoindre l'UNE que sur l'attitude à adopter face à cette dernière. Il en ressort que, si la JEL laisse chacun de ses membres libre de rejoindre ou non l'UNE, dans la mesure où ils n'ont pas été victimes d'intimidations, elle rejette catégoriquement et définitivement son ultimatum. Cette décision est soutenue par les regroupements locaux de la CNT et de l'UGT. Il est clairement réaffirmé que l'UNE ne représente pas l'ensemble des réfugiés espagnols et encore moins leurs organisations, et qu'elle ne peut ni ne doit parler en leurs noms⁸⁴.

Autant l'expérience du passé que l'analyse de la situation présente ont justifié cette décision. L'UNE n'inspire pas plus confiance que le PCE. Les doutes qu'elle alimente sont confirmés par la disparition récente de Ramon Mialet Guiteras et de Ramon Fontarnau Presseguer, dont le sort ne laisse pas plus de doutes que les noms de leurs assassins.

En ce début du mois de novembre, l'issue désastreuse de l'opération *Reconquista de España* est connue, et les témoignages des nombreux guérilleros qui refluent vers la France ne font que confirmer les pressentiments des réfugiés. Le désastre a été tel que l'ordre de retraite avait été donné quelques jours plus tôt et l'état-major avait alors aussitôt quitté le Val d'Aran, abandonnant de nombreux guérilleros qui avaient pénétré plus profondément en Espagne à leur sort⁸⁵.

83. Témoignage inédit de Flora Gonzalez Espada.

84. Récit d'Enric Melich à son fils.

85. Pedro Abellan, *Même l'eau...*, *op.cit.*

De petits groupes de guérilleros tentent encore néanmoins de traverser la frontière avec pour mission de s'infiltrer dans les différentes provinces espagnoles. Peu parviennent à échapper aux forces franquistes qui se sont déployées le long de la frontière.

Dans ce contexte, se prononcer pour ou contre une adhésion sans réserve à l'UNE a plus encore perdu de sens. Les projets de cette organisation viennent de rencontrer un double échec : elle n'est pas parvenue à réunir l'exil antifasciste sous sa bannière ; plus grave encore, son projet militaire est un désastre humain. De nombreux guérilleros meurent dans les combats, tandis que d'autres, faits prisonniers, vont subir des années d'emprisonnement dans des conditions très dures⁸⁶.

Plus tard dans la nuit, entre deux et trois heures du matin, un camion se met en route depuis Lapradelle, où la Quinta Brigada a un cantonnement, pour se diriger vers Monfort-sur-Boulzane.

Là, dans le centre du village, le camion fait un premier arrêt devant la maison occupée par la famille Gonzalez. Plusieurs hommes armés descendent du camion avec parmi eux «El Chato», José TM., Casimir F., Fortunata AR., Jacinto C. «Alcantarilla» et Ramon ST.

Prétextant venir le chercher pour ramasser du bois, ils ordonnent à Miguel Gonzalez Espada de les suivre et s'enquière aussi de la présence de son beau-frère Sinforoso Serrano, qui était absent cette nuit-là. Le camion continua plus avant dans le village pour s'arrêter devant la maison qu'occupait son ami Pedro Perez Ruiz. Sous la menace des armes, ses trois occupants rejoignent Miguel Gonzalez Espada. Les guérilleros en profitent pour fouiller la maison et emporter quelques affaires.

Un voisin, Antoine Ruffat, est réveillé par ce raffut inhabituel dans le centre du village. Il a le temps d'apercevoir 3 hommes emmenés de force par un groupe d'hommes armés qu'il identifie comme des guérilleros espagnols. Puis il voit le camion partir en direction de la vallée par la route de Gincla.

86. Voir la biographie de Lluís Buxeda Salo en annexe.

Quelques kilomètres plus loin, entre Gincla et Monfort-sur-Boulzane, le camion quitte la route et s'engage sur le chemin forestier qui longe la Rivierette. À 300 mètres de la route, les guérilleros font descendre les 4 hommes et les abattent d'une balle dans la tête. Comme de coutume, les corps sont fouillés et dépouillés de ce qui peut l'être. Les tueurs prennent tout juste le temps d'ensevelir les 4 hommes sans se soucier des traces qu'ils laissent derrière eux.

En rentrant à leur base de Lapradelle, ils réveillent Luis Delgado, qui reconnaît, parmi les affaires qu'ils ont dérobées à Monfort, sa propre valise. Il comprend alors ce qui vient de se passer : avant d'être enrôlé dans la Quinta Brigada, il partageait la même maison que Pedro Perez. Lorsque les hommes du groupe d'El Chato ont dérobé les affaires de ses occupants, ils ont aussi pris celles de Luis Delgado⁸⁷. Par la suite, une fois que la mort de ses amis lui a été confirmée, Luis Delgado a rédigé une lettre dans laquelle il aurait décrit précisément ce qui s'était passé cette nuit-là en mentionnant les noms des victimes et de leurs assassins. Il a remis ce document à Flora Gonzalez Espada, la sœur de Miguel Gonzalez Espada, qui l'a malencontreusement égaré.

Le lendemain matin, comme à son habitude, Antoine Ruffat attelle ses bœufs pour se rendre à la coupe de bois qu'il détient le long de la Rivierette. Sur le chemin qui le conduit à son exploitation, son attelage ralentit pour humer le sol, avant de se cabrer et de faire un écart. Il ne prête pas sur le moment attention à ce petit incident, et continue sa route. C'est à son retour en fin de matinée qu'il est étonné de rencontrer un groupe de villageois sur le lieu précis où quelques heures plus tôt ses bœufs s'étaient écartés du chemin.

Son neveu, plus tard dans la matinée, a emprunté le même chemin que lui, et au même endroit, son cheval a à son tour obstinément refusé d'avancer. Intrigué, le jeune homme a examiné le sol. Il remarque tout d'abord des traces de sang, puis, en continuant de chercher, il découvre quelques pas plus loin un béret transpercé d'une balle. Il continue à chercher, et finit par découvrir, en contrebas de la

87. Témoignage de Luis Arroyo in *Les Dossiers noirs...*, op. cit., p. 146-147.

route, au bout d'un sentier qui débouche sur une prairie, deux bandes de terre fraîchement retournée. Il fouille l'endroit et, en creusant le sol sur quelques centimètres, découvre un premier corps.

Il s'en est alors retourné à Monfort chercher de l'aide et avec d'autres villageois a exhumé les quatre corps répartis dans deux trous : Miguel Gonzalez Espada dans le premier, Pedro Perez Ruiz, Vitorino Rodriguez Bonilla et José Yvañez Torres dans le second. Une fois exhumées, leurs dépouilles sont déposées à la mairie du village, où elles seront veillées jusqu'au lendemain.

La famille de Miguel Gonzalez dépose alors plainte à la gendarmerie, ce qui oblige à l'ouverture d'une enquête, mais qui se conclut par un non-lieu faute de pouvoir identifier les assassins.

Le contexte général n'était pas, quelques mois seulement après la Libération, favorable à une telle enquête. Les guérilleros étaient omniprésents. Armés, ils s'étaient arrogé un pouvoir de police sur les autres réfugiés espagnols. Plus encore, ils bénéficiaient du soutien du parti communiste français, qui était alors très puissant. Deux de ses membres sont ministres du Gouvernement provisoire tandis que d'autres siègent dans les comités d'épuration, ce qui lui octroie un pouvoir considérable.

Avec le soutien du maire de Quillan, Eduardo Pardo Gomez organisa une collecte qui réunit une somme suffisante pour assurer les obsèques des quatre hommes, qui furent inhumés ensemble. Y assistèrent notamment les principaux membres locaux de la CNT, dont Enric Melich, Guillem Llado, José Moiset (El recadero), et vraisemblablement Angel Carballeira, en visite pour le Comité national, et au nom de la CNT Eduardo Pardo Gomez prononça un hommage. Une couronne est aussi déposée par les patriotes d'Axat en reconnaissance des services que Miguel Gonzalez Espada et Pedro Perez Ruiz avaient rendus sous l'Occupation.

Même s'ils relèvent à la fois de la vengeance – pour la défiance manifestée envers l'UNE par deux des victimes – et de l'intimidation, les mobiles des meurtres demeurent incertains. Miguel Gonzalez et Pedro Perez avaient certes refusé de rejoindre les guérilleros. Aucune

des quatre victimes ne put être accusée de quoi que ce soit. Si chacun avait ses orientations, Miguel Gonzalez Espada était membre de la CNT, Pedro Perez Ruiz de l'UGT et du PSOE, Victorino Rodriguez Bonilla de la CNT et José Ivañez Torres du PSOE, seuls les deux premiers avaient assisté à la réunion de la JEL de Quillan, et avaient repris une activité militante en 1944. Les deux derniers ont certainement eu la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment.

La découverte des corps a vraisemblablement empêché d'autres exécutions. Si le climat était propice à une relative impunité, la situation commençait à évoluer. Trop d'exactions avaient été commises, et le retour à une certaine normalité diminuait progressivement l'emprise des guérilleros sur la région. Les autorités françaises reprenaient peu à peu le contrôle de la situation, leurs alliés anglo-américains leur ayant intimé l'ordre de reprendre le contrôle de la frontière.

Mais, localement, c'est plus vraisemblablement l'intervention d'un militant de la CNT qui fut déterminante. Le rôle joué par Eduardo Pardo Gomez⁸⁸ dans la préparation des obsèques des 4 victimes n'est évidemment pas passé inaperçu à Quillan. Peu de temps après celles-ci, alors qu'il joue aux cartes dans un café de Quillan, il est abordé par un guérillero qui lui demande de sortir, ses chefs souhaitant s'entretenir avec lui. Pardo remarque la présence d'un autre guérillero à la porte de l'établissement. Il prétexte qu'il doit d'abord terminer sa partie de cartes et laisse patienter le messager. Pendant ce temps, il demande discrètement à un ami d'aller lui chercher une arme qu'il cache dans son atelier de cordonnerie tout proche. Rapidement, le guérillero s'impatiente, et lui réitère brutalement son ordre. Eduardo Pardo fait mine de s'exécuter, mais une fois arrivé au niveau du second guérillero, il sort son arme et tient en respect les deux hommes. Une fois dehors, il se fait conduire à leur chef, qui les attend devant une voiture. Là, il s'adresse directement à lui en lui précisant que s'il tentait quoi que ce soit contre lui, il aurait à en subir

88. Voir la biographie d'Eduardo Pardo Gomez en annexe.

les représailles⁸⁹. Au cours de la même période, Adrien Baudru, un résistant communiste ami d'Henri Melich, apprend que les guérilleros envisagent d'exercer des représailles contre Melich père. Il avertit aussitôt ce dernier, qui, à son tour, met au courant Eduardo Pardo Gomez.

Pardo se rend accompagné de José Moiset à une réunion publique organisée par le comité local de la UNE de Quillan. Cette réunion est animée par son président, un dénommé Flores. Il attend la fin de la réunion, et se présente armé devant l'orateur. Il lui dit être au courant des projets d'exécution qui pèsent sur Enric Melich Rodes, et le menace, s'il s'en prend à lui ou à toute autre personne, de le tuer, lui, et deux autres membres de l'UNE en représailles.

Cette dernière intervention fut suffisante pour arrêter les exactions.

89. Témoignage d'Eduardo Pardo Gomez in *Les Dossiers noirs...*, *op. cit.*, p. 152-153.

«Le Petit»

Quelque part en Andorre

«Le Petit» est la treizième et dernière victime connue.

Toujours en 1944, après la Libération, El Chato accompagné de trois autres guérilleros ont été envoyés en mission en Andorre pour préparer le passage de groupes en Espagne.

Au cours de la mission, le groupe rencontra dans un bar un homme de petite taille qui leur offrit à boire. Il se disait contrebandier, mais, la boisson favorisant les confidences, il leur révéla qu'en réalité il gagnait sa vie comme passeur, en aidant les miliciens français⁹⁰ fuyant la France à franchir la frontière.

– Ça rapporte? demanda le chef de groupe.

– Pas mal, répondit «Le Petit».

– Puisque tu connais si bien la région, montre-nous le plus court chemin pour rentrer en France.

– D'accord, dit «Le Petit».

Quelques heures plus tard, ils atteignirent le col. «Le Petit» leur montra le ruisseau qui jaillissait à leurs pieds.

– Suivez-le et vous serez chez vous. Adios.

Il venait de faire demi-tour et agitait encore le bras en signe d'au revoir lorsque le chef des guérilleros plongea la main dans son sac et tranquillement lui fracassa le crâne d'un tir de mitraillette.

Une précision est cependant nécessaire. Selon René Pacaut, le journaliste de *Détective*, «Le Petit» connaissait déjà El Chato depuis son incarcération à la prison de Foix, où tous deux purgeaient une peine pour contrebande. «Le Petit» lui aurait-il malgré tout fait confiance? El Chato est souvent présenté comme un individu affable,

90. Miliciens français : membres de la Milice Française, une organisation paramilitaire collaborationniste créée par le gouvernement du maréchal Pétain en janvier 1943. Elle avait pour fonction principale la lutte contre la Résistance en collaboration étroite avec les forces d'occupation allemandes.

serviable et travailleur. «Le Petit» devait pourtant connaître l'engagement d'El Chato à l'UNE, à moins que ce dernier n'ait embrassé la cause de l'UNE qu'en prison ou à sa sortie.

Pour ce meurtre, El Chato ne put invoquer un ordre du commandante Diaz. Il a agi seul et de sa propre initiative. Quant au mobile, il est une fois encore difficile à vérifier, El Chato ayant donné pour motif qu'il avait voulu liquider un passeur de miliciens. Était-ce effectivement une exécution politique ou «Le Petit» était-il au courant d'une affaire gênante pour lui ?

L'hypothèse d'un assassinat motivé par un vol n'est pas à écarter. El Chato se serait emparé du tabac de contrebande que transportait sa victime et de sa montre bracelet.

Le verdict

À l'issue de l'enquête policière, les inculpés ont avoué les 13 meurtres. Pour leur défense, ils prétendent avoir agi sous les ordres des chefs de la Quinta Brigada et dans le cadre des missions qui leur ont été confiées en vue de la libération de l'Espagne.

Néanmoins, les principaux accusés ne seront jamais entendus : le comandante Diaz était en RDA où il avait été expulsé après l'opération Boléro-Paprika. Juan Ramon Delicado Gonzalez – le comandante Vicente – avait été assassiné en Espagne en novembre 1946, victime à son tour d'une machination interne au PCE. Le capitaine Madriles était porté disparu en Espagne ; quant au lieutenant Félix Collado, le commissaire politique de la Brigade, personne ne savait où il se trouvait.

Il était alors facile pour les accusés de dissimuler leur responsabilité derrière les ordres de leurs supérieurs.

Il est tout autant difficile de discerner, parmi les motivations de l'octoïde de guérilleros, la part du politique de la part du crapuleux. Les victimes, comme nous l'avons vu, furent dépouillées de leurs objets de valeur – mais selon les accusés, ceux-ci étaient intégralement remis aux chefs de la Brigade. Il est néanmoins plausible qu'étant donnée la surveillance permanente à laquelle étaient soumis les guérilleros et la stricte discipline qui régnait dans la Brigade, leur marge de manœuvre ait été réduite. De même, les chefs de la Brigade ne pouvaient ignorer les agissements de leurs subordonnés.

Les huit guérilleros furent présentés au procureur de la République. Leur avocat, Maître Clément Cartier, relata ainsi l'instruction de l'affaire :

« Le 6 novembre 1953, les huit guérilleros espagnols se retrouvent dans le cabinet du juge d'instruction de Carcassonne. Certains nient toute

participation aux homicides. Les autres déclarent avoir obéi aux ordres de leurs chefs.

El Chato assume entièrement son rôle de lieutenant des guérilleros. Il a agi en soldat fidèle et discipliné. L'exécution des "traîtres", décidée par ses supérieurs, n'était pas discutable, et ne lui a posé aucun problème de conscience. Il a appuyé sur la gâchette, sans hésitation et sans remords, comme on monte à l'assaut.

– Vous me demandez de justifier la mort de ces treize hommes, alors que vous ne me posez pas cette question à propos de la centaine d'Allemands et de miliciens qui sont tombés sous nos balles. Pourquoi?

– Parce que c'est la loi, répondit le juge.

La loi pénale, contre la loi de la guerre. Finalement, la loi de la guerre l'emporta.

Par ordonnance du 28 janvier 1956, le juge d'instruction se déclara incompétent pour connaître de l'affaire des guérilleros espagnols, et renvoya ceux-ci devant leurs juges naturels : les magistrats du tribunal permanent des forces armées siégeant à Marseille ; et le 16 août 1957, le juge d'instruction militaire rendit, au profit de tous les inculpés, une ordonnance de non-lieu.

Les guérilleros espagnols venaient de quitter l'histoire du crime pour rentrer une fois pour toutes dans l'histoire de la Résistance⁹¹.»

Pourtant, la Quinta Brigada de l'Aude n'était pas, et n'est toujours pas, reconnue comme une unité de la résistance française. Même juridiquement, invoquer un état d'exception était difficilement concevable. En 1944, les relations avec l'État espagnol étaient certes difficiles, mais ni la France ni les Alliés ne lui avaient déclaré la guerre. Quels qu'aient pu être les faits reprochés aux victimes de ces exécutions, ils ne pouvaient certainement pas leur être opposés alors que les combats pour la libération étaient terminés. En outre, les différentes juridictions françaises recommençaient à fonctionner normalement.

91. *Les grandes affaires criminelles de l'Aude, op. cit.*, p. 225 et suiv.

À l'évidence, cette affaire se révéla très embarrassante dans le contexte des années 1950. Dès 1953, dans un document de synthèse remis à son supérieur, le commissaire en charge de l'affaire s'interrogeait déjà sur l'amnistie possible des faits. Il est aussi surprenant qu'aucun lien n'ait été fait entre celle-ci et la découverte au printemps 1956 des trois corps à Rennes-le-Château alors que les huit accusés étaient encore emprisonnés, en attente de leur renvoi devant la justice militaire.

Une enquête inachevée

Parmi les partis communistes d'Europe occidentale, le PCE a été certainement celui qui a le plus pratiqué les éliminations physiques, bien moins, bien sûr, que le parti communiste d'Union soviétique qui disposait, lui, de tout l'appareil d'État. Il s'est tourné contre ses concurrents d'abord, ceux qui pouvaient contester son prétendu rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, mais aussi contre ses alliés. Pour ses dirigeants, entièrement dépendants du jugement qu'à Moscou on porterait sur leur action, ça a été aussi un temps littéralement une question de vie ou de mort.

La ligne du Parti, aussi sinueuse ait-elle pu être, était infaillible, et il ne pouvait accepter aucune remise en question. Et pour qu'elle s'impose à travers les institutions de la République, il fallait que ses hommes en détiennent les leviers de commande. Pour y parvenir, le parti espagnol fut aidé, voire conduit, par les conseillers militaires et les agents du NKVD dont la présence en Espagne était l'une des contreparties des livraisons d'armes de l'Union soviétique.

On a vu comment, pendant la guerre d'Espagne, le parti communiste a éliminé ou cherché à éliminer ceux qui s'opposaient à sa politique ou critiquaient le régime stalinien. Mais comme en Union soviétique, la répression s'est aussi abattue sur les propres membres du PCE. En l'absence de ses leaders historiques, l'organisation avait perduré et s'était dotée de nouveaux cadres. De retour d'URSS, Dolorès Ibarruri et son entourage, et Santiago Carrillo, ont repris la direction du PCE en France et en Espagne et se sont livrés à une campagne d'épuration interne, voulant éliminer les cadres qui s'étaient imposés dans la clandestinité. Jesus Monzón, qui s'était établi à Madrid en 1943 pour développer la résistance intérieure, fut sévèrement critiqué. Mais arrêté en juillet 1945 en tentant de revenir en France, il ne put être qu'exclu, en 1947. Par contre, Gabriel León Trilla, membre fondateur du PCE – et de l'UNE – fut assassiné à Madrid en 1945 sur ordre de la direction du PCE.

Mais la reprise en main ne se limitait pas à l'appareil politique du Parti. Elle allait aussi viser les groupes de guérilleros dont la création

et le renforcement en Espagne avaient été l'une des priorités des dirigeants restés en France. Ainsi, Juan Ramon Delicado, l'ancien commandante Vicente de la Quinta Brigada, pourtant fidèle au PCE, fut assassiné par ses pairs en Aragon en décembre 1946.

Le commandante Royo⁹² était l'ancien commandant en chef de la 3^e brigade de guérilleros de l'Ariège et il s'était particulièrement illustré lors des combats de la Libération dans ce département. En octobre 1944, il passa en Espagne où il fut capturé puis détenu à Barcelone. Libéré, il fut assassiné sur ordre du PCE le 23 juillet 1945.

Un ancien guérillero, Francisco Martinez Lopez, dit Quico, a adressé en 2016 une lettre ouverte à la direction du PCE. Quico était membre actif du PCE depuis 1944. Dès l'âge de 11 ans, il servit comme un point d'appui de la *Federación de Guerrillas de León Galicia*; il rejoignit ensuite un groupe de guérilla avant de passer en France en 1952. Il sera secrétaire général du PCE en France de 1977 à 1990 et membre du Comité central de 1983 à 1991.

Quelque peu tardivement, certes, il demande à l'actuelle direction de reconnaître et de désavouer publiquement les assassinats de membres du PCE commandités par sa direction et il en cite quelques-uns : celui de Víctor García García, dit *El Brasileño*, assassiné près de Lalín (Province de Pontevedra) en janvier 1948, sur ordre, semble-t-il du Comité central du PCE. *El Brasileño* était un vétéran de la révolution des Asturies en 1934 et un des organisateurs de la guérilla dans le Nord-Est de l'Espagne; ceux de Miguel Cardeñas et Ceferino Álvarez Balarín, communistes assassinés le 1^{er} septembre 1949 à Sotadeiro (Orense), des frères Díaz (guérilleros de la *Cuarta Agrupación del Ejército Guerrillero de Galicia León*, assassinés à La Coruña), de Francisco Corredor Serrano, de Francisco Blas Aguado .

Cette lettre ouverte est demeurée à ce jour sans réponse.

Que la lumière soit faite sur ces assassinats ne peut plus servir qu'à une chose : réhabiliter les victimes, auxquelles ont toujours été imputés des crimes imaginaires. Et cette réhabilitation est certainement

92. Pascual Gimeno Rufino.

due autant aux victimes qui n'étaient pas membres du PCE qu'à celles qui ont parfois été le bras armé des éliminations décidées ou encouragées tacitement par le Parti.

En ce qui concerne les victimes des guérilleros en France, la lumière reste à faire autant sur leur nombre – les *Dossiers noirs* n'ont certainement apporté qu'un début de recensement, d'ailleurs par endroits assez imprécis – que sur les motivations de leur exécution.

Un rapport des Renseignements généraux de la Gironde, daté du 15 mai 1945, en donnerait la justification :

« L'Union Nationale Espagnole est un mouvement qui a pris naissance dans la clandestinité dès 1942 dans les milieux réfugiés espagnols à Grenoble et à Toulouse. Elle groupe des représentants de l'Union Générale des Travailleurs, de l'Alliance Nationale de Catalogne et des différents partis politiques (républicains, socialistes et communistes) ainsi que de l'Union des Femmes Espagnoles... »

Les meetings et les tracts ont pour objet de propager les buts de l'Union Nationale dont les grandes lignes sont les suivantes :

- Rupture avec l'Espagne de Franco et le fascisme international*
- Épuration parmi les Espagnols en exil pour la reconquête de l'Espagne*
- Rétablissement de la liberté de presse, de pensée et de réunion mises au service du peuple en vue de la reconstruction de l'Espagne⁹³. »*

Épuration : vaste programme, un préalable, peut-être, au « rétablissement de la liberté, etc. ». Mais ce rapport est bien tardif, l'UNE est défunte, elle sera officiellement dissoute le 25 juin 1945. Si l'UNE s'était engagée dans une élimination systématique de ses adversaires réels ou supposés, on peut penser d'une part que ses victimes auraient été dans un premier temps plus nombreuses, et d'autre part que les autres composantes espagnoles de la Résistance se seraient élevées contre le PCE plus tôt et plus fermement qu'elles ne l'ont fait. Les *Dossiers noirs* mentionnent une lettre du Comité national de la CNT au PCE datant de la fin novembre 1944. C'est aussi, on l'a vu, en novembre qu'Eduardo Pardo intervient à Quillan,

93. Archives départementales de la Gironde.

semble-t-il avec succès, pour dissuader les guérilleros de la Quinta Brigada de poursuivre leur vendetta meurtrière.

Les archives du PCE peuvent-elles encore fournir des données sur l'ampleur des éliminations et l'implication de sa direction d'alors dans les décisions d'y procéder? Après tout, il aura fallu attendre 2007 pour que la lumière soit largement faite sur les assassinats perpétrés sous l'Occupation par le Détachement Valmy, bras armé de la direction clandestine du PCF, qui n'a pas éliminé que des soldats allemands et des collaborateurs⁹⁴.

Autre question, celle de l'adhésion qu'a pu susciter chez des militants expérimentés le programme de l'UNE. Que de jeunes hommes novices politiquement et n'ayant pas vécu les luttes intestines de la guerre d'Espagne aient rejoint les unités de guérilleros en 1944, à l'instar d'Henri Melich, n'a rien de surprenant. Il en va de même pour de jeunes immigrés économiques n'ayant pas vécu cette guerre et sensibles au sort de leurs familles demeurées de l'autre côté des Pyrénées. L'ébullition de la Libération associée à une rhétorique d'unité antifasciste nécessaire à la libération de l'Espagne ont eu un effet de catalyseur. Il est vrai également que la UNE est à ce moment-là la seule organisation politique présentant un plan d'envergure ayant l'ambition de libérer l'Espagne à un moment qui pouvait paraître opportun.

Mais comment expliquer l'adhésion de militants expérimentés et ayant vécu la contre-révolution conduite par le PCE en Espagne entre 1936 et 1939? Ramon Fontarnau, militant anarchiste qui a combattu au sein d'une colonne du POUM, n'ignorait rien des pratiques du PCE, qu'il dénonça même dans un article après les Journées de mai. Quant à Alfonso Sanmiquel, militant du POUM, il était par cette seule appartenance suspect aux yeux des guérilleros. Et il avait vécu la dissolution du POUM et de ses formations combattantes. Peut-être se rattachait-il au courant du POUM qui considérait encore l'Union

94. Voir par exemple Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Liquider les traîtres, la face cachée du PCF 1941-1943*, Robert Laffont, 2007.

soviétique comme un État à défendre? Peut-être étaient-ils tous deux animés avant tout par la volonté de combattre le franquisme? Cette question-là demeurera sans réponses.

Des visages



Ramon Mialet



Ramon Fontarnau



Alfonso Sanmiquel



Juan Pujadas

Annexes

Des visages



Luis García et sa femme



Eduardo Pardo dans les années 1940



Devant la croix noire : Enrique Georgacopoulos, milicien à Valence en 1936

Témoignage de Raymonde Rousset (Quillan, août 1945)

Recueilli et mis en forme par Henri Melich

En août 1945, peu de temps après mon retour d'Allemagne, nous nous sommes mis en tête, mon père et moi, d'en savoir plus sur la disparition de Ramon Mialet.

Ramon était ami avec Raymonde Rousset. Il était demeuré proche d'elle après le décès de son époux en 1941. Il lui rendait visite régulièrement. Nous connaissions bien Raymonde Rousset. Sous l'Occupation, elle avait participé à notre réseau de passage, et des liens d'amitié s'étaient noués entre nous.

Raymonde Rousset devait se douter de l'objet de notre visite, car, dès notre arrivée, elle se montra inhabituellement nerveuse. Après l'avoir rassurée sur nos intentions et promis de ne rien révéler de ce qu'elle nous dirait, elle accepta de nous dire ce qu'elle savait. Elle commença par nous avouer la raison de ses craintes. Elle ne nous cacha pas que la rumeur disait à Quillan que Ramon et son beau-frère avaient été assassinés. Si elle ignorait qui étaient les assassins, elle savait par ces mêmes rumeurs que certains d'entre eux vivaient à Quillan et aux alentours.

Elle ne se souvenait plus précisément de la date, mais, vers la fin septembre 1944, Ramon se présenta un matin chez elle, accompagné de son beau-frère Ramon Folch (en réalité, Ramon Fontarnau). Cela faisait une ou deux semaines qu'elle n'avait plus vu Mialet, depuis qu'il avait rejoint les guérilleros à Formiguères.

Elle l'a vu arriver sans prévenir avec un individu qu'elle ne connaissait pas, mais qu'il présenta comme son beau-frère. Il était nerveux, agité. Mialet ne lui fournit pas plus d'explication afin de ne pas l'entraîner dans l'histoire dans laquelle ils se trouvaient pris.

C'est par sa voisine qu'elle apprit qu'un groupe de guérilleros de Quillan était venu chercher les deux hommes, et qu'un d'eux l'attendait depuis.

Craignant pour leur vie, elle s'en fut à la gendarmerie. Là, on lui apprit qu'ils étaient retenus sous la contrainte à la mairie de Quillan.

Une fois à la mairie, elle put voir brièvement Mialet, qui lui dit de partir aussitôt afin de ne pas la mettre en danger.

Mais elle finit par apprendre ce qui s'était passé : alors que les deux beaux-frères arrivaient chez elle (elle habitait derrière la gare de Quillan, près de la coopérative), ils furent reconnus par Madeleine, la compagne de Lluís Buxeda. Apparemment, ils venaient de désertre de la Quinta Brigada, et la nouvelle était déjà connue. Madeleine s'en fut aussitôt avertir des guérilleros de Quillan, ils se réunissaient à proximité, au café de la Gare, et purent ainsi rapidement être chez Raymonde.

Ils les conduisirent à la mairie, mais Ramon Mialet et Ramon Fontarnau réussirent à leur fausser compagnie et purent rejoindre la gendarmerie. Mais, contre toute attente, les gendarmes n'acceptèrent pas de les protéger et laissèrent les guérilleros les emmener à la mairie. Il faut dire que les guérilleros faisaient à ce moment-là la loi et qu'il était risqué de leur résister.

Mais Raymonde n'arrêta pas son récit à Mialet et son beau-frère.

En 1943, elle s'était liée d'amitié avec une jeune Espagnole, une dénommée Maruja Abriol. Elle nous la décrit comme une belle jeune femme, de petite taille. Elle était arrivée de Nice avec son fiancé, Enrique, un jeune médecin espagnol avec un nom grec, sa sœur et son beau-frère, M. Pallarés. Les deux couples passèrent quelque temps à Montfort, puis la sœur et le beau-frère de Maruja repartirent pour Nice.

Elle s'était liée d'amitié avec Maruja, qui lui apportait quand elle le pouvait des œufs, de la nourriture. Elle n'ignorait rien de ses activités et encore moins qu'elle donnait asile à des réfugiés.

En 1944, le docteur avait rejoint la Quinta Brigada, et on disait qu'on les avait tous deux assassinés. Toujours est-il que Maruja et Enrique disparurent de Camurac.

Pour ma part, j'avais fait la connaissance de Raymonde Rousset pendant la guerre. À l'époque, je faisais partie du réseau de passage que nous avons organisé avec Pedro Perez et Miguel Gonzalez.

La maison de Raymonde Rousset était un de nos points d'appui. Elle hébergeait, nourrissait, habillait les réfugiés que nous faisons passer en Espagne via Andorre. Je les prenais en charge chez elle, et après leur avoir fait traverser la vallée de Quirbajou, je les déposais à Marsa, où ils étaient pris en charge par un autre guide.

Pour l'aide qu'elle apportait aux fugitifs, Raymonde ne nous a jamais demandé le moindre argent. Elle l'a toujours fait de façon désintéressée. Sa vie n'était cependant pas facile. Son mari, M. Armissen, était décédé en 1941. Pour survivre, elle se prostituait, comme nombre d'autres femmes au cours de cette époque. Elle a effectivement dû recevoir des Allemands.

Mais était-ce une raison suffisante pour la tondre, la brutaliser et l'incarcérer à la libération de Quillan ? Assurément non.

Le 21 août 1944, à Quillan, j'ai assisté, impuissant, à ce qui m'a paru être le lynchage de quelques femmes, dont Raymonde, sous les cris d'une foule devenue hystérique. Et ce n'est que le lendemain, sur l'intervention d'un ami, qu'elle put être libérée.

Ses mérites sous l'Occupation ne furent jamais reconnus. Je n'en garde pas moins le souvenir d'une femme de caractère et d'une grande générosité.

Biographie de
Lluís Buxeda Salo

Lluís Buxeda Salo est né le 13 décembre 1895 à Palamós, province de Gérone¹. Il était le fils cadet de Jaume Buxeda et d'Antonia Salo.

Lluís Buxeda a vécu jusqu'en 1939 de différents métiers de la mer. Il a été tour à tour pêcheur, mécanicien nautique ou encore docker.

En 1927, il adhère à la CNT, organisation qui correspondait le plus, selon ses propres termes, à «son tempérament²». Toujours en 1927, il passe le concours de second mécanicien de marine organisé par la Capitainerie de Barcelone³, mais il n'apparaît cependant pas parmi les lauréats de ce concours.

En octobre 1933, il est impliqué dans une rixe entre ouvriers portuaires à Palamós. Un différend d'origine inconnue l'aurait opposé en compagnie de José Garriga et José Ruiz à deux autres ouvriers portuaires, Vicente Martorell et Serapio Maynou. Ces deux derniers auraient été agressés par le trio *con palos y hierros*⁴. Cette affaire, bien que rapportée par la presse de l'époque, ne semble pas avoir eu de suites judiciaires.

Lluís Buxeda est décrit par la Guardia Civil comme un individu bagarreur et peu recommandable⁵. Il semblerait que cette étiquette ne soit pas entièrement fausse, mais réductrice, car Lluís Buxeda était aussi doté d'un grand courage physique, comme il le démontrera plus tard⁶.

Dès juillet 1936, il prend une part active, mais secondaire, aux premiers temps de la révolution. Il s'illustre notamment lors de l'incendie de l'église et de la *Casa rectoral* de Palamos⁷ : après avoir brûlé des représentations religieuses, il se serait déguisé en prêtre, et, juché

1. État civil de Palamos.

2. Cf. Juicio 33.010. *Juicio* est un terme juridique désignant un jugement.

3. *La Vanguardia* du 9 août 1927, p.12, et du 12 août 1927, p. 22.

4. *La Vanguardia*, 30 octobre 1933, p.21 et *El Autonomiste* du 30 octobre 1933.

5. Cf. Juicio 33.010 et 33.500

6. Voir le récit d'Henri Melich.

7. Juicio 33.010 et 33.500

sur un cabriolet, il aurait fait des simulacres de messe dans les rues de la ville⁸.

Il fait alors partie des patrouilles de contrôle mises en place par la CNT, mais son rôle se serait essentiellement cantonné à des missions de surveillance des routes et à quelques gardes d'édifices publics.

Lluís Buxeda a confié à Henri Melich avoir participé en août 1936 au débarquement sur Majorque⁹. Toujours en août, il part avec un groupe de Palamosins pour le front d'Aragon et rejoint la Colonne Durruti. Ce groupe est composé de José Casas, dit Rado, Jaime Sabat Orihuela, José Cal Peyris, Odon Zurita Sala, et va être incorporé dans la 43^e centurie, tandis que le cousin de Lluís Buxeda, Poncio Salo Pages sera brancardier à l'hôpital de Bujaraloz. La 43^e centurie sera affectée au secteur de Pina de Ebro.

Le 16 août 1936, quelques jours avant son départ, il épouse sa compagne, Marie-Madeleine Gazelle, originaire de Marsa dans l'Aude, ce qui permit vraisemblablement à cette dernière de percevoir une solde pour le temps passé par Lluís Buxeda au front.

Il serait revenu malade du front le 8 novembre 1936¹⁰. Lluís Buxeda aurait, selon ses propres déclarations, remboursé ce qu'avait perçu son épouse au cours de cette période au comptable de la mairie, Juan Bach Simon.

Il travaille ensuite, et jusqu'à la fin de la guerre, comme pêcheur.

En janvier 1939, il se réfugie en France. Il est interné en camp de concentration avant de pouvoir rejoindre son épouse à Quillan en avril 1939 grâce à un contrat de travail d'ouvrier agricole. Après 6 mois de contrat, il rejoint les réfugiés espagnols embauchés pour les travaux de bûcheronnage. Il sera d'abord employé par l'entreprise

8. Témoignage de Guillermo Llado à Henri Melich.

9. La bataille de Majorque : tentative de débarquement des forces antifascistes conduite par le Comité central des milices antifascistes de Catalogne entre le 16 août 1936 et le 12 septembre 1936. Elle se solda par un échec.

10. Juicio 33.500 : date d'arrêt du versement de la pension à son épouse, Madeleine – déclaration du maire de Palamos en 1945.

Moresqui, puis par l'entreprise Henri Boiteux. C'est au cours de cette période qu'il fait la connaissance d'Henri Melich.

À la Libération, il travaille dans une scierie de Quillan.

Ce serait sous la menace¹¹ d'un dénommé Oriolas, représentant de la UNE («sinon, une mitrailleuse s'occuperait de lui») qu'il se serait rendu en août 1944 au QG de la UNE à Merial. Une fois à Merial, il aurait été intégré dans une section de la Quinta Brigada de l'Aude.

Jusqu'au 20 septembre, un instructeur fait exécuter à son groupe des exercices de tir et de lancer de grenades, toujours sous le commandement du lieutenant Oriolas. Le 21, l'intégralité de sa section est envoyée en camion à Camurac, d'où, après avoir vu leur effectif renforcé par de nouvelles recrues, ils sont envoyés aux Angles, où ils reçoivent un souper. À minuit, toujours en camion, ils partent en direction de l'Espagne, mais sont déposés à 2 km de la frontière. Il passe une partie de la nuit dans un bois à attendre un petit groupe venant de Camurac qui n'arrive qu'un peu avant le lever du jour. C'est le commandant Mateo qui dirige les opérations. La section prend la direction de la frontière, et une fois le jour levé, se dissimule dans un bois jusqu'à la nuit. C'est de nuit qu'ils traversent la frontière et continuent leur marche jusqu'au lever du jour.

Au matin du 23 septembre ils sont accrochés une première fois un peu avant Fornells de la Muntanya, à la hauteur de Dorria, par les forces armées franquistes, et doivent s'enfuir. Leur groupe a eu à peine le temps d'effectuer la jonction prévue sur les Monts de Tosas avec le groupe du capitaine Labela qu'ils sont de nouveaux accrochés par des gardes civils. Henri Melich, qui faisait partie de ce groupe, n'a pas eu le temps de retrouver Lluís Buxeda, mais l'entendit exhorter les guérilleros à jeter des grenades tout en tentant d'organiser la riposte aux assaillants.

Ce fut le dernier contact qu'il eut avec lui.

11. Juicio 33.010. Cette affirmation, bien que plausible, est cependant à prendre avec des réserves. Si les menaces pour contraindre des réfugiés espagnols à s'engager dans la UNE étaient monnaie courante, de nombreux guérilleros arrêtés après avoir franchi la frontière ont utilisé cet argument pour tenter d'obtenir une condamnation plus clémente.

Quelques semaines plus tard, alors qu'il avait réintégré son régiment d'infanterie, Henri Melich se rendit en permission à Quillan. C'est là qu'il apprit de Guillermo Llado que Lluís Buxeda avait été capturé, et, rattrapé par son passé, ramené à Palamos et fusillé. Mais la réalité fut tout autre.

Dans la confusion des combats, Lluís Buxeda réussit à s'extraire avec une dizaine d'hommes de l'encerclement des gardes civils. Après avoir erré deux jours, se dissimulant le jour et marchant de nuit, Lluís Buxeda eut la désagréable surprise de se retrouver seul, abandonné par son groupe. Il repartit alors en direction de la frontière en passant par le col de Tosas, après s'être débarrassé de ses armes dans un bois.

Presque arrivé à destination, à San Cristobal de Tosas, il fut interpellé par deux policiers, et se trouva confondu par la carte de travailleur étranger et l'argent français qu'il avait sur lui. Après un interrogatoire, il fut conduit le 28 septembre à la prison de Gérone¹².

Au cours de l'enquête, il fut accusé d'avoir participé au meurtre de Gregorio Talavera Morales¹³, assassiné à Palamos le 23 septembre 1936¹⁴. Trois notables de Palamos, l'alguacil Segundino Torrent Selles, Idelfonso Romaguera Baguer et le phalangiste Antonio Plaja y Guell¹⁵ le considèrent en effet, sur la base d'une rumeur, comme étant un des principaux instigateurs de ce meurtre.

Mais comme il avait été absent de Palamos du 17 août 1936 à début novembre 1936, et sans témoin direct du meurtre, il fut difficile de prouver sa culpabilité. Par contre, sa participation au saccage de l'église de Palamos n'a pas été oubliée et à cause d'elle il est condamné le 27 septembre 1945 à 12 ans et un jour de prison pour *auxilio à la rebelion* (soutien à la rébellion). En outre, il avait été condamné quelques mois auparavant à 30 ans de prison pour avoir franchi illégalement la frontière en septembre 1944.

12. Cf. expediente 10.832.

13. Gregorio Talavera Morales était un ouvrier de 38 ans réputé pour son opposition au syndicalisme ouvrier. Il fut assassiné le 23 septembre 1936. Source : Archivo Histórico Nacional, FC-CAUSA GENERAL, 1431, Exp.16

14. Consejo de guerra - Juicio 33.500.

15. Delegado local de informacion e investigacion de la FET y de la JONS de Palamos.

Entre les deux procès, Lluís Buxeda fut envoyé sur l'initiative du directeur de la prison de Gérone à la prison de San Miguel de los Reyes (province de Valence), car selon lui sa prison n'était pas suffisamment sûre pour un individu aussi dangereux. C'est là que Lluís Buxeda purgea ses peines de prison. Il fut gracié de sa seconde condamnation le 25 mai 1950, mais demeura incarcéré pour la première. Jugé dangereux par le régime franquiste, il ne put obtenir, contrairement à d'autres détenus jugés pour des faits similaires en même temps que lui, de remise de peine avant novembre 1958. Gravement malade, il regagna Palamos en liberté conditionnelle et il y mourut le 5 mars 1959. Sa grâce définitive arriva à Palamos quelques jours plus tard.

Biographie de
Ramon Fontarnau Preseguer
«Ramon Folch»

Ramon Folch, de son vrai nom Ramon Fontarnau Preseguer¹⁶, est né le 13 février 1910 à La Guixa (Sentfores – près de Vich), dans la province de Barcelone. Ouvrier fondeur, membre de la *Sociedad Obrera de Vich* (CNT), il a pris une part active à la révolution. Selon le témoignage de Ramon Mas Morato, il était, avec Enrique Juvayn Sagalet et Manuel Galindo, l'un des trois responsables des patrouilles de contrôle de Vich¹⁷. Toujours selon ce témoignage, il existait deux groupes de patrouilles à Vich : celui dirigé par le trio Mas, Juvayn et Fontarnau qui était chargé des opérations de police, et le second dirigé pour sa part par Vicente Coma Cruells qui était chargé spécifiquement des éliminations. Les deux étaient placés sous l'autorité du Comité révolutionnaire dirigé par Vicente Freixinet (CNT-FAI).

D'autres membres de la famille Fontarnau se sont engagés dans des activités révolutionnaires. Ainsi, son frère, Miguel, a été emprisonné en 1939 à la prison de Vich, puis à la Celular de Barcelone, et enfin au camp de concentration de Horta (Barcelone)¹⁸. Une autre de ses sœurs fut aussi victime de la répression.

Ramon Fontarnau anime plusieurs meetings des Juventudes Libertarias (JJLL, les jeunesses libertaires) autour de Vich, jusqu'à l'automne 1936 où il part pour le Front d'Aragon avec un groupe de miliciens du POUM. Ce groupe rejoint la seconde colonne du POUM, la colonne Arquer Piquer, et se bat dans le secteur d'Alcubierre et de Huesca. Il n'en renie pas pour autant ses convictions anarchistes et rédige des chroniques régulières dans l'*Hora Nova*, le journal du Comité révolutionnaire de Vich. Son groupe deviendra

16. C'est par la famille de Ramon Mialet Guiteras que nous avons retrouvé la véritable identité de Ramon Fontarnau.

17. Témoignage de Ramon Mas dans la *Revista AUSA*, n°XXIII, article de Carles Puigferrat i Oliva, *Notícies sobre la Seva actuació durant la Guerra civil*, p.222.

18. Information transmise par Esther Farrés Sucarrat.

lors de la militarisation le premier bataillon de la première compagnie de la 128^e brigade mixte de la 29^e division, la division Lénine¹⁹. Après les événements de mai 1937, il rédige une tribune alertant les militants cénétistes contre les dangers que représentent les pratiques staliniennes du PSUC et de ses alliés.

Arrivé en France, il est interné au camp de Septfonds²⁰ (Tarn-et-Garonne). Son internement dans ce camp de concentration laisse supposer que Ramon Fontarnau a réussi à quitter l'Espagne via Puigcerdà en janvier 1939. En effet, d'autres militants confédéraux de Vich ayant fui au même moment y furent internés à la même période. Le registre des sorties du camp de Septfonds indique qu'il est envoyé le 11 février 1940 aux Aciéries et Forges de Firminy²¹ en tant qu'ouvrier fondeur.

À partir de cette date, nous perdons sa trace, pour le retrouver à la colonie de Camurac en septembre 1944, en compagnie de son beau-frère Ramon Mialet Guiteras. Tous deux venaient de s'engager dans la Quinta Brigada des guérilleros.

La raison pour laquelle Ramon Fontarnau a changé de nom est inconnue. Il est en effet entré en France sous son vrai nom, mais en a changé au plus tard en septembre 1944. Il est cependant à noter que l'utilisation de pseudonymes ou les changements d'identité étaient courants dans le mouvement libertaire espagnol.

19. Division Lénine, celle à laquelle se joignit Georges Orwell.

20. Registre du camp de Septfonds, Autorisation n° 41 en date du 3 janvier 1940, Archives départementales du Tarn-et-Garonne.

21. *Ibid.*

Enrique Georgacopulos Teja «Georga»

Enrique Georgacopulos Teja est né le 19 septembre 1912 à Vina-roz (province de Valence). Il était le fils d'un fonctionnaire du port de Valence d'origine grecque, un temps représentant de l'ambassade grecque. Sa mère était originaire de Santander. Il avait deux frères, Constantino et Nicolas.

Après l'obtention de son baccalauréat, Enrique Georgacopulos commença des études de médecine. Il fut aussi le fondateur de l'équipe de rugby de Valence, avec laquelle il parvint à jouer au niveau international : en mai 1935, il fait partie de l'équipe nationale de rugby espagnole. Il pratiquait d'autres sports, allant de la boxe à la natation. Il sera aussi l'entraîneur de l'équipe féminine de natation.

Il était membre de la *Federación Universitaria Escolar* (FUE) et du parti républicain Izquierda Republicana (IR, Gauche républicaine). Il était très impliqué dans la FUE, pour laquelle il était entraîneur sportif, et participait aux colonies scolaires organisées par la FUE pour de jeunes enfants. Il fut ainsi en 1931 secrétaire de la section médicale de ces colonies²².

En juillet 1936, lorsque survint la guerre, il s'engage tout d'abord dans les milices de Valence et un peu plus tard à l'école de police. Une fois formé, il rejoint le service des enquêtes spéciales, une police sans uniforme des forces de sécurité.

À partir de novembre 1936, le gouvernement espagnol est installé à Valence. Selon un témoignage de son frère Nicolas, alors qu'Enrique Georgacopulos assurait au cours d'une manifestation la sécurité de Juan Negrín, devenu président du Conseil des ministres en mai 1937, ce dernier fut attaqué par un individu. Il mit l'agresseur à terre d'un seul coup de poing. Il devint alors secrétaire particulier de Juan Negrín et occupa ce poste jusqu'au transfert du gouvernement républicain à Barcelone en octobre 1937.

22. Juan Peset, *La colonia escolar del Magisterio*, 1933. www.elcantodelbuho.org/fue/html

En septembre 1938, il est nommé secrétaire national pour les sports de l'Union fédérale des étudiants espagnols (UFEH)²³ et en décembre il devient responsable de la section technique d'Airesol²⁴, le nouvel organisme sportif créé par l'Alliance de la jeunesse antifasciste (AJA)²⁵. Toujours en décembre 1938, il est chargé de l'organisation du «Trophée Airesol», une manifestation militaro-sportive d'Airesol.

Durant ces années, toujours selon sa famille, il protège non seulement son frère Constantino, qui avait rejoint la Phalange vers 1935, mais aussi d'autres sympathisants franquistes.

Réfugié à Nice, Enrique Georgacopulos y fait la connaissance de Maruja Abriol. Ils résident tous deux à la Villa Gavotte en compagnie de la sœur de Maruja et de son époux, Luis Pallares Martinez et Enrique Georgacopulos travaille quelque temps pour un imprimeur niçois.

En 1943, toute la famille quitte Nice pour l'Aude, où Enrique rejoint la Quinta Brigada. Ses connaissances médicales le désignent comme médecin. Ils résident à Montfort-sur-Boulzanne et ensuite à Rennes-le-Château. Pour des raisons inconnues, la sœur de Maruja et son époux avaient regagné Nice.

Enrique Georgacopulos avait conservé le contact avec sa famille demeurée à Valence. Il put ainsi échanger quelques courriers avec elle en se dissimulant sous un nom d'emprunt. Son frère Constantino, après avoir combattu, malgré ses convictions, au sein de l'armée républicaine, s'engagea en 1942 dans la Division Azul²⁶. Il combattit sur le front russe à Krasny Bor. Quant au second, Nicolas, il fit la guerre d'Espagne au sein des carabiniers.

23. *La Vanguardia*, 28 septembre 1938.

24. Airesol fut créé au cours de l'été 1938 par l'AJA. Cet organisme visait à la préparation militaire de la jeunesse au travers d'activités sportives. Son secrétaire général était Augustin Nieto, membre de la Juventud Socialista Unificada (JSU). Voir Sandra Souto Kustrin, *Paso a la juventud*, Publicacions de la Universidad de Valencia, 2013.

25. L'AJA fut créée en 1937. Elle regroupait les principales organisations de jeunesse : la JSU, les Juventudes sindicalistas, l'UFEH et la FIJL, qui s'y intégra difficilement. L'influence de la JSU y était prépondérante.

26. Voir Constantino Georgacopulos Teja, *Un artillero de trinchera. Memorias de un divisionario valenciano*, Vicente J. Sanjuán Ediciones, 2015.

Biographie de
Miguel Gonzalez Espada

Né à Calanda (dans la province de Teruel, en Aragon) le 4 janvier 1914, Miguel Gonzalez Espada était le fils aîné d'une fratrie de 4 enfants, et sa famille, d'origine aragonaise, était réputée d'idées progressistes. Son père était membre de la CNT²⁷.

Miguel Gonzalez Espada fut l'un des fondateurs du groupe de jeunes de la CNT de Calanda²⁸, constitué pour organiser des activités culturelles, mais aussi subversives. C'est ainsi qu'il fut impliqué dans les mouvements de grève des cueilleurs d'olives ou encore des ouvriers de la chaux.

En 1932, la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) organise un meeting à Calanda et fait installer des haut-parleurs pour le diffuser dans toute la ville. Pour empêcher la tenue du meeting, le groupe de jeunes de la CNT fait sauter la ligne électrique qui alimente Calanda depuis le lieu-dit La Clocha. Le lendemain, Miguel Gonzalez et un nommé Asensio sont arrêtés, mais libérés peu après²⁹.

Il est de nouveau arrêté en décembre 1933 après une tentative d'insurrection, et condamné à 6 mois d'emprisonnement. Au cours de l'enquête, il est de nouveau inculpé pour avoir volé sur le chantier d'une voie ferrée, où il était employé, plusieurs caisses de dynamite.

En mai 1936, il assiste en tant que délégué de Calanda au quatrième congrès de la CNT à Saragosse.

En juillet 1936, au moment du coup d'État nationaliste, il est en train de faire son service militaire à Lérida au Régiment d'infanterie Albuera n° 25. Le 18 juillet, l'armée, appuyée par les phalangistes,

27. Témoignage aux auteurs de Miguel Grau Badia, octobre 2010. Militant de la CNT de Calanda, Miguel Grau Badia était un ami de Miguel Gonzalez Espada.

28. *Idem.*

29. *Idem.*

proclame l'état de siège et prend le contrôle de la ville. La Garde civile, de son côté, avait fermé les sièges des partis politiques et des syndicats, mais sans procéder à des arrestations.

Le 19, un comité révolutionnaire regroupant la CNT, l'UGT et le POUM déclenche une grève générale. Entretemps, un comité de soldats s'était créé au sein de la garnison, pour préparer les soldats à s'opposer au coup d'État. La nuit venue, Miguel Gonzalez facilite l'entrée d'un groupe de militants de la CNT dans la caserne, pour s'emparer de l'armement³⁰ afin d'armer les grévistes.

C'est alors que le comité révolutionnaire déclenche une mutinerie et que les soldats retournent leurs armes contre les militaires factieux.

Le 22 juillet, il s'engage dans la colonne Durruti à Bujaraloz. Il fit partie de la 11^e centurie, «Centuria», dont il devint le capitaine lors de la militarisation de la colonne, le 12 janvier 1937³¹. Cette centurie devint la 3^e compagnie du 473^e bataillon de la 119^e brigade mixte (26^e Division) et son grade de capitaine fut officiellement reconnu en août 1938³².

Il participa aux principaux combats de la colonne Durruti, dont ceux du Monte Oscuro, de Sariñena, d'Albalate de Cinca, de Tamarite de Litera, des Montañas de Belcaire et de Bastus.

Selon José Fortea Gracia, qui combattait avec lui, Miguel Gonzalez se comportait avant tout en camarade, ne faisant jamais usage de ses «galons». Avec l'appui du commandante Antolin³³, il s'est toujours opposé aux ordres consistant à exposer inutilement les hommes ou à les envoyer délibérément à la mort, ce qui lui valait la confiance des autres miliciens. Le 11 avril 1937, il fut blessé au cours de la bataille de l'Ermita de Santa Quinteria (Monte Oscuro), et temporairement remplacé par son ami Antonio Mestre Ibars.

30. José Fortea, *Mi paso por la columna Durruti*. Centre d'Estudis Llibertaris Federica Montseny p. 62 et 63.

31. Fiche de Miguel Gonzalez Espada du Centre documentaire de la Mémoire Historique : DNSD - SECRETARIA, FICHERO, 28, G0229108 0 G0229112 6 FONDO CDMH.

32. *Diario Oficial del Ministerio de la Defensa Nacional*, n° 199 tomo II, 7 août 1938.

33. Le commandant de la 3^e compagnie, un ouvrier CNT de Tarrasa.

Si Miguel Gonzalez n'était pas partisan de la militarisation des milices, il n'en encourageait pas moins les autres militants confédéraux à occuper des postes d'officiers afin de maintenir l'influence de la CNT dans la Division. Au sein de la compagnie, il participait régulièrement aux réunions de la FAI³⁴.

Après les événements de mai 1937, pour marquer sa prise de commandement de la 26^e Division, le général Sebastian Pozas défila devant la division réunie près de Farlete. Miguel Gonzalez eut l'amertume de le voir parader accompagné des officiers du Régiment d'infanterie Albuera n°25 de Lérida, qui avaient été promus à l'état-major de l'Armée populaire.

Il est remplacé en juillet 1938 par le capitaine Lamela, de l'UGT, et prend le commandement de la Cuarta compañía jusqu'au 9 août 1938.

Après la chute du front d'Aragon, sa famille s'est réfugiée à Pals, près de Gérone. Contraint à l'exil en France, il se fixe avec ses parents et ses sœurs dans une maison abandonnée de Monfort-sur-Boulzane. Il travaille comme nombre de réfugiés espagnols dans les coupes de bois de la municipalité de Gincla.

En 1943, il participe avec Henri Melich et Pedro Perez Ruiz à un réseau d'évasion vers Andorre. Leur activité de passeurs prend fin lorsqu'ils apprennent que les juifs qu'ils faisaient passer dans l'Aude disparaissaient dans les Pyrénées avant d'arriver à destination.

En plus du bûcheronnage, il fait l'acquisition d'une camionnette, qu'il utilise pour transporter des fruits et des légumes. Ce véhicule lui vaut des sollicitations des guérilleros, qui l'utilisent pour des transports d'armes. Craignant d'être repéré, il arrête de leur prêter son véhicule.

En 1944, après la Libération, il était devenu membre de la Junta Española de Liberación (JEL) de Quillan.

34. José Fortea Gracia, *Tiempo de historia*, Centre d'Estudis Llibertaris Federica Montseny, Badalone, 2002, p.26.

Biographie
d'Henri Melich Guttierrez
«Robert Sans, Ricardo»

Henri Melich naquit le 5 novembre 1925 à Esplugues de Llobregat, une localité de la grande banlieue de Barcelone. La famille comptait trois enfants, deux garçons et une fille. Son père, Enric (Henri en catalan), était transporteur et marchand de légumes. Il s'était établi à Sant Joan Despí, localité dont il était originaire, voisine des Esplugues de Llobregat. Sa mère, Françoise Gutiérrez, née au carrer del Clot à Barcelone, affirmait être catalane, mais ses parents étaient d'origine castillane. Illettrée, elle était marchande de profession.

Les parents d'Henri Melich étaient athées. Son père, syndicaliste de la CNT, se définissait comme «libertaire», mais refusait d'être qualifié d'«anarcho-syndicaliste». Il refusa d'adhérer à la FAI. Sous la dictature de Primo de Rivera, il alla plusieurs fois en France pour des raisons de militantisme syndical. Pendant la guerre civile, son fils nous a expliqué qu'il «a poussé les collectivités agricoles à Sant Joan Despí». Dans la municipalité de cette localité mise en place à l'automne 1936, il représentait la CNT et fut chargé des travaux publics. Son fils assure qu'il prit en charge deux religieuses qu'il accompagna à Puigcerdà, près de la frontière française, en Cerdagne, et qu'il confia au responsable local de la CNT-FAI, Antonio Martín, qui les fit passer en France.

À la fin de la guerre civile, lors de l'arrivée en France, le père d'Henri Melich évita les camps de concentration des plages roussillonnaises. La famille Melich fut dirigée depuis la gare du Boulou vers Penne-d'Agenais, dans le Lot-et-Garonne. Mais en avril 1939, la famille trouva refuge à Quillan (Aude) où la sœur du père d'Henri Melich s'était mariée avec un Français.

Henri Melich fut scolarisé jusqu'à l'âge de treize ans et demi à Sant Joan Despí. Ses études furent interrompues par la *Retirada*.

Raoul de Volontat, le directeur de l'école de garçons de Quillan, le prit en charge au mois de mai 1939 et lui donna quelques cours. Ayant beaucoup de goût pour la lecture, Henri Melich se souvient d'avoir entrepris dès cette époque la lecture des *Aventures de Télémaque* de Fénelon, dans une langue qu'il ignorait et qu'il ne tarda pas à maîtriser rapidement. Le propriétaire de l'Imprimerie nouvelle de Quillan lui procura des livres d'Henry David Thoreau et de Ralph Emerson, deux auteurs qui devaient l'influencer durablement. Il fit alors la connaissance de Ramon Mialet, résistant libertaire qui lui fit connaître des auteurs qui le marquèrent : Gorki, Istrati et Jack London. La vie d'Henri Melich et de sa famille à Quillan fut plutôt paisible jusqu'en novembre 1942. Il travailla dans une scierie à Belvianes, près de Quillan, où la famille s'installa. Avec son père, il travailla sur plusieurs chantiers de bûcheronnage à Saint-Martin-Lys, Quirbajou, Puivert et Arques, localités des Pyrénées audoises.

Une quinzaine d'Espagnols réfugiés prirent l'habitude de se réunir dès mars ou avril 1943 autour d'un socialiste, Pedro Pérez. Une partie d'entre eux ne voulaient pas participer à la résistance française, alors que d'autres, dont le père d'Henri Melich, pensaient qu'il le fallait afin de lutter contre les nazis. Par contre, son frère aîné, anarchiste pacifiste, était d'un avis contraire. Henri Melich, quant à lui, franchit le pas dès mai-juin 1943. Pedro Pérez, qui était bûcheron à Montfort, dans les Pyrénées, participait déjà à un réseau de passeurs vers l'Espagne et Andorre, dont il était la cheville ouvrière – bénévole – avec Miguel Gonzalez. Henry Melich accepta de s'engager. Il prit en charge des candidats au passage à Quillan ou à Limoux. À Quillan, Raymonde Rousset hébergeait bénévolement des fugitifs pris en charge par le réseau.

Henri Melich empruntait le chemin de la forêt de Quirbajou jusqu'à Marsa (Aude), où il passait le relais à un autre passeur du réseau. Il allait parfois jusqu'à Rouzé, dans le Donnezan (Ariège). Pedro Pérez allait quant à lui jusqu'en Andorre. Des contrebandiers andorrans ont tué des juifs que Pérez leur avait demandé de faire passer en Andorre. Cela entraîna l'arrêt des passages.

Par la suite, il fut dirigé, en mai 1944, vers un maquis, celui de Salvezines (Aude), aux confins des Pyrénées-Orientales. Ce maquis FTP qui groupait pour l'essentiel des jeunes de la région de Quillan était dirigé par le commandant Jean-Louis (Victor Meyer) et reçut le renfort d'une quinzaine de parachutistes américains destinés initialement au maquis AS (Armée secrète) voisin de Picaussel et commandés par le lieutenant Paul A. Swank. Henri Melich participa à diverses actions du maquis de Salvezines : plasticages de lignes de chemin de fer à Axat, Saint-Martin-Lys (Aude) et Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales), déraillement d'un train en gare de Quillan, interception de la route entre Quillan et le col de Saint-Louis. Les deux maquis de Salvezines (FTP) et Picaussel (Armée secrète) libérèrent Quillan sans tirer un coup de feu, les Allemands se retirant vers Carcassonne. Un accrochage eut cependant lieu dans les gorges d'Alet (Aude), causant la mort de plusieurs maquisards et du chef du commando états-unien, Paul Swank, le 17 août 1944. Henri Melich participa aussi à une action à Couiza (Aude) contre un dépôt du ravitaillement allemand installé dans une usine. Le lieutenant Michel, des FTP, lui demanda de constituer un dépôt d'armes au PC du maquis de Salvezines, à la ferme Nicolau.

Après la libération de Limoux, les FTP de Salvezines restèrent une quinzaine de jours à Carcassonne avant d'être transférés à Narbonne, à l'école Montmorency.

À l'issue d'une réunion de l'*Unión nacional española* et des guérilleros de l'AGE à Narbonne, il s'enrôla, avec un compagnon de maquis, sans trop réfléchir, dans une formation de guérilleros. Après une courte préparation à Camurac (Aude), Melich et son groupe de guérilleros furent transférés en septembre 1944, à Valcebollère, en Cerdagne d'où devait partir une tentative d'invasion de l'Espagne. Il avait été choisi pour sa connaissance du catalan indispensable pour entrer en contact avec les populations proches de la frontière avec la France. À ce moment, Henri Melich estimait qu'il n'était pas très « défini idéologiquement ». Il avait participé à la Résistance aux côtés de communistes français et pouvait être attiré par le projet de l'UNE. Mais l'expérience malheureuse de l'échec de l'incursion armée dans

le Vall de Ribes limitrophe de la Cerdagne française, sous le commandement du capitaine Labela, commença à le faire douter. À Valcebollère, son père, qui le joignit par téléphone, lui raconta les exécutions d'Espagnols antifranquistes par des militants du PCE dans la haute vallée de l'Aude. Henry Melich et quelques-uns de ses camarades décidèrent alors de désertir de l'AGE. Après un contrôle des gendarmes dans le train entre Osséja et Prades (Pyrénées-Orientales), ils furent remis à l'AGE, dont l'état-major se trouvait à Prades. Ils réussirent toutefois à s'enfuir. Melich revint à Belvianes.

Menacé par les agents de l'UNE, il fut pris en charge par un communiste français, son ancien commandant de maquis, Jean-Louis, mécontent de l'attitude des éléments de l'UNE. Melich savait déjà que ses amis Ramon Mialet, Miguel Gonzalez et Pedro Perez avaient été tués par Juan Fernandez, dit El Chato, un lieutenant de cette 5^e Brigade des guérilleros de l'Aude qu'il venait de quitter. Déserteur de l'AGE, il se sentit menacé. Adrien Bardou, futur maire communiste de Quillan, très lié à Henri Melich et à son père, l'avait averti des dangers qu'il courait. Jean-Louis lui procura une carte d'identité régimentaire, mentionnant sa nationalité française, auprès du commandant de la place de Carcassonne.

Revenu à Narbonne, Melich fut dirigé ensuite vers Castelnaudary, où il intégra le 81^e Régiment d'infanterie reconstitué à partir des divers éléments de la résistance audoise.

Avec son unité, Melich fut envoyé, à la fin de décembre 1944, vers le front, en Alsace. Après avoir franchi le Rhin, il participa à l'offensive finale contre le Troisième Reich jusqu'à Ulm (Bavière). On lui proposa de suivre une formation de sous-officier à Lörrach (Bade), ce qu'il accepta sur le conseil de Jean-Louis. Mais les examens eurent lieu alors qu'il était en permission et il demeura caporal-chef.

De retour à Montpellier, il fut démobilisé le 15 juillet 1945. Ses parents avaient quitté Belvianes pour Quillan, et il y trouva à s'employer jusqu'en 1946 dans la chapellerie ou la chaussure. Il alla ensuite à Narbonne où il travailla quelques mois comme élagueur chez Arino, une entreprise de travaux ferroviaires de Coursan. Sa méfiance envers le colonialisme le dissuada d'aller au Gabon participer à des travaux forestiers.

Puis il s'établit pendant deux ans à Cerbère (Pyrénées-Orientales), localité frontalière avec une grande gare ferroviaire. Il fut embauché comme plongeur dans un restaurant, mais préféra bientôt travailler dans le transbordement ferroviaire, celui des oranges en particulier, car cet emploi lui laissait davantage de temps libre pour les activités clandestines de la CNT espagnole, organisation dont il fut membre de 1950 à 1970. Il introduisait en Espagne des journaux (dont la *Ruta*) et des brochures de la CNT, et faisait passer des personnes. Un des itinéraires de montagne qu'il utilisait fut – il le sut plus tard – celui qu'avait emprunté en 1940 Walter Benjamin. À Cerbère, Henri Melich fit la connaissance de Manuel Huet³⁵ – libertaire et résistant, qui avait été un agent du réseau de Francisco Ponzan – qui lui suggéra de s'installer à Toulouse.

À Toulouse, Henry Melich adhéra aussi à la CNT française, dont il fut pendant quelques années le secrétaire régional. Il collabora, pendant deux à trois ans, à *Nueva senda*, organe des jeunesses libertaires pour lequel il assurait une chronique littéraire.

Melich trouva une place de « coupeur et modéliste en chaussures » à La Languedocienne. Puis cette entreprise l'employa comme vendeur en confection. Il réussit plus tard à se faire embaucher comme vendeur à la librairie Vives de Toulouse. M^{me} Vives, qui l'avait embauché, lui fit découvrir de nombreux auteurs français qui le marquèrent profondément.

Henri Melich se maria à Toulouse en 1956 avec Hermínia Agusti, une réfugiée originaire de Tarragone en Catalogne. Ils eurent deux fils : Ariel qui est comptable ; l'autre, Alain, poseur d'alarmes électroniques, s'est reconverti, après s'être installé en 2010 à Tordères (Pyrénées-Orientales), dans la randonnée avec ânes.

35. Manuel Huet Piera ou Riera, dit El Murciano, né à Valence en 1908 et mort en 1984. Chauffeur de taxi à Barcelone, membre du groupe anarchiste Fructidor puis, en 1937, de la FAI, il devint aviateur au début de la guerre civile et la termina avec le grade de capitaine. Exilé en France, il fit partie des réseaux Ponzan et Pat O'Leary. Il participa aux combats de la libération de Paris puis, installé à Céret (Pyrénées Orientales), il aida les groupes d'action qui passaient en Catalogne. Voir la notice rédigée par Rolf Dupuy sur <http://losdelasierra.info>.

Après son mariage, Henri Melich quitta à regret la librairie pour se faire embaucher comme peintre en bâtiment, activité plus lucrative. Mais la passion des livres le dévorait. Il réussit, au début des années 1960, à se faire embaucher chez Deleuil, libraire distributeur en gros de Toulouse et dépositaire de grandes maisons d'édition comme Denoël, Julliard, Gallimard, Casterman... Il quitta cette grande maison pendant un an pour travailler chez un autre distributeur toulousain. Mais, de retour chez Deleuil, on lui confia la représentation de livres dans une quinzaine de départements, dont les Pyrénées-Orientales.

À Perpignan, il fit la connaissance de Jean-Louis Coste, le patron de la librairie Torcatis, qui le recommanda auprès de Calmann-Lévy. Il travailla désormais pour cet éditeur et, parallèlement, pour Ruedo Ibérico, qui venait de se créer à Paris. Enfin, au début des années 1970, il s'installa à Perpignan, où il fonda la *Librería española*, où il diffusait, près de la frontière, des éditeurs espagnols antifranquistes de «l'exil» comme Ruedo Ibérico ou Ebro, ainsi que des éditeurs mexicains.

Dans la même période, il fonda avec son ancien patron toulousain, M. Finance, et Carlos Semprún Maura³⁶ un diffuseur, Midi-Livre, et une maison d'éditions, Monipodio. Ils publièrent trois numéros de la revue *Frontera* et une quinzaine de livres desquels se détachent les best-sellers de Jesús Ynfante, dont le succès fut immédiat après la publication d'un premier ouvrage, *Las sagradas familias de Barcelona : Los negocios de Porcioles* (1974), bientôt suivi de *Los negocios ejemplares : MATESA, SOFICO, los negocios del caudillo, RUMASA* (1975)³⁷, et de *Los negocios militares* (1976).

Après avoir pris sa retraite, il s'installa avec sa femme dans le petit village de Fosse (Pyrénées-Orientales), où ils avaient acheté une ber-

36. 1926-2009. Écrivain et journaliste, frère de l'écrivain Jorge Semprún, membre comme lui du PCE, il quitte le Parti avant l'éviction de ce dernier en 1964. Auteur en particulier de *Révolution et contre-révolution en Espagne*, Les nuits rouges, 2002.

37. Le 24 décembre 1976, Jean de Broglie, un homme politique de premier plan, fut assassiné à Paris. L'enquête révéla qu'il était lié à l'entreprise espagnole Matesa, convaincue de larges détournements de fonds publics, et Jesús Ynfante chercha à faire la lumière sur les motifs réels de cet assassinat. Voir son livre, *Un crime sous Giscard. L'affaire de Broglie, l'Opus Dei, Matesa*, François Maspero, 1981.

gerie, qu'ils transformèrent en maison. Ce choix du «rural profond» traduisait l'influence durable d'Henry Thoreau, auteur qu'il avait admiré dans sa jeunesse.

Il fut conseiller municipal de Fosse de 1989 à 1995. Melich et sa compagne y vécurent de 1989 à 2002, année où des problèmes de santé les amenèrent à quitter la maison de Fosse, trop isolée, pour s'installer à Ponteilla, plus proche de Perpignan. C'est en janvier 2017 qu'Hermine, sa compagne, a disparu.



Eduardo Pardo et Henri Melich à Quillan en 1983

Biographie de
Ramon Mialet Guiteras
 « *El Bisbe*³⁸ *de Vic* »

Ramon Mialet, né le 6 décembre 1909 à Vich, dans la province de Barcelone, fut un militant de la CNT décrit par Henri Melich comme bien préparé intellectuellement, doté d'une grande éloquence et très cultivé. Cette description est confirmée par Josep Casanovas i Prat³⁹ qui le présente comme un ouvrier autodidacte doté d'une solide formation intellectuelle. Mialet animait d'ailleurs avec Josep Pallares⁴⁰ l'école de la *Societat Obrera de Vic* (la CNT de Vich) qui donnait des cours du soir aux ouvriers.

Il fut rédacteur des journaux *Sembrar*, organe de la CNT de Vich, *El Sembrador* des Jeunesses libertaires de Puigcerdà, puis de *L'Hora Nova*, l'organe du comité révolutionnaire de Vich.

Après avoir commencé à travailler comme ouvrier du cuir⁴¹, il est nommé, par voie de concours, guide de l'office du tourisme de Vich⁴².

Sardaniste, il est membre du jury de l'*agrupacio Sardanista* de Vich⁴³.

En 1933, il est membre du Syndicat unique des travailleurs (CNT) de Vich (qui deviendra plus tard la *Societat Obrera de Vic*). En février de la même année, il cosigne un communiqué dans le *Diari de Vic*⁴⁴ avec R. Calafell, J. Jutgla et M. Ausio, au nom de la CNT de Vich.

Il épousa le 1^{er} juin 1936 Engrancia Fontarnau Presseguer, la sœur de Ramon Fontarnau Presseguer. Leur mariage fut célébré à Sentfores, un quartier de Vich où habitait la famille d'Engrençia, par

38. *El bisbe* : l'évêque.

39. Josep Canovas i Prat, *Quan les campanes van emmudir : Vic 1936-1939*, Patronat d'Estudis Osonencs, 1993 p. 73, 136, 169 et 171.

40. Josep Pallares était comme Ramon Mialet ouvrier du secteur du cuir.

41. Témoignage de la famille Mialet.

42. *Diari de Vic* n° 1181 du 19 mai 1934, p. 2.

43. *Diari de Vic* du 9 juillet 1932, p. 2.

44. *Diari de Vic* du 1^{er} février 1933, p. 3.

Eduard Junyent⁴⁵. De cette union est née en avril 1938 une fille, Victoria⁴⁶.

Après les événements de juillet 1936 à Vich, il est chargé, par le comité révolutionnaire, de la sauvegarde du fonds du musée épiscopal de Vich, qui a été épargné lors de la destruction des principaux édifices religieux de la ville. Il fut préventivement fermé et placé sous sa surveillance, une responsabilité officialisée par un décret de la Généralité de Catalogne en date d'octobre 1936 le nommant délégué du *Comisaria general de Museos de la Generalidad de Catalunya* pour Vich⁴⁷.

Josep Gudiol i Ricart, délégué de la Généralité de Catalogne pour la préservation des monuments d'art rapporte au sujet de Mialet : « *Jusqu'au jour de ma mobilisation, je fis au moins une visite hebdomadaire au musée de Vich. Au cours de l'une d'elles au Comité, Mialet insista pour me montrer le trésor de la cathédrale étalé sur le sol de la salle des délibérations de la mairie, en attente d'être fondu.*

*Il insista pour que j'emporte pour le musée les pièces représentant le plus grand intérêt artistique. Mais la Généralité ne put intervenir*⁴⁸. »

Fin 1936, il prend la direction de la collectivité de l'industrie du cuir de Vich (CNT). À ce titre, il assiste au congrès de Valence de novembre 1936 qui entérine la collectivisation de cette industrie.

Il quitte cette fonction en septembre 1937, lors de la mobilisation de sa *quinta*⁴⁹ pour le front. Il fait ses adieux aux membres de la collectivité dans un article de *L'Hora Nova*. Précédemment, il avait été

45. Eduard Junyent i Subira (né à Vich, Osona, le 18 septembre 1901 et mort le 20 novembre 1978) était un prêtre connu comme historien et archéologue.

46. *L'Hora Nova*.

47. *Butlletí dels Museus d'Art de Barcelona* n° 65, octobre 1936, vol. VI.

48. Guillem Cañameras Vall, *La trajectòria de Josep Gudiol Ricart entre 1930 i 1940 - Contribucions i aportacions al seu estudi*, Barcelone, 2013 (archives numériques de l'Université de Barcelone). Traduction des auteurs. Josep Gudiol Ricart était un historien de l'art.

49. *Quinta* : contingent

l'animateur du *Comité de Festivals Bénéfics*, qui organisait des manifestations culturelles au profit des miliciens au front⁵⁰.

Nous perdons une première fois sa trace après son départ pour le front.

En 1939, il choisit l'exil, et se réfugie en France. Il sera interné quelques mois au camp de Bram. Au cours de cette première période d'internement, R. Mialet fut incorporé à la 226^e Compagnie de travailleurs étrangers et employé à la boulangerie militaire, installée dans l'ancienne gare de Bram. Il y restera jusqu'à son transfert, avec un autre groupe de réfugiés, au camp du Vernet le 13 octobre 1939. Ce groupe faisait l'objet d'une mesure disciplinaire sur ordre du préfet de l'Aude pour « refus de séjour ». La conséquence de cette mesure fut une période d'emprisonnement de plusieurs mois.

Le motif de cet internement disciplinaire demeurait obscur, y compris pour Mialet. Il demanda d'ailleurs des explications par écrit au directeur du camp de Bram⁵¹. Au bout de quelques mois, comme rien dans son attitude ne menaçait la sécurité, les préfets de l'Aude et de l'Ariège décidèrent de sa libération, et le 27 mai 1940 il partit travailler comme bûcheron à Puivert, dans l'Aude, chez un certain Ferrier.

Ramon Mialet sera pendant plus de deux ans bûcheron dans les forêts de Quirbajou et de Puivert. C'est en 1941 qu'il rencontrera pour la première fois Henri Melich, qui était alors le plus jeune du groupe de bûcherons qui travaillait dans la forêt de Quirbajou. Il était « commis » d'un autre bûcheron, qui en profitait, pratique courante à cette époque, pour retenir une partie de sa paie. Mialet, ayant appris cette situation, prit parti pour Henri Melich, et fit renoncer l'autre bûcheron à ce prélèvement.

De cette rencontre est née une profonde amitié. Mialet vint régulièrement rendre visite à Melich, lui apportant des livres en espagnol,

50. R. Mialet, Comité de Festivals Bénéfics, Vich, *L'Hora Nova* n° 34, novembre 1936.

51. Archives départementales de l'Ariège : dossier n° 282 (cote 5w202) (internement au camp du Vernet).

et discutant longuement avec lui. La provenance de ces livres est restée un mystère pour Henri.

Pour des raisons tout aussi obscures que celles de son internement au camp du Vernet, Ramon Mialet est de nouveau incarcéré le 11 mai 1942 à la maison d'arrêt de Carcassonne, cette fois-ci sur ordre du procureur. Le motif invoqué est d'avoir enfreint une mesure d'expulsion datant du 13 octobre 1939, alors qu'il était titulaire d'une carte d'identité d'étranger et d'un permis de travail. Conscient d'être l'objet d'une erreur administrative, il écrit, depuis la maison d'arrêt de Carcassonne, au commandant du camp du Vernet, afin de lui demander des éclaircissements sur cette mesure d'expulsion. Après enquête, la direction du camp finit par déclarer tout ignorer de cette décision. Relâché, il est libéré le 16 juillet 1942.

Nous perdons une fois encore sa trace pour ne retrouver Ramon Mialet qu'en septembre 1944.

À la Libération, Ramon Mialet fait le choix de s'engager dans la Quinta Brigada de guérilleros de l'Aude de la UNE. Mialet avait retrouvé à la Quinta Brigada son beau-frère, Ramon Fontarnau. Tous deux décidèrent de s'enfuir de la Brigade.

La famille de Mialet ne fut informée que tardivement de sa disparition. Son épouse et sa fille ont dû subir les humiliations du régime franquiste, et le sujet demeura tabou dans la famille. Henri Melich a tenté de prendre contact avec son épouse dans les années 80. Celle-ci ne souhaita pas donner suite.

Un des frères de Ramon Mialet, Pedro, fut arrêté et incarcéré à l'entrée des troupes franquistes. Il fut condamné à cinq ans de prison.

Biographie de
Eduardo Pardo Gomez

Eduardo Pardo i Gomez est né le 5 septembre 1905⁵² à Cofrentes, dans la province de Valence. Il est l'enfant naturel de Clotilde Pardo Gomez (emprisonnée en décembre 1939, elle fut condamnée à mort en mars 1943 en représailles de la fuite d'Eduardo). Selon certains dires, il serait le fils d'un hobereau local, qui, faute de le reconnaître, aurait financé ses études.

S'il est souvent décrit comme un homme d'action, il est surtout reconnu pour sa culture et ses talents d'orateur. Nous savons de son enfance qu'il a fréquenté l'un des principaux collèges jésuites de Requena⁵³. À dix-huit ans, il part poursuivre ses études à Paris, où il entre en contact avec le milieu libertaire français⁵⁴.

Son retour en Espagne est l'occasion d'un long périple à travers la péninsule, qu'il termine à Figueras, dans la province de Gérone, en juin 1930. Il participa à la création de l'*Associacio Obrera* de Figueras (CNT) et fit partie de son bureau. Certains membres de ce syndicat se retrouvent régulièrement au sein d'une association de sardane, «Los Eratos», qui paraît leur servir de couverture.

Le 12 juin 1931, il anime un meeting organisé par la CNT à Peralada, dans la province de Gérone⁵⁵. Les autres orateurs sont Juan Ors, Ricardo Costa, Jaime Segala et un dénommé Venios.

52. Source : Nicole Pardo, sa fille. Sur certains documents figure l'année 1907.

53. Agapit Alonso i Pont, *Historia - Eduard Pardo i Gomez*, in *Revista Lafarga* n° 276, Salt, décembre 2010.

54. Josep Maymi, *Entre la violència política i el conflicte social, els comitè antifeixite de Salt i Orriols en el contexte de la guerra civil 1936/1939*, Biblioteca Serra d'or, publicacion de l'Abadia de Monserrat, 2001, p.108-109.

55. *Avant...* n° 12 du 17 juin 1931.

Lors de la grève générale du 15 février 1932, il est incarcéré en compagnie de Jaime Segala sur ordre du maire socialiste de Figueras, qui espérait ainsi prévenir d'éventuels troubles⁵⁶.

Courant 1932, il s'établit – pour des « raisons syndicales » – à Salt, tout près de Gérone, où il demeurera jusqu'en 1939. Il y exerce le métier de bottier, mais vit aussi un temps de la vente ambulante, à vélo, de denrées dans la région de Gérone. Cette activité typique des proscrits lui offrait l'avantage de tisser un réseau dans les milieux confédéraux.

Le 23 avril 1933, il est de nouveau arrêté et incarcéré à la prison de Gérone⁵⁷ en compagnie de Jaime Barcelo Vila, Miguel Marti Arnau et Luis Ferrer Nogueras. Tous quatre sont accusés d'avoir participé à un attentat, mais sont libérés au bout de 48 heures. Cette arrestation est certainement liée à la vague de répression déclenchée contre la CNT pour enrayer une tentative de mouvement insurrectionnel. Des militants de la CNT et de la FAI sont arbitrairement arrêtés et emprisonnés dans toute l'Espagne.

Le 12 juillet 1933, sa compagne Mercé Rigau i Privat donne le jour à leur premier enfant, Floréal Pardo Rigau⁵⁸.

Eduardo Pardo est l'un des principaux animateurs, avec l'instituteur Expédito Durán⁵⁹, du centre ouvrier de Salt, *La Floreal*. Il y dispense des cours d'histoire et de géographie, et plus discrètement des cours de maniement d'armes, aux Jeunesses libertaires de Salt⁶⁰.

56. *Avant...* n° 12 du 24 février 1932.

57. Expediente procesal de Eduardo Pardo Gomez, Prision provincial de Gerona, n° 99, 23-25 avril 1933.

58. Décédé en 2002 sous le nom d'Eduard Pardo Rigau, l'administration franquiste ayant imposé la modification de son état civil.

59. Expédito Durán (né en 1908 à Alajar, en Andalousie, ou à Elche, province de Valence), était un *maestro racionalista*, c'est-à-dire un instituteur formé aux méthodes laïques et émancipatrices de l'École moderne de Francisco Ferrer.

60. Interview d'Eduardo Pardo par Pau Lanao in Carme Vinyoles et Pau Lanao, *Presencia Historia : Guerra civil a les comarques gironines*, Presencia Història Viva, 1986.

Dès le 15 juillet 1936, il supervise la répartition des armes cachées en 1934 lors de la tentative d'insurrection catalaniste, tout en organisant et coordonnant les groupes d'action de la région de Gérone qui feront échec au soulèvement militaire⁶¹. Après l'échec du coup d'État, il prend la direction effective du comité des milices antifascistes de Salt jusqu'à sa fusion avec le conseil municipal de la ville. Le 19 octobre 1936, il est élu président du conseil municipal de Salt et membre de la commission exécutive et de justice, postes qu'il occupera deux mois durant⁶². En décembre 1936, il abandonne temporairement cette charge au profit d'un autre cénétiste, Josep Fontanes Falgueres pour devenir procureur au tribunal populaire de Gérone⁶³.

Il assurera cette fonction jusqu'à son arrestation pour «rébellion militaire» le 9 juin 1937 en même temps qu'Expédito Durán⁶⁴. Ils seront rejoints dans la journée par Salvador Piñol Catalan⁶⁵ et Salvador Carbo Turbat. Tous seront libérés dès le lendemain sous la pression de la CNT et du POUM, et laissés libres, à l'exception d'Expédito Durán, qui demeurera sous contrôle judiciaire⁶⁶.

En juin 1937, il est nommé conseiller aux finances du conseil municipal de Salt tout en occupant la charge de délégué au ravitaillement. Au cours de cette période, il s'opposera à la tentative de prise en main de la région de Gérone par le PSUC, en s'alliant à la Gauche républicaine de Catalogne. Cette prise de position lui attirera les foudres de *Front*, l'organe stalinien local.

Parallèlement à ces fonctions et jusqu'en 1939, il assure l'administration de l'hôpital psychiatrique de Salt Marti i Julia⁶⁷.

61. *Ibid.*

62. Josep Maymi, *op. cit.*

63. *Diari oficial de la Generalitat de Catalunya*, n°15, 15 janvier 1937.

64. Président du conseil municipal de Gérone jusqu'en mai 1937 et rapporteur du Conselle de la Esenyenza Nueva (CENU) pour la région de Gérone. En 1939, il choisira l'exil et rejoindra le Mexique.

65. Militant de la CNT de Salt né à Torrent de Cinca en 1908. In *Diccionarie Biografic...*, *op. cit.*, p.1044.

66. *Gerona CNT*, Organo confederal de la segunda region, n° 5 du 11 juin 1937.

67. Sur sa gestion de cet établissement, se reporter à *Mi revista* n° 7 du 15 janvier 1937, p. 47.

En février 1939, il gagne la France en camion en compagnie de Guillermo Llado.

À l'arrivée des troupes franquistes, sa compagne Merce Rigau Privat et son fils Floréal sont emprisonnés. Il semble que faute de preuve formelle qu'elle était la compagne d'Eduardo Pardo, Merce et son fils sont remis en liberté mais assignés à résidence à Figueras.

Sa mère Clotilde sera elle aussi emprisonnée, mais connaîtra un destin plus tragique. Condamnée à mort, sa peine fut commuée en réclusion perpétuelle. Elle a fini ses jours à la prison de Gérone en 1943.

Le 2 décembre 1939, son nom figure sur une longue liste de personnes recherchées que le tribunal des responsabilités politiques de Gérone fait publier dans le quotidien *El Pirineo*.

À son arrivée en France, il est d'abord interné au camp d'Argelès-sur-Mer, puis envoyé à Sète avant de pouvoir s'installer définitivement à Quillan, dans l'Aude.

Sous l'occupation, il participe à des réunions de réorganisation de la CNT et se déclare partisan d'une participation active des réfugiés espagnols à la résistance en France⁶⁸. Son atelier quai du Pouzadou est le lieu de réunion des antifascistes espagnols. En 1944, il est un des rares à s'opposer directement, avec l'appui de Francisco Moisset dit *El recadero*⁶⁹ aux exactions de l'UNE de l'Aude⁷⁰. Avec sang-froid, il déjouera une tentative de meurtre qui le visait, ce qui ne l'empêchera pas, un peu plus tard, de menacer de représailles un des responsables de cette organisation qui envisageait de s'en prendre à Enric Melich.

C'est lui qui, en novembre 1944, prononce l'éloge funèbre des quatre victimes de Monfort-sur-Boulzane⁷¹.

68. Témoignage d'Henri Melich.

69. *El recadero* : le messenger.

70. Francisco (ou José) Moisset était un militant de la CNT de Salt. Il faisait partie du Comité central des milices antifascistes de Salt. Voir AHN *Causa General - Pieza primera o principal de la provincia de Girona - Legajo : 1434 Caja : 3 - Exp. : 34 - Folio : 6* ; également Josep Maymi, *op. cit.*, p. 110.

71. Témoignage d'Henri Melich.

En 1946, à la demande de Maurice Lauze, un industriel, il va créer une des principales fabriques de chaussures de Quillan. Il se charge intégralement de la conception et de la réalisation de l'usine jusque dans ses moindres détails. Il y occupera par la suite le poste de contre-maître, ce qui ne l'empêchera pas d'organiser les ouvriers et de se battre avec eux pour faire aboutir leurs revendications⁷².

Cette même année, il épousera une jeune femme de Quillan, dont il aura une fille, Nicole.

Tout au long des années d'exil, il sera secrétaire de la fédération locale de la CNT espagnole en exil de Quillan. En 1945, la CNT s'était scindée en France en deux courants : l'un, majoritaire à ce moment à l'intérieur de l'Espagne, voulait poursuivre la collaboration avec d'autres forces antifranquistes ; l'autre voulait renoncer à toute action politique et privilégier les actions armées. Eduardo Pardo sera partisan de la ligne « collaborationniste », mais il participera aux réunions de contact entre les deux rameaux de la CNT pour en préparer la réunification qui aura lieu au congrès de Limoges en 1961, où il sera présent.

Après l'exécution en 1963 de Francisco Granado, un jeune militant libertaire condamné à mort pour des attentats à la bombe à Madrid auxquels il n'a pas participé, Eduardo Pardo recherchera des secours pour sa veuve, qui résidait à Quillan.

Ses responsabilités au sein de la CNT en exil ne l'empêcheront pas de militer au sein de la CGT-Force Ouvrière. Ce sont certainement ces engagements qui lui interdiront, à lui et à son épouse, d'accéder à un emploi au sein de la société Formica qui s'était installée à Quillan dans les années 1950.

Tous deux participent régulièrement aux commémorations du massacre d'Oradour-sur-Glane.

Edouardo Pardo est décédé à Puivert le 14 avril 1997, et repose auprès de son épouse au cimetière de Brenac.

72. *Idem.*

Biographies
de Juan Pujadas Roge et d'Alfonso Sanmiquel Alejandro

Juan Pujadas Roge est né à Palau Sator, dans la province de Gérone, le 17 janvier 1908. Il est arrivé à Palafrugell⁷³, toujours dans la province de Gérone, à l'âge de 14 ans. Il y a exercé le métier de travailleur journalier.

Militant d'un parti de la gauche républicaine catalaniste, il participe à la tentative d'insurrection du 6 octobre 1934⁷⁴, ce qui lui vaudra d'être arrêté et incarcéré quelques semaines. Il sera libéré en décembre 1934⁷⁵.

En avril 1936⁷⁶ il est administrateur de la *Cooperativa Obrera de Productes Surers*, une coopérative ouvrière de transformation du liège. Cette coopérative a été créée lors de la cession d'une ancienne entreprise à ses ouvriers.

En décembre 1936⁷⁷, il entre au conseil municipal de Palafrugell en remplacement de Josep Escala, un membre de l'UGT démissionnaire.

En janvier 1937⁷⁸, il se rend accompagné d'une petite délégation à Barcelone afin d'obtenir des matières premières pour l'industrie locale.

Toujours en janvier 1937⁷⁹ il participe à un comité élargi du PSUC en tant que délégué du Baix Empordà, la région de Palafrugell.

En 1944, réfugié en France, il travaille sur un barrage de la haute vallée de l'Aude. Il réside à Merial avec Alfonso Sanmiquel avec qui il s'est lié d'amitié.

73. Il habitait au 2, rue Rafael Casanova.

74. *Empordà* du 27 octobre 1934.

75. *Empordà* du 15 décembre 1934.

76. *Ara* du 4 juillet 1936.

77. *Ara* du 4 janvier 1937.

78. *Ara* du 18 janvier 1937.

79. *Ara* du 1^{er} février 1937.

Alfonso Sanmiquel était un militant du POUM de Barcelone. Dès juillet 1936, il s'engage dans la colonne Arquer Piquer du POUM et part combattre sur le front d'Aragon. En septembre 1936, il est envoyé pour une mission par sa colonne à Barcelone.

En octobre 1936, la colonne Arquer Piquer essuie une défaite à Leciñena où les miliciens sont pris à revers par les troupes maures supérieures en nombre. La colonne réussit à échapper à son encerclement, mais les deux tiers de ses miliciens sont massacrés.

En 1944 Alfonso Sanmiquel travaille avec Juan Pujadas sur un barrage de l'Aude. C'est ensemble qu'ils se sont engagés dans la Quinta Brigada.

Les Amis de Spartacus

L'association «Les Amis de Spartacus» a été constituée en 1979 pour assurer la continuité des éditions des «Cahiers Spartacus» fondées en 1936 par René Lefevre, leur principal animateur jusqu'à sa mort survenue en 1988. Elle rassemble des individus, bénévoles, unis dans le projet d'offrir au lecteur un certain nombre de textes oubliés, méconnus ou apportant un éclairage nouveau, pour contribuer, sur des bases non sectaires, au débat nécessaire entre tous ceux qui ne se résignent pas à accepter le monde tel qu'il est et n'ont pas perdu l'espoir d'un changement social radical.

Au sein de l'association fonctionne un «collectif de travail» qui prend en charge les tâches matérielles, la gestion du fonds d'édition, lequel comprend plus de 100 titres. Ce «collectif» fonctionne aussi comme «comité de lecture» responsable du choix des textes à éditer.

Spartacus publie quelques ouvrages par an et assure une diffusion multiple : abonnés, librairies, ventes directes.

L'association est ouverte à tous les individus de bonne volonté, en accord avec son projet, et la rejoindre est encore le meilleur moyen d'assurer l'avenir des éditions Spartacus, des éditions pas comme les autres.

Liste des ouvrages disponibles

Les titres précédés d'un astérisque sont en quantités limitées.

Épisodes révolutionnaires

Nombreuses sont les révolutions mais rares celles qui, au-delà du remplacement des détenteurs du pouvoir gouvernemental, débouchent sur un changement du régime de propriété et de la place des producteurs dans la société, ou tentent de le faire. C'est de celles-ci qu'il s'agit ici.

Jusqu'en 1914

B161	<i>Spartacus, la liberté ou la mort !</i> Marcel Ollivier	9,91 €
B149	<i>Enragés et curés rouges en 1793.</i> Maurice Dommanget	13,00 €
B175	<i>Babeuf et la conjuration des Égaux.</i> Maurice Dommanget	9,00 €
B196	<i>Sylvain Maréchal l'égalitaire.</i> Maurice Dommanget	25,00 €
B184	<i>Le Curé rouge. Vie et mort de Jacques Roux.</i> Dominic Rousseau	13,00 €
B190	<i>Gracchus Babeuf – Pour le bonheur commun.</i> Jean-Marc Schiappa	13,00 €
B177	<i>La révolte des canuts 1831 – 1834.</i> Jacques Perdu	9,00 €
B202	<i>Juin 1848.</i> Victor Marouck	12,00 €
B173	<i>La Commune de 1871.</i> C. Talès	12,00 €

La révolution russe de 1917

A50	<i>Les racines d'Octobre 17. La gauche polonaise.</i> P. I. C.	5,00 €
B77	<i>Brest-Litovsk, stop à la révolution.</i> Guy Sabatier	6,00 €
B168	<i>L'épreuve du pouvoir, Russie 1917.</i> Jean Michel Kay	12,00 €
B180	<i>La makhnovchitchina, l'insurrection révolutionnaire en Ukraine 1918-1921.</i> Archinov....	15,00 €
B194	<i>Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917.</i> Alexandre Skirda	19,00 €
B87	<i>La Commune de Cronstadt.</i> Ida Mett	6,00 €
B195	<i>Kronstadt 1921 : soviets libres contre dictature de parti.</i> Alexandre Skirda	23,00 €
B191	<i>Un ouvrier limousin au cœur de la révolution russe.</i> Marcel Body	18,00 €
B204	<i>Nestor Makhno. La lutte pour les Soviets libres en Ukraine 1917-1921.</i> Alexandre Skirda	23,00 €

La révolution allemande

B83	<i>Spartacus et la commune de Berlin.</i> André et Dori Pruhommeaux	7,00 €
B200	<i>Un rebelle dans la révolution. Allemagne 1918-1921.</i> Max Hoelz	14,00 €

La révolution espagnole

B171	<i>Révolutionnaires en Catalogne, 1936-1937.</i> Groupe DAS, Marcel Ollivier	9,00 €
B85	<i>Guerre de classes en Espagne.</i> Camillo Berneri	6,00 €
B110	<i>Chronique de la révolution espagnole.</i> Henri Chazé	7,00 €
B176	<i>Barricades à Barcelone 1936-1937.</i> Agustín Guillamón	15,00 €
B188	<i>Espagne 1937 – Josep Rebull, la voie révolutionnaire.</i> Agustín Guillamón	12,00 €
B205	<i>Guérilleros, France 1944. Une contre-enquête.</i> Christophe Castellano, Henri Melich	13,00 €

Depuis 1945

B172	<i>La grève généralisée en France, Mai-juin 68.</i> I. C. O	10,00 €
B198	<i>D'Alger à mai 1968, mes années de révolution.</i> François Cerutti	13,00 €
B68	<i>L'expérience portugaise : la conception putschiste de la révolution.</i> Charles Reeve	4,00 €

Artisans et doctrines de la révolution sociale

L'action et la réflexion de militants engagés, à différentes époques et de différentes manières, dans le combat pour un changement social radical.

Naissance des mouvements et doctrines

B189	<i>Marx et Engels poètes romantiques.</i> Marcel Ollivier	12,00 €
B33	<i>Textes philosophiques de jeunesse.</i> Karl Marx	7,00 €
A36	<i>La confession de Karl Marx.</i> Riazanov, Engels, Luxemburg	3,00 €
B159	<i>Les trois sources de la pensée de Marx.</i> Karl Kautsky	6,10 €
B193	<i>Eugène Varlin, internationaliste et communard.</i> Michel Cordillot.....	13,00 €
A8	<i>Idéalisme et matérialisme.</i> Jean Jaurès, Paul Lafargue	3,00 €
B13*	<i>Collectivisme et révolution.</i> Jules Guesde	7,00 €

Rosa Luxemburg

B192	<i>Le but final – textes politiques.</i> Rosa Luxemburg	15,00 €
B169	<i>Églises et socialisme.</i> Rosa Luxemburg, Jean Jaurès	6,00 €
B150	<i>La crise de la social-démocratie.</i> Rosa Luxemburg	13,00 €
B83	<i>Spartacus et la commune de Berlin.</i> André et Dori Pruhommeaux.....	7,00 €
C4	<i>Mon amie Rosa Luxemburg.</i> Louise Kautsky. <i>Le luxemburgisme aujourd'hui.</i> Alain Guillerm	8,00 €
B118	<i>Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire.</i> Daniel Guérin	8,00 €
B32	<i>Le luxemburgisme aujourd'hui.</i> Alain Guillerm	5,00 €
B182	<i>Rosa Luxemburg.</i> John Peter Nettl. Édition abrégée par l'auteur	28,00 €

Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire

B132	<i>Anarchisme et organisation.</i> Rudolf Rocker	5,00 €
B170	<i>Haymarket, pour l'exemple.</i> Albert Parsons, August Spies.....	9,00 €
B166	<i>I.W.W., le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis.</i> Larry Portis	12,00 €
B167	<i>La révolution mexicaine de Ricardo Flores Magón.</i> A. A. E. L.....	12,00 €
B162	<i>Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances.</i> Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin	15,00 €
B157	<i>L'anarchisme aujourd'hui.</i> Jean Barrué	9,15 €
B99	<i>L'effort libertaire : le principe d'autonomie.</i> André Prudhommeaux.....	7,00 €
B164	<i>Pour le communisme libertaire.</i> Daniel Guérin	10,00 €

La lutte contre la guerre

A38	<i>Lettre ouverte à Boris Souvarine.</i> Lénine.....	3,00 €
B186	<i>Militants contre la guerre, 1914-1918.</i> Julien Chuzeville	10,00 €

Depuis 1945

B178	<i>Les conseils ouvriers (T. I).</i> Anton Pannekoek	15,00 €
B119	<i>Les conseils ouvriers (T. II).</i> Anton Pannekoek	10,00 €
B185	<i>Homosexualité et révolution.</i> Daniel Guérin	9,00 €

B75	<i>Pour l'abolition du salariat, l'associationnisme.</i> Claude Berger.....	4,00 €
B116	<i>Au-delà du parti, évolution du concept de parti depuis Marx.</i> Collectif Junius.....	8,00 €
B123	<i>Le marxisme hier, aujourd'hui et demain.</i> Paul Mattick.....	10,00 €
B129	<i>De l'usage de Marx en temps de crise.</i> Collectif	8,00 €
B151	<i>Le communisme n'a pas encore commencé.</i> Claude Bitot	20,00 €
B183	<i>Repenser la révolution.</i> Claude Bitot.....	13,00 €
B201	<i>Le gauchisme, origines et perspectives.</i> Richard Gombin.....	13,00 €

Socialisme critique

Depuis son origine au XIX^e siècle, le socialisme s'est construit non seulement en approfondissant sa critique du capitalisme, dont il prépare la disparition, mais aussi celle de ses précurseurs, puis de ceux qui, au XX^e siècle, ont prétendu le réaliser. Projet social et collectif, le socialisme n'a pas d'avenir s'il ne procède pas constamment à l'analyse la plus rigoureuse de l'évolution de la société et des forces qui la modèlent, y compris de celles qui se réclament de lui.

L'expérience russe

B187	<i>Le socialisme des intellectuels.</i> Jan Waclav Makhaïski, Alexandre Skirda.....	18,00 €
B109	<i>Réponse à Lénine, la maladie infantile du communisme.</i> Hermann Gorter.....	7,00 €
B154	<i>Les soviets trahis par les bolcheviks.</i> Rudolf Rocker.....	10,00 €
B50	<i>Le nouvel impérialisme russe. L'URSS est-elle socialiste ?</i> Victor Serge.....	7,00 €
B91*	<i>Lénine, Staline et le pouvoir.</i> Boris Souvarine, Kostas Papaïoannou	6,00 €
B203	<i>Staline, Trotski - l'héritage de Lénine.</i> Willy Huhn, Paul Mattick.....	13,00 €
B14*	<i>L'U.R.S.S. concentrationnaire.</i> Guy Vinatrel.....	7,00 €
B40	<i>Un pot-pourri de Krouchtchev.</i> Boris Souvarine.....	4,00 €
C30	<i>Communisme et question russe.</i> Jean Barrot	9,00 €
B62	<i>Parti-État, stalinisme, révolution.</i> Georges Munis.....	7,00 €

L'effondrement du mouvement ouvrier

B165	<i>1933 : la tragédie du prolétariat allemand.</i> Juan Rustico.....	9,00 €
B199	<i>La peste brune.</i> Daniel Guérin.....	10,00 €
B163	<i>Le nazisme, son ombre sur le siècle.</i> Jean-Louis Roche.....	20,00 €
A53	<i>La communauté.</i> Raoul Brémond.....	4,00 €
B174	<i>De la conscience en politique.</i> Wilhelm Reich, Maurice Brinton	13,00 €

Interrogations sur les forces en présence

A18	<i>Qui succédera au capitalisme ?</i> P.L. Tomori	3,00 €
E3	<i>Révolution socialiste ou révolution directoriale ?</i> Léon Blum.....	1,00 €
B6*	<i>L'ère de l'impérialisme.</i> Robert Louzon.....	7,00 €
B8*	<i>Déchéance de l'Europe.</i> Lucien Laurat.....	7,00 €
B46	<i>Le marxisme en question.</i> Dwight MacDonald	7,00 €
B45	<i>La classe ouvrière est en expansion permanente.</i> Simon Rubak.....	7,00 €
B106	<i>Classes laborieuses et révolution.</i> Simon Rubak	8,00 €

B125	<i>Ouvriers et robots.</i> Michel Kamps.....	7,00 €
B148	<i>Les socialismes : l'Histoire sans fin.</i> André Fontaine.....	15,00 €
Regards sur les luttes et leurs débouchés depuis 1945		
B197	<i>Algérie 1954-1965. Un combat anticolonialiste.</i> Daniel Guérin	14,00 €
B48	<i>Le tigre de papier. Sur le développement du capitalisme en Chine.</i> Charles Reeve.....	7,00 €
B60	<i>Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971).</i> I. C. O.....	10,00 €
A52	<i>Le 25 juin 1976 en Pologne.</i> Henri Simon.....	5,00 €
B112	<i>Pologne 1980-1981, Solidarité enchaînée.</i> Charles Reeve	4,00 €
B117	<i>Pologne : lutte de classes et crise du capital (1980-1982).</i> Henri Simon	7,00 €
B144	<i>Chroniques d'une société clandestine. Solidarité combattante.....</i>	15,00 €
A55	<i>Lordstown 72.</i> Pomerol et Médoc.....	3,00 €
B88	<i>Le nouveau mouvement ouvrier américain.</i> Root and Branch.....	8,00 €
A45	<i>Moyen-Orient, un abcès de fixation.</i> P. I. C.	4,00 €
B142	<i>Le capitalisme high-tech.</i> Jean-Pierre Garnier.....	9,00 €
B138	<i>La farce tranquille. Normalisation à la française.</i> Alain Bihr	13,00 €
B147	<i>Les dissidents du monde occidental.</i> Louis Janover	13,00 €
B181	<i>Vénézuéla : révolution ou spectacle ?</i> Rafael Uzcátegui	14,00 €
DVD	<i>René Lefeuve, pour le socialisme et la liberté.</i> Julien Chuzeville	10,00 €

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement aux éditions Spartacus est de 50 €.

Ces 50 € donnent droit à 70 € de nouvelles publications au prix public, et l'abonnement reste donc valable pour une période plus ou moins longue selon le rythme et le prix des nouvelles parutions.

L'abonné bénéficie en outre d'une remise de 30 % sur ses commandes de titres anciens d'un total de moins de 152 €, et d'une remise de 50 % sur ses commandes de titres anciens de 152 € et plus (frais de port en supplément dans ce cas).

La demande d'abonnement comportant nom et adresse est à envoyer à l'association des Amis de Spartacus, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

Le règlement peut en être effectué d'une des façons suivantes :

- par chèque bancaire à l'ordre des Amis de Spartacus
- par virement à la Banque postale au compte n° FR15 2004 1000 0114 3861 1N02 033, à l'ordre des Amis de Spartacus
- par mandat postal à l'ordre des Amis de Spartacus

De l'étranger, si le règlement n'est pas effectué par virement ou par émission d'un chèque bancaire payable par une agence située en France, ajouter 10 € pour les frais d'encaissement.

L'abonnement peut partir d'un numéro déjà paru choisi dans la série B. En ce cas, bien l'indiquer. L'abonné recevra alors tous les titres disponibles suivant le numéro choisi jusqu'à épuisement de l'abonnement. La livraison comprendra les éventuelles nouveautés des autres séries. Par défaut, l'abonnement commence à la prochaine parution.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Règlement par virement, chèque bancaire ou mandat à l'ordre des « Amis de Spartacus ». Banque postale compte 14 386 11 N Paris. De l'étranger, réglez de préférence par virement à notre compte (BIC : PSST-FRPPPAR. IBAN : FR15 2004 1000 0114 386 11 N02 033), par mandat, ou tenez compte des frais d'encaissement de votre chèque (environ 10 €).

Les Amis de Spartacus
8, impasse Crozatier,
75012 Paris

Achévé d'imprimer en septembre 2020
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.A.S.
Z.I. des Ondes – 12100 Millau